Tome XV. N° 14 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 Oct. 1923

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

Pierre de Ronsard et la Réforme

Au printemps de 1562, le pays de Vendômois connut les premiers troubles des guerres de religion : des bandes de huguenots, s'étant répandues dans les villes et les campagnes, brisèrent les croix et les images ; leur violence iconoclaste alla jusqu'à rompre et violer les tombes des princes de la maison de Vendôme, en l'église de la Trinité de cette ville. « *Adonc*, rapporte Théodore de Bèze en son « Histoire ecclésiastique », *adonc ceux de la religion romaine, voyant ces choses et que, quant à la noblesse du pays, les uns étaient allés trouver le prince* (1) *à Orléans, les autres s'étaient jetés dans la ville du Mans, commencèrent à tenir ceux de la religion en merveilleuse sujétion. Entre autres Pierre Ronsard, gentilhomme doué de grandes grâces en la poésie française entre tous ceux de notre temps, mais, au reste, ayant loué sa langue pour non seulement souiller sa veine de toutes ordures, mais aussi médire de la religion et de tous ceux qui en font profession, s'étant fait prestre, se voulut mesler en ces combats avec ses compagnons. Et pour ce, ayant assemblé quelques*

(1) Le prince de Condé, chef du parti huguenot.

soldats en un lieu nommé Evaillé, dont il était curé, fit plusieurs courses avec pilleries et meurtres. »

Cette page de Bèze, confirmée d'autre part par les Histoires de de Thou , de d'Aubigné et de Varillas, met le fait hors de doute (1).

Le « Prince des poètes français » a bien pris, en mai 1562, les armes contre les réformés ; il a réellement concouru au massacre de partisans huguenots ; et cette part aux premières guerres civiles, il l'a bien prise comme curé de la paroisse d'Évaillé, de curé-baron, car cette cure était un fief noble, qui donnait droit au titre de baron ; et c'est en qualité de seigneur féodal, au moins autant que de curé catholique, que Ronsard dut lever des soldats et les mener à la bataille.

Un seul point est inexact dans le récit de de Bèze : Ronsard ne « s'était pas fait prêtre pour l'occasion ». Il n'était pas prêtre, et ne le fut jamais. On a dit, on a répété, on croit encore généralement le contraire, sur la foi des polémistes huguenots qui, en leurs libelles, s'empressèrent de lui en faire reproche. Ronsard a eu beau nier dans une de ses réponses :

Or sus, mon frère en Christ, tu dis que je suis prestre?
J'atteste l'Eternel que je le voudrais estre,
Et avoir tout le chef et le dos empesché
Dessous la pesanteur d'une bonne evesché...
Si tu veux confesser que loup-garou tu sois,
Hoste mélancholiq des tombeaux et des croix,
Pour te donner plaisir, vraiment je te confesse
Que je suis prestre-ras, que j'ai dit la grand'messe (2).

Cette vive riposte n'a pas suffi : la légende a duré, elle dure encore, aussi bien chez les catholiques que chez les protestants. Un prêtre catholique, l'abbé Froger, a cru en trouver confirmation dans un acte ecclésiastique, où « messire Pierre de Ronsard » est qualifié « prêtre ». Mais il n'a pas pris garde que, parmi les nombreux actes de ce genre, où Ronsard paraît et qu'il signe de sa main, celui-là est le seul où il soit qualifié *prêtre;* tous les autres le nomment *clerc*, et notamment celui par lequel, à son lit de mort, il résigne ses bénéfices.

(1) Il est d'ailleurs indirectement confirmé par une allusion du poète dans la *Remonstrance au peuple de France*, publiée en 1562-1563.

(2) *Réponse aux injures et calomnies de je ne sçay quels prédicanteraux et ministraux de Genève*, 1562-1563.

Il s'y intitule, cette fois encore, non pas prêtre, mais clerc. A cette heure solennelle, il ne saurait être question de dénégation politique.

Conformément aux abus cléricaux de son temps, Ronsard n'appartenait donc à l'Église qu'en qualité de clerc, c'est-à-dire seulement dans la mesure requise pour être investi de ces bénéfices d'Église qui, au seizième siècle, étaient la seule source de revenus possible pour un écrivain peu fortuné.

Simple clerc, il n'en semble pas moins que Ronsard a lui-même compris que la place d'un ecclésiastique n'était pas parmi les bandes irrégulières de croyants bien intentionnés, mais capables de tous les excès. Il ne reparut plus aux camps.

Mais, loin d'abandonner la lutte contre la Réforme, il s'en fut l'affronter sur un autre terrain, sur un terrain qu'il connaissait mieux que personne, le sien, sur le terrain des lettres. Ce n'est plus par les armes, c'est par *raisons*, par *vives raisons*, qu'il faut répondre à l'adversaire. *Ainsi*, avait-il dit déjà depuis deux ans,

Ainsi que l'ennemi par livres a séduit
Le peuple dévoyé, qui faussement le suit,
Il faut, en disputant, par livres le confondre
Par livres l'assaillir, par livres lui respondre...
Si ne voy-je pourtant personne qui se pousse
Sur le haut de la brèche et l'ennemy repousse,
Qui brave nous assaut : et personne ne prend
La plume, et par escrit notre loi ne défend (1).

En effet, autant la propagande protestante, qui se faisait par charretées bien camouflées de pamphlets allègres et de vifs libelles, signés d'esprits actifs, instruits, rompus à la dispute et mordants, était ardente, prompte, insaisissable, autant la riposte catholique était pesante, pédante, ou bien molle, languissante et sans portée. Les théologiens de Sorbonne, des *bêtes théologiques*, comme le pesant Béda, ou le traînant Pierre Doré, semblaient s'en être réservé jalousement le monopole. Et c'était bien peu contre *l'Institution chrétienne*, modèle de prose française claire et démonstrative, qu'un lourd traité dogmatique en latin : *Adversus clan-*

(1) *Elégie à Guillaume des Autels, sur le tumulte d'Amboise*, 1560.

destinos lutheranos. Bien moins encore qu'un *anti-Calvin* latin à opposer à cette foison de pamphlets insinuants ou satyriques, à ces *Boucliers* ou *Bâtons de la foi*, à ces *Marmites* ou ces *Anatomies*, tous en français, qui semblaient sourdre de tous côtés. C'était à croire vraiment que toute vigueur intellectuelle se fût retirée de l'Église catholique. *Las!* disait Ronsard,

> *Las! des Luthériens la cause est très mauvaise*
> *Et la défendent bien; et, par malheur fatal*
> *La nostre est bonne et sainte, et la défendons mal* (1).

Cette défense nécessaire, il prit sur lui de l'improviser ; il fallait frapper vite et fort, attaquer l'adversaire chez lui, et, puisqu'il multipliait les pamphlets en français, lui répondre par des pamphlets en français, que le peuple lirait, comme il lisait ceux des huguenots.

Il sonna le rappel de la Pléiade, « réveilla » Baïf, réveilla Belleau, réveilla des Autels et Daurat.

Tout le premier, il prit l'offensive et coup sur coup publia : les deux *Discours des misères de ce temps*, la *Remontrance au peuple de France*, et la *Réponse aux injures et calomnies de je ne sais quels prédicantereaux et ministreaux de Genève*, c'est-à-dire les chefs-d'œuvre, en notre langue poétique, de la satire patriotique, de la satire politique et de l'invective oratoire.

A ce coup, les protestants se sentirent touchés. Au moment même du plus grand succès de leur propagande, ils voyaient se lever contre elle l'adversaire le plus redoutable, le choryphée de l'école qui, par l'intelligence et la pratique des Anciens, avait régénéré la poésie française, et donné les modèles d'un art supérieur, égal par l'inspiration et la hauteur des idées aux œuvres grecques et romaines. L'intelligence nationale n'était donc pas tout entière du côté de la Réforme? *L'espoir changea de camp, le combat changea d'âme!* les catholiques intimidés reprirent confiance en eux.

Promptes, copieuses, mais de valeur inégale, en tout cas inférieures aux *Discours* de Ronsard, les réponses des protestants ont du moins l'intérêt d'avoir fait rebondir le débat et d'avoir obligé Ronsard à préciser ses idées, à caractériser les arguments qu'il dressait contre eux.

(1) *Elégie à Guillaume des Autels*, 1560.

S'il avait fallu l'urgence de la défense catholique pour le tirer de sa retraite studieuse, ce n'était cependant pas la première fois que le poète envisageait la question religieuse et s'inquiétait du péril que les dissensions issues d'elle faisaient courir à la paix publique et à la patrie. En 1560 déjà, l'*Elégie à Guillaume des Autels*, et le *Discours à Louis des Masures*, l'un catholique, l'autre protestant, avait témoigné de ses alarmes avec une éloquence égale à celle des *Discours*. Mais, auparavant encore, ses réflexions l'avaient attiré vers l'étude de la Réforme, l'avaient même incliné avec quelque complaisance, sinon vers sa doctrine théologique, du moins vers ses critiques des abus cléricaux. Les protestants le savaient bien, parmi lesquels il avait compté des camarades, des amis et des disciples : Jacques Grévin, Louis des Masures, Florent Chrestien et Théodore de Bèze. Lui-même, d'ailleurs, pour bien préciser le sens de ses reproches, était le premier à le rappeler :

J'ay autrefois goûté, quand j'étais jeune d'âge,
Du miel empoisonné de votre doux breuvage... (1).

Qu'avait-il donc trouvé de juste dans les critiques des protestants? Leur désir de réformer la discipline ecclésiastique. Là-dessus, il se proclame d'accord avec eux.

Si vous n'eussiez parlé que d'amender l'Eglise,
Que d'oster les abus de l'avare prestrise,
Je vous eusse suivi et n'eusse pas été
Le moindre des suivants qui vous ont escouté (2).

Cet assentiment est formel, et n'est pas de sa part concession de pure forme : si grand est son désir de voir réformer l'Église que, dans ses discours, c'est un point sur lequel il revient sans cesse, comme dans cette éloquente adjuration à Condé :

Ah! prince, je sais bien
Que la plus grande part des prestres ne vaut rien,
Mais l'Eglise de Dieu est sainte et véritable
Les mystères sacrés et sa voix perdurable (3) !

(1) *Remonstrance au peuple de France*, 1562.
(2) *Ibidem.*
(3) *Ibidem.*

Car Ronsard a toujours soin de préciser que c'est de l'Église seule qu'il attend une réforme intérieure.

Il est vrai, que le temps qui tout change et détruit
A mille et mille abus en l'Eglise introduit...
Je sais que nos pasteurs ont souhaité la peau
Plus qu'ils n'ont la santé de leur pauvre troupeau;
Je sais que des abbés la cuisine trop riche
A laissé du Seigneur tomber la vigne en friche;
Je sais bien que l'ivraie étouffe le bon blé,
Et si n'ay pas l'esprit si gros, ni si troublé,
Que je ne sente bien que l'Eglise première
Par le temps a perdu beaucoup de sa lumière.
Tant s'en faut que je veuille aux abus demeurer,
Que je me veux du tout des abus séparer,
Des abus que je hay, que j'abhorre et mesprise.
Je ne me veux pourtant séparer de l'Eglise,
Ny ne ferai jamais! Plus tort par mille efforts
Je voudrais endurer l'horreur de mille morts (1)!

Demeurer dans l'Église, une fois les abus réparés, de combien de protestants cela n'a-t-il pas dû être le vœu secret au seizième siècle ! Mais il était trop tard quand Rome entendit le cri que Ronsard poussait vers elle :

Vous-mêmes, les premiers, Prélats, réformez-vous (2) !

*
* *

Est-ce donc que Ronsard, circonscrivant ainsi le débat, va entamer avec les réformés une discussion théologique? Non pas : il n'est pas prêtre, il n'est pas théologien ; il n'aurait garde, simple fidèle catholique, d'usurper sur les prérogatives dogmatiques du sacerdoce.

Quand il s'adresse aux protestants, d'ailleurs, sans doute c'est en qualité de catholique, mais d'abord de Français catholique, de Français patriote, et — c'était tout un au seizième siècle, — de Français royaliste. C'est sur le terrain de la paix nationale, de l'intérêt national, qu'il se place ; il s'y dresse comme sur une tribune naturelle, d'où

(1) *Response aux injures et calomnies de je ne sçay quels prédicanteraux et ministraux de Genève.* 1562.
(2) *Remonstrance au peuple de France,* 1562.

sa voix, il l'espère, portera mieux aux oreilles des calvinistes français et patriotes.

De Bèze, je te prie, écoute ma parole...
La terre qu'aujourd'hui tu remplis toute d'armes,
Y faisant fourmiller grand nombre de gens d'armes...
De Bèze, ce n'est point une terre gothique
Ny une région tartare ni scythique;
C'est celle où tu naquis, qui, douce, te reçut
Alors qu'à Vezelay ta mère te conceut,
Celle qui t'a nourry et qui t'a fait apprendre
La science et les arts, dès ta jeunesse tendre (1).

Descendant d'une famille fortement enracinée en sa terre de Vendômois, fils et petit-fils de Français qui ont courageusement servi Louis XI, Charles VIII, Louis XII et François Ier, et sont morts en service, lui-même élevé dans la maison des Fils de France, Ronsard en effet est sensible d'abord à la douleur des dissensions civiles, au déchirement de la patrie foulée aux pieds des reîtres et des Anglais.

Or c'est là, prédicant, l'évangile et le fruit
Que ta secte nouvelle en la France a produit,
Rompant toute amitié et dénouant la corde
Qui fortement serrait les peuples en concorde (2).

En même temps que ces bandes de soudards, c'est la doctrine elle-même qui est importée de l'étranger : *Ils* (ce sont les protestants)

Ils faillent de laisser le chemin de leurs pères
Pour ensuivre le train des sectes étrangères (3).

Car l'origine allemande de la Réforme suffirait à elle seule à mettre Ronsard en garde contre elle :

D'où serait animé
Un poussif allemand, dans un poesle enfermé,
A bien interpréter les Saintes Ecritures
Entre les gobelets, les vins et les injures (4)?

(1) *Continuation du discours des misères de ce temps*, 1562.
(2) *Response aux injures et calomnies de je ne sçay quels prédicanteraux et ministraux de Genève.*
(3) *Elégie à Guillaume des Autels*, 1560.
(4) *Discours à Louis des Masures*, 1560.

C'est le patriote, on le voit, ou, si on l'aime mieux, le Français attaché à ses traditions :

(De tant de nouveautés, je ne suis curieux :
Il me plait d'imiter le train de mes ayeux,)

qui parle le premier, qui, le premier, s'émeut en Ronsard. Et c'est lui encore qui pleure de honte devant les ruines de sa patrie, à la pensée que « *les étrangers qui n'ont point d'amitié à notre nation, en ont même pitié* » (1).

Fauteresse de déchirement national, la Réforme, aux yeux de Ronsard, est fauteresse également d'anarchie politique.

Certes, les chefs du parti réformé ont toujours protesté de leur loyalisme envers la maison des Valois, envers la royauté, mais enfin les apparences sont contre eux. Au temps où Ronsard écrivait ses *Discours*, ceux de la Religion étaient en lutte ouverte contre le pouvoir royal : à Amboise déjà, ils avaient fomenté un complot, dont l'objet était de se saisir de la personne du roi, et peu d'années allaient s'écouler avant qu'une nouvelle tentative d'enlèvement, celle de Monceaux, n'excitât l'indignation et l'horreur de tout ce qui restait féal du roi. De Ronsard tout le premier. *Infidèles et félons*, tels lui apparaissent les protestants qui attentent à la majesté de son roi Charles IX, de ce prince lettré, qui lui marque tant d'estime et l'honore de son intimité.

La révolte contre le roi, le mépris de l'autorité royale, sans doute ne sont pas formulés dans la doctrine protestante, et Calvin a protesté contre eux, mais Ronsard aperçoit très bien qu'un jour ils découleront des principes de liberté qu'elle a une fois posés.

Ne presche plus en France une évangile armée,
Cela n'est qu'un appast qui tire la province
A la sédition, laquelle dessous toi,
Pour avoir liberté, ne voudra plus de roi (2).

Il voit, à mesure que les troubles s'étendent, se prolongent, l'unité nationale se défaire, les provinces se désunir, le vieil esprit féodal, mal éteint, renaître partout, les armes à

(1) *Discours des misères de ce temps*, 1562.
(2) *Continuation du discours des misères de ce temps*, 1562.

la main ; et, à mesure que les idées de liberté fondées sur le sens propre descendent de la noblesse dans le peuple, les cadres sociaux se désorganiser.

L'artisan, par ce monstre, a laissé sa boutique,
Le pasteur ses brebis, l'avocat sa pratique,
Sa nef le marinier, son trafic le marchand,
Et, par lui, le prudhomme est devenu méchant.
L'écolier se débauche, et de sa faux tortue
Le laboureur façonne une dague pointue,
Une pique guerrière il fait de son râteau,
Et l'acier de son coustre il change en un cousteau (1).

A cette époque où s'agitent en certains cerveaux tant de théories politiques purement spéculatives, où Hotman et Bodin écrivent, l'un sa *Franco-Gallia*, l'autre sa *République*, où, chez les protestants, s'ébauche la conception de l'individualisme libéral, Ronsard garde une idée réaliste de la constitution française : il estime qu'en France du moins, instituer une antinomie idéale du peuple et de la royauté, c'est méconnaître la tradition nationale, parce que : *Peuples et rois ne sont qu'un même corps;* et qu'à vouloir distinguer l'un de l'autre, et opposer l'un à l'autre, on risque de pousser l'État à sa ruine.

Aussi, conseille-t-il à Charles IX, dans une de ses églogues :

Jamais, si tu m'en crois, ne souffre pas la teste
De ton peuple ordonner tes statuts, ni tes lois,
Le peuple, variable, est une étrange beste,
Qui, de son naturel, est ennemi des rois (2).

S'il est vrai que le protestantisme religieux porte en germe la conception démocratique de la société, on peut donc dire que, si Ronsard ne fut pas protestant, ce fut en partie parce que, d'instinct et de réflexion, il était foncièrement antidémocrate.

*
* *

Telles ont été, en gros, ses raisons politiques contre la Réforme. Il en a d'autres : des raisons religieuses, des raisons philosophiques aussi.

(1) *Discours des misères de ce temps*, 1562.
(2) *Eglogue I*, 1565.

Des raisons religieuses et non pas des raisons théologiques, je l'ai dit déjà. Ronsard, né catholique et demeuré catholique, se croit cependant permis de juger, en simple fidèle, du degré d'autorité que revêt la parole des réformateurs. Laissons tomber les accusations passionnées qu'il leur adresse, touchant leur ambition, leur violence et leur hypocrisie. C'était monnaie courante dans les polémiques d'alors. Mais que voit-il à reprendre dans l'apologétique protestante?

L'orgueil métaphysique : ils s'arrogent le droit de se présenter comme les seuls vrais interprètes de la parole divine :

Ils faillent de penser qu'à Luther seulement
Dieu se soit apparu, et généralement
Que, depuis neuf cents ans, l'Eglise est dépravée (1).

Cet orgueil, ils l'ont propagé jusque parmi les femmes, qui *interprètent en vain le sens des évangiles*, jusque parmi les enfants même :

Je meurs quand les enfants qui n'ont pas de raison
Vont disputant de Dieu qu'on ne saurait comprendre,
Tant s'en faut qu'un enfant ses secrets puisse entendre (2) !

Lui qui n'est pas théologien, voit nettement le point où la raison, requise pour établir les bases de la religion naturelle, doit abdiquer et céder le pas à la foi : c'est quand on aborde les mystères d'une religion qui se prétend révélée de Dieu.

Ils disputent en vain de cela qu'il faut croire...
... Seigneur, ils font les empêchés
Comme si tes secrets ne leur étaient cachés (3) !

Car pour lui, poète, et poète intuitif, il ne saurait y avoir de religion véritable sans mystères, et une religion qui prétend à être toute rationnelle dépouille à ses yeux son caractère de religion pour ne plus être qu'une philosophie.

Car Dieu, qui est caché,
Ne veut que son secret soit ainsi recherché.

(1) *Elégie à Guillaume des Autels*, 1560.
(2) *Remonstrance au peuple de France*, 1562.
(3) *Ibidem.*

Et à ses adversaires, Ronsard se plaît à opposer alors la simplicité de son obéissance à l'Église : « *Je me confesse indigne de la recherche des secrets de Dieu et du tout vaincu de la puissance de sa déité, obéissant à l'Eglise catholique, sans être si ambitieux rechercheur de ces nouveautés qui n'apportent nulle sûreté de conscience, comme rappelant toujours en doute les principaux points de notre religion, lesquels il faut fermement croire et non curieusement en disputer* (1). »

Mais encore si ces disputes concluaient à quelque nouveauté réelle, à quelque article de foi, à quelque doctrine sûre et certaine? Il estime que non : d'abord la doctrine protestante n'a rien de neuf : « *elle est toute rance et toute rapetassée, et faite de l'erreur des premiers séducteurs* », et ensuite, et surtout, elle est si incertaine et variable que les protestants ne cessent d'en disputer et de se diviser entre eux sur tout article de foi.

Entre vous, aujourd'hui, ne règne que discord :
Les uns sont Zwingliens, les autres Luthéristes,
Les autres Puritains, Quintins, Anabaptistes,
Les autres de Calvin vont adorant les pas,
L'un est prédestiné, et l'autre ne l'est pas,
Et l'autre enrage après l'erreur muncérienne,
Et bientôt s'ouvrira l'école Bézienne,
Si bien que ce Luther, lequel était premier,
Chassé par les nouveaux, est presque le dernier,
Et sa secte, qui fut de tant d'hommes garnie,
Est la moindre de neuf qui sont en Germanie.
Vous devriez pour le moins, avant que nous troubler,
Estre ensemble d'accord, sans vous desassembler (2).

Bossuet n'a pas dit autrement, et l'on a reconnu dans ces vers la propre doctrine de l'*Histoire des variations des Eglises protestantes*. Rapprochement qui est tout à l'honneur de Ronsard. Sans doute, aux yeux des protestants d'aujourd'hui, l'argument ne porte pas. « *Ces variations*, a-t-on dit, *loin d'être, pour le protestantisme, une cause d'anéantissement, font au contraire sa gloire et sa force; il varie, il évolue, parce qu'il vit et qu'il progresse* (3). »

(1) *Epistre au lecteur*, etc..., 1563-1564.
(2) *Continuation du discours des misères de ce temps*, 1562.
(3) Pierre Perdrizet, *Ronsart et la Réforme*. Paris, 1902.

Mais on sait que telle n'était pas la philosophie des réformés du seizième siècle ; tout comme l'Église catholique, les Églises protestantes, et celle de Genève la première, prétendaient à la possession de la vérité intégrale et au droit de formuler, d'imposer un *credo* définitif. La position philosophique de Ronsard était donc bien choisie pour son temps ; elle ne l'était pas moins au siècle suivant : au temps où Bossuet disputait avec le pasteur Claude, les protestants se rendaient déjà compte de la contradiction interne (qui gênait toute leur apologétique) entre l'origine divine du dogme auquel ils s'attachaient et les interprétations si diverses qu'en donnaient leurs différentes confessions. Au reste, le temps s'est chargé de résoudre la question : la théologie protestante a généralement abandonné toute prétention dogmatique, pour ne se plus présenter que comme une opinion religieuse.

L'antagonisme du catholicisme et du protestantisme, sur ce point, Ronsard l'a d'ailleurs défini, précisé nettement en un distique :

Tu crois seulement en ton opinion,
Moi, en la catholique et publique union.

Cette union catholique, il la considère comme le signe même de la vérité, tandis que *l'opinion*, ce mot qui revient sans cesse sous sa plume, l'opinion, c'est-à-dire l'interprétation personnelle de l'Écriture, son grand grief contre l'esprit protestant, l'opinion enfin, que Bossuet, à son tour, dénoncera sous le nom de « sens propre », il la tient pour le caractère essentiel de l'erreur. Et, comme il est poète, et que cette horreur de l'Opinion hante son imagination depuis des années déjà, il la personnifie et bâtit pour elle une théogonie mythologique audacieuse et saisissante (1) :

On dit que Jupiter, fâché contre la race
Des hommes, qui voulaient par curieuse audace
Envoyer leurs raisons jusqu'au ciel, pour sçavoir
Les hauts secrets divins que l'homme ne doit voir,
Un jour, estant gaillard, choisit pour son amie
Dame Présomption, la voyant endormie

(1) *Discours des misères de ce temps* et *Remonstrance au peuple de France.*

Au pied du mont Olympe; et, la baisant, soudain
Conceut l'Opinion, peste du genre humain;
Cuider en fut nourrice, et fut mise à l'escole
D'Orgueil, de Fantasie et de Jeunesse Folle (1).

L'orgueil, la vanité, l'absence de jugement, la passion sont les traits essentiels de ce monstre intellectuel que Ronsard a tôt fait de loger aux cerveaux des théologiens protestants. De lui sont procédés tous les désordres spirituels, moraux, intellectuels sous lesquels la France et la chrétienté succombent.

Morte est l'authorité; chacun vit à sa guise;
Au vice déréglé la licence est permise;
Le désir, l'avarice et l'orgueil insensé
Ont c'en dessus dessous le monde renversé (2).

« *Morte est l'authorité!* » reprend ici M. Perdrizet, l'auteur d'une érudite étude sur Ronsard et la Réforme, « *voilà le grand mot lâché*, dit-il, *celui où se décèle le catholique* ». Sans doute ! c'est en catholique que Ronsard a considéré la Réforme, et du point de vue catholique qu'il l'a d'abord jugée.

Mais il semble bien qu'il faille distinguer, dans le mythe de l'Opinion, éclairé par les textes nombreux où Ronsard a répété sa critique de l'Opinion, quelque chose d'autre qu'un lieu commun de l'apologétique catholique.

Douze ans déjà avant les *Discours*, dans un premier livre de ses *Odes*, paru en janvier 1550, c'est-à-dire dès son premier ouvrage, le poète esquisse cette critique. Le monstre n'est pas encore nommé, mais les traits qu'il lui donne sont assez caractéristiques pour qu'on le puisse reconnaître :

Une nue d'erreurs pleine,
Qui nous trouble volontiers,
Couvrant la raison, nous meine
Esgarez des beaux sentiers,
Nous fiant (sots que nous sommes)
Aux vents incertains des hommes (3).

(1) *Discours des misères de ce temps*, 1562.
(2) *Ibidem.*
(3) *Odes.* Premier livre, *Ode IX :* « A Guy de Chabot, seigneur de Jarnac », janvier 1550.

Ces « vents incertains » qu'il oppose à la raison, n'est-ce pas exactement ce que le poète dénoncera plus tard sous le nom d'Opinion? Alors, si l'on songe que cette ode, écrite en l'honneur de Guy de Chabot, comte de Jarnac, fut composée au début du règne de Henri II, c'est-à-dire comme Ronsard venait de quitter (s'il n'y était pas encore) le collège de Coqueret, où, sous la maîtrise de Daurat, il avait assoupli et informé son génie naturel par la discipline des humanités ; si l'on remarque, d'autre part, que, dans les vers que je viens de citer, cette « *nue pleine d'erreurs qui obscurcit la raison humaine et l'égare* », ressemble fort à ces nuées symboliques où Aristophane s'en va jucher Socrate, ce sophiste ennemi des croyances traditionnelles, seules dépositaires, pour Aristophane, de la raison, on est induit à penser que la distinction, l'opposition de la Raison à l'Opinion sont nées dans l'esprit de Ronsard, bien moins de son éducation catholique que de sa culture d'humaniste.

Rapprochement singulier et qui, peut-être, n'est pas qu'une simple coïncidence, Calvin disait : « *La pire des pestes, c'est la raison humaine* », et Ronsard, d'autre part : « *L'Opinion, peste du genre humain.* »

Quelle relation le poète établissait-il donc entre la Raison et l'Opinion?

Comme catholique d'abord, il voit dans la Raison l'expression de la loi divine naturelle, dont l'objet est de mettre un frein à l'inconstance des pensées humaines.

La loi sert aux cités et au peuple, qui est
Inconstant en pensées et n'a jamais d'arrest.
Il aurait aujourd'hui une opinion folle,
Le lendemain une autre et, comme un vent qui volle,
Çà et là voleraient les esprits des humains,
Et jamais ne seraient en un propos certains,
Sans la divine loi qui leurs volontés bride
Et, malgré leur désir, à bon chemin les guide (1).

Pour Ronsard, cette loi divine se confond dans la pratique des choses humaines avec la raison supérieure, éclairée par l'observation, l'expérience, la comparaison, le jugement, tandis que l'opinion représente à ses yeux le choix impulsif

(1) *Hymne de la Justice*, 1595.

de l'homme, commandé par ses instincts, ses passions, et, d'une façon générale, l'aveuglement de son égoïsme. Cette raison, il lui arrive par ailleurs, comme dans la préface de *la Franciade*, de l'appeler « *le bon jugement* », lequel, dit-il, *est la meilleure partie de l'homme quand il est clair et net et non embabouiné ni corrompu de monstrueuses imaginations* ». L'Opinion a chez lui, elle aussi, un synonyme, qu'on dirait emprunté aux allégories morales du *Roman de la Rose*, et qui exprime bien toute la légèreté qu'il lui prête : il l'appelle le *cuider*, c'est-à-dire la croyance, la supposition. Aussi, quand il donne à Charles IX des conseils pour se gouverner, son premier soin est-il d'établir nettement la distinction de la Raison et du Cuider :

Il faut apprendre, lui dit-il, *à bien imaginer*, c'est-à-dire à se faire une conception vraie et nette des choses,

> *D'abord il faut apprendre à bien imaginer,*
> *Autrement la raison ne pourrait gouverner,*
> *Car tout le mal, qui vient à l'homme, prend naissance*
> *Quand, par sus la Raison, le Cuider a puissance* (1).

L'origine supérieure, idéale, de la Raison est encore sensible ici, où le poète tend à la distinguer du jugement, qui ne paraît être que son instrument humain. Il faut donc sans doute voir dans cette conception un reflet lointain des théories platoniciennes sur les Idées, que lui avaient fait connaître Daurat et Lambin.

En tout cas, le caractère de généralité, d'universalité au sens philosophique du mot, d'abstraction que Ronsard exige de la raison pour la reconnaître en cette dignité est essentiellement dans la ligne de la philosophie de Platon et d'Aristote, c'est-à-dire essentiellement humaniste. La raison est, en effet, pour lui un « *don général aux peuples du monde* » ; et qui se détourne de l'accord universel, risque fort de sombrer dans l'erreur d'une opinon toute personnelle, ce qui est proprement le fanatisme.

Voilà la philosophie de Ronsard quant à cette question ; elle est sans doute en harmonie avec l'apologétique catholique, mais elle répand surtout un parfum d'humanisme très prononcé ; plus encore que d'une âme chrétienne, elle émane

(1) *Institution pour l'adolescence du roy très chrestien Charles IX de ce nom*, 1562-1563.

d'un esprit formé à la discipline des humanités grecques et latines.

Si ce sentiment est juste, l'opposition entre la Raison et l'Opinion forme la clef de voûte des objections de Ronsard contre le protestantisme, et il faut considérer la polémique de Ronsard avec les libellistes huguenots comme un épisode représentatif du conflit intellectuel, avoué par tous les protestants du seizième siècle, entre l'Humanisme et la Réforme.

* * *

On ne saurait exagérer l'importance de cette polémique dans l'histoire des idées ; et peut-être apparut-elle plus grande encore aux contemporains qu'elle ne nous apparaît ; et plus encore aux protestants qu'aux catholiques. Devant le succès de la nouvelle doctrine, les disciples de Ronsard s'étaient ligués contre elle : de ceux de la Pléiade de 1555, qui vivaient encore en 1563, aucun ne manqua à l'appel de Ronsard. Tous, Daurat lui-même, — et ce ne fut pas l'un des moins ardents, — non contents de riposter, prirent passionnément l'offensive à leur tour. Pendant plus de deux ans, à eux seuls, ils détournèrent sur eux toutes les forces intellectuelles des réformés. Avec raison, ceux-ci voyaient dans la Pléiade, dans l'école humaniste, un boulevard du catholicisme, de l'ordre politique, des mœurs traditionnelles, et toutes leurs attaques avaient été combinées pour ruiner le crédit de son chef.

On sait qu'ils n'y réussirent pas. Dans ce duel, si la bonne foi et le zèle religieux purent se partager, ni la raison ni le talent n'étaient de leur côté. Eux-mêmes se sentirent vaincus. Il est de fait qu'à partir de 1564, le protestantisme ne fit plus en France de progrès dans les esprits.

Quel qu'ait été le service rendu par lui à la cause catholique, on craindrait d'exagérer le prestige de Ronsard sur ses contemporains, en lui faisant honneur de cette borne, mise à la propagation des idées nouvelles. Tel n'était cependant pas l'avis des huguenots eux-mêmes. Un de leurs libellistes, François de l'Isle, pouvait écrire vers 1580 que l'échec de la Réforme en France était dû à « *Ronsard, Jodelle, Baïf et autres vilains poëtes* ».

Malgré son orgueil, Ronsard avait l'esprit assez bien fait pour ne pas s'attribuer à lui seul tout le mérite d'un tel succès. Le sort de la France et de la chrétienté résidait en d'autres mains que les siennes, et se disputait sur un autre théâtre. La Réforme ne convertit qu'une minorité de la nation française, mais le protestantisme finit par s'imposer au respect de l'État français. Quelle fut alors l'attitude du poète?

Tant que la lutte resta indécise entre les protestants et les catholiques, tant qu'il lui parut que par la plume, les édits, les armes et les supplices même — ainsi pensaient, d'ailleurs, aussi bien les huguenots que les catholiques — on pouvait défendre et sauver la communion religieuse et politique, il lutta ardemment pour cette unité de foi qu'il jugeait, ainsi que ses adversaires, le fondement naturel et normal de la société chrétienne.

Mais, quand il vit que :

Ni prison, ni exil, ni la fière menace
De la corde et du feu, ni la loi, ni la face
Du Sénat empourpré (1)

n'intimidaient les consciences protestantes, et qu'à vouloir faire des martyrs des deux côtés, on ne faisait que creuser davantage le fossé qui divisait les Français, qu'approfondir un abîme où la France elle-même finirait par s'engloutir, il jugea que l'expérience suffisait. La cause était jugée : il fit son deuil de l'unité de foi, et, en bon patriote, il la sacrifia, par nécessité, à un bien supérieur : l'unité nationale.

Désormais, il réprouve la politique de répression et ce sont des conseils de prudence et de modération qu'il donne aux ministres du roi :

Il faut, pour gouverner un peuple divisé,
Avoir, comme tu as, l'esprit bien avisé
Non pas à faire pendre ou rompre sur la roue,
Jetter un corps au feu, dont la flamme se joue,
A faire une ordonnance, à forger un édit,
Qui, souvent, est du peuple en grondant contredit.
C'est la moindre partie où prétend la justice.
La justice, croy-moi, c'est d'amender le vice,

(1) *Panégyrique de la Renommée*, 1569. Dans le *Bocage royal*.

Se chastier soi-même, estre juge de soi
Estre son propre maître et se donner la loi (1).

Au temps où il écrit ces vers, en 1583, l'ancien ligueur semble donc rallié à ce parti d'esprits réfléchis qui devait se définir dans la *Satire Ménippée*, à ce parti composé avant tout de patriotes, protestants ou catholiques, qui, las de voir la France se déchirer pour des questions religieuses, fraya le chemin du trône à Henri IV, restaurateur de la Patrie.

En ce temps-là, Ronsard a déjà fait adhésion à la politique de tolérance et met tout son espoir dans l'avènement du roi de Navarre (2). Mais cette politique, il est à son honneur de ne pas l'avoir comprise comme une abdication de la Raison devant l'incertitude et les contradictions de l'Opinion, comme une molle complaisance à l'erreur comme à la vérité ; en un mot, elle n'est à aucun degré chez lui la marque de ce qu'on appellera plus tard le libéralisme ; il la conçoit en homme d'État et la veut réaliser comme un hommage rendu à des adversaires braves et convaincus, au nom de la fraternité de sang, pour le salut de la Patrie commune.

Henri Longnon.

(1) *A Monseigneur Hurault de Cheverny, grand chancelier de France*, 1584, dans le *Bocage royal.*

(2) *Caprice, au seigneur Simon Nicolas,* pièce publiée seulement en 1609.

Vues sur l'Histoire de France [1]

Louis XVI et les origines de la Révolution

II

La fin de l'année 1787 eut ceci de particulièrement funeste pour la monarchie qu'elle mit Louis XVI en contradiction avec lui-même : il fut obligé d'entrer en lutte ouverte avec les parlements qu'il avait rétablis. Refus d'enregistrer les édits qui créaient les nouvelles taxes, refus de reconnaître les nouvelles assemblées provinciales : sur tous les points, les cours souveraines se montraient intraitables. Elles invoquaient, elles aussi, ces lois fondamentales, ces antiques traditions du royaume en vertu desquelles le roi les avait restaurées : respect des anciennes coutumes provinciales, indépendance et inamovibilité des magistrats, vote des subsides par les États généraux. Devant cette opposition opiniâtre, il fallut revenir aux lits de justice, à l'exil des parlements, aux arrestations de parlementaires : le gouvernement était ramené aux procédés du règne de Louis XV sans pouvoir les appliquer avec la même énergie et en ayant, cette fois, l'opinion publique contre lui. La résistance des parlements, liée à la convocation des États généraux, était populaire.

(1) Voir *la Revue universelle* du 1er octobre 1923.

L'idée de consulter la nation était lancée dans la circulation et s'associait à l'idée de liberté : l'école philosophique du despotisme éclairé, celle qui avait soutenu Choiseul et Maupeou, avait disparu ; le libéralisme mis en vogue par la littérature, propagé par l'exemple américain la remplaçait.

Brienne, un « Maupeou impuissant » ou plutôt inconscient, ne fut pas heureux dans sa lutte contre les parlementaires. Ils revendiquaient la tradition. Il voulut remonter plus haut qu'eux, inventa une cour plénière, « rétablie », disait-il, sur le modèle donné par les premiers Capétiens, sinon par Charlemagne. Le parlement, féru d'antiquité, serait réduit aux modestes fonctions qu'il remplissait à ses origines. En somme, Brienne jouait un tour aux magistrats. Son système artificiel n'eut qu'une conséquence. Que voulait-il dire? Le roi dans ses conseils, le peuple en ses états. Donc, plus de pouvoirs intermédiaires, appel direct à la nation. Ainsi, bien qu'il les promît seulement pour plus tard, Brienne à son tour annonçait des États généraux. En jouant à l'archaïsme, le gouvernement et les parlements hâtaient également l'heure d'ouvrir les écluses. A ce jeu, on se blessa à mort. La famille royale elle-même s'y déchira : le duc d'Orléans, entré dans l'opposition, fut exilé à Villers-Cotterets pour avoir publiquement reproché à Louis XVI d'agir contre la légalité le jour de l'enregistrement forcé des nouveaux édits.

Le gouvernement devenait impossible parce qu'il avait multiplié les obstacles sur sa route, placé des pièges devant chacun de ses pas à un moment où il n'y avait plus de bonne volonté nulle part. Au fond, le plus grand sujet de mécontentement et d'inquiétude, c'était la question d'argent. Les privilégiés redoutaient les impôts : une assemblée du clergé, réunie par Brienne qui en espérait un subside, le refusa net, déclara, tant le prétexte était commode, que le peuple français n'était pas imposable à volonté. D'autre part, les nombreux créanciers de l'État et porteurs de rentes s'alarmaient. Personne ne voulait payer, les rentiers voulaient l'être. Tout le monde comptait sur les États généraux, soit pour échapper à la taxation, soit pour garantir le paiement de la dette publique : autant de gribouilles impatients de se jeter à l'eau de peur d'être mouillés. Cependant les impôts existants rentraient mal parce que le nouveau mécanisme des assemblées provinciales ne fonc-

tionnait pas encore bien. Les ressources du Trésor étaient taries parce que, la confiance étant ébranlée, sinon détruite, on ne souscrivait plus aux emprunts, tandis que les banquiers refusaient des avances. Le gouvernement, non sans courage, lutta encore pendant quelques mois contre vents et marées, ne renonçant pas aux réformes, persistant à se montrer plus libéral que le parlement, le forçant à donner aux protestants un état civil. En mettant tout au mieux, il eût fallu au pouvoir cinq ans de tranquillité pour rétablir un peu d'ordre dans les finances. Ce répit, il était trop tard pour l'obtenir. Les parlements avaient parlé, plus fort que tout le monde, d'États généraux, de liberté individuelle, d'abolition des lettres de cachet. L'opinion publique prenait le parti des parlements, dont la résistance paralysait l'État et l'acculait à la faillite par le refus des impôts. La Révolution commença ainsi comme avait commencé la Fronde, avec cette différence que, cette fois, la province donna le signal du mouvement, Paris n'ayant vu encore que quelques manifestations sans portée.

En Bretagne, en Dauphiné, en Béarn, les mesures de rigueur prises contre les parlements réfractaires, coïncidant avec la réunion des nouvelles assemblées provinciales, déterminèrent une sérieuse agitation. Il y avait, dans ces provinces réunies plus ou moins tardivement au royaume, un bizarre mélange, celui qui se retrouvait jusque dans l'esprit du roi, d'idées anciennes et nouvelles, d'attachement aux vieilles franchises, diminuées ou menacées, et d'enthousiasme pour les principes libéraux. L'extrême complexité de la situation politique et morale ne peut être sentie que si l'on observe, par exemple, qu'à Rennes la noblesse prit la défense de son parlement, que des gentilshommes bretons envoyés à Paris pour protester auprès du roi tinrent un langage si insolent qu'ils furent envoyés à la Bastille, où ils illuminèrent, aux applaudissements du peuple de Paris, le jour de la chute de Brienne. En Dauphiné, la noblesse comptait peu, se confondait avec la bourgeoisie. Là, toutes les classes s'unirent pour la défense du parlement dauphinois. Une assemblée des trois ordres se tint spontanément et, le gouvernement lui ayant interdit Grenoble, siégea à Vizille, d'où partit, le 21 juillet, une déclaration qui retentit à travers la France. Programme clair, complet, dont le juge Mounier était l'auteur, frappant résumé des idées qui flottaient par-

tout depuis dix ans, que les ministres eux-mêmes avaient lancées : pas de réformes, pas de subsides sans le vote préalable des États généraux ; élection de tous les députés ; double représentation du tiers état ; enfin vote par tête et non par ordre, c'est-à-dire possibilité pour le troisième ordre d'avoir la majorité sur les deux autres. La formule courut la France, eut un immense succès. La vieille outre des États généraux, remise en honneur par les amateurs d'anciennetés, allait s'emplir de vin nouveau. Chose curieuse qui n'étonne plus après ce que nous avons vu déjà : des retardataires comptaient sur les États pour y faire de la politique, y défendre habilement leurs intérêts, comme à ceux de 1614. Certains « cahiers » montrent que la noblesse espérait rejeter le poids des impôts sur le clergé et réciproquement. Il n'y aura qu'un grand balayage, où disparaîtront privilèges, exemptions, vieilles franchises provinciales, parlements eux-mêmes, gouvernement et monarchie, tout ce qui avait cru, par le retour à l'antique institution, se conserver ou se rajeunir.

*
* *

Lorsque fut lancée la proclamation de Vizille, Brienne avait déjà, le 5 juillet, annoncé les États, sans toutefois fixer de date pour les réunir. L'assemblée du clergé, en refusant de fournir un secours d'argent, avait porté le coup de grâce à cet évêque-ministre. Dans tout ceci, les questions financières épousent les questions politiques. Le Trésor était vide, réduit aux expédients. On était sur le point de suspendre le service des rentes. Il devenait difficile de payer les fonctionnaires. Afin d'amortir le coup, Brienne, le 8 août, convoque décidément les États généraux pour le 1er mai 1789. Le 16, il annonce que l'État est à bout de ressources, et il donne de cette demi-banqueroute la raison qui reste la vraie : « La confiance publique a été altérée par ceux mêmes qui auraient dû conspirer à la soutenir ; les emprunts publics ont été contrariés comme s'ils n'eussent pas été nécessaires. » Alors, sous le haro général, comme naguère Calonne, Brienne tomba.

Ainsi la plaie d'argent, dont l'ancien régime souffrait depuis longtemps, était devenue mortelle. Et la racine du mal était dans les libertés, franchises, immunités, héritage

historique de la difficile constitution de la France, garanties qui rendaient l'individu ou le groupe plus fort et l'État plus faible. Nous n'avons plus l'idée d'exemptions fiscales attachées à des terres ou à des villes, de cours souveraines dont les magistrats, indépendants du pouvoir puisqu'ils ont acheté leurs charges comme une propriété, prennent systématiquement la défense des contribuables, de provinces privilégiées ou récemment conquises qui jouissent de leur autonomie financière : un quart de la France vivait sous un autre régime que le reste du royaume. Le clergé, également autonome, a son budget, sa dette, ses charges, mais, vis-à-vis de l'État, accorde ou refuse à volonté son « don gratuit ». Sous la coalition de ces droits, les finances de l'ancien régime ont succombé et l'ancien régime a succombé avec elles pour avoir abandonné la politique que lui avaient tracée Richelieu, Louis XIV et Louis XV, pour avoir incliné son pouvoir devant des pouvoirs qu'il aurait fallu dominer et discipliner. Et qu'est-il arrivé après lui? Quelle qu'ait été l'œuvre fiscale de la Révolution, la simplification qu'elle a obtenue, l'unité qu'elle a réalisée dans l'État, elle ne s'en est pas mieux tirée que la monarchie, parce qu'en même temps elle a provoqué le désordre, et qu'elle a été impuissante à le réprimer. Aussi est-elle tombée tout de suite dans une faillite irrémédiable, celle des assignats. L'ordre financier ne reviendra qu'avec la dictature de Napoléon. D'où cette conclusion, dont l'apparence seule est paradoxale, que ce qui a le plus manqué à la monarchie, c'est l'autorité, au moment même où on se mettait à l'accuser de despotisme.

Puisqu'elle a péri par la question d'argent, il faut donc savoir si cette question était insoluble. Deux faits vont répondre : le déficit, d'après le compte rendu de Brienne, était de 160 millions sur une dépense d'un demi-milliard. La France comptait alors environ 25 millions d'habitants : c'était une affaire de 6 à 7 francs par tête. D'autre part, le service des emprunts absorbait la moitié des recettes. Une proportion pareille a semblé excessive et irrémédiable, jusqu'au jour où nos budgets d'après guerre ont montré une proportion encore plus forte. On ne peut donc pas dire que la situation fût désespérée. Elle n'était sans issue, répétons-le, que par l'incapacité où se trouvait l'État de se créer les ressources suffisantes et de percevoir des impôts calculés sur ses besoins. A cet égard, la Révolution ne sera pas plus heureuse

et la liberté ne lui réussira pas mieux que les libertés n'ont réussi au roi. Quant aux frais de la famille royale et de la cour, quant aux faveurs et aux pensions, dont on a tant parlé, outre que beaucoup récompensaient des services rendus à l'État et constituaient des retraites, on ne peut rien en dire de plus juste que ceci : « Il n'existe pas et il ne peut exister de statistique pour ce genre de dépenses ou de ressources taries, pas plus qu'il n'en existe, pour des temps plus voisins de nous, des économies empêchées, des sinécures établies et maintenues, des dépenses inutiles imposées par les influences parlementaires et les servitudes électorales. » (Marion, *Histoire financière de la France.*)

Cependant il fallait vivre jusqu'à cette convocation des États généraux où chacun mettait son espoir. Louis XVI rappela le magicien, le prestidigitateur, Necker, l'homme par qui le crédit renaissait. Cette fois, Necker eut tous les pouvoirs d'un ministre, et il se mit à l'œuvre plein de confiance dans ses talents. Il prêta deux millions de sa fortune personnelle au Trésor, obtint des avances des banquiers, paya tout à guichets ouverts. Mais le grand défaut de Necker, surtout dans un temps comme celui-là, était de voir les choses au point de vue financier et non au point de vue politique. Il ne comprit pas ce qui se préparait, c'est-à-dire une révolution dont il fut encore plus étonné que bien d'autres. Son excuse était dans un malentendu à peu près général. On le vit bien lorsque le parlement, retrouvant son esprit réactionnaire, décida que les États généraux seraient tenus dans les mêmes formes que ceux de 1614. Au fond, tout le monde comptait sur ces États pour y défendre ses intérêts, comme dans ceux des autres siècles. La couronne elle-même pensait que, comme autrefois, les ordres, les classes, les corps s'y combattraient et qu'elle serait l'arbitre de cette lutte. Ce n'était plus cela du tout. La réclamation du tiers état, celle du vote par tête, formulée à Vizille, devenait irrésistible. Pour l'avoir repoussée, le parlement perdit sa popularité en un jour. Necker ayant eu l'idée, comme Calonne, de consulter les notables, ceux-ci qui, en 1787, avaient demandé des États généraux pour éviter un sacrifice d'argent, devinrent hostiles du moment que ces États ne répondaient plus à leurs calculs et s'annonçaient comme devant diminuer les deux premiers ordres au profit du troisième. Notables, parlements, regrettèrent alors d'en

avoir tant appelé à la représentation nationale. Il était trop tard. Mais déjà, dans la France naguère unanime, se découvrait la prochaine scission.

Le malentendu n'était pas seulement là. On a beaucoup parlé, et avec admiration, des « cahiers » qui, selon la coutume, furent rédigés dans tous les bailliages et qui devaient résumer les vœux de la nation. En réalité, ils sont ou bien contradictoires ou bien vagues. Ils soulèvent tous les problèmes sans en résoudre aucun. Il est bien vrai qu'on n'y trouve pas un mot contre la monarchie et la France tout entière y paraît royaliste. Mais ce qu'ils demandent équivaut à un bouleversement du gouvernement et de la société. Ils manifestent un vif attachement aux anciennes libertés et aux privilèges locaux en même temps que le désir d'unifier les lois. Surtout, et, là-dessus, les trois ordres sont d'accord, le principe très vieux, très naturel que les impôts doivent être consentis, leur emploi contrôlé par ceux qui les payent, est affirmé avec vigueur. Le souci des finances, la haine du déficit et de la banqueroute, sentiments louables, s'accompagnent d'une critique impitoyable des impôts existants. On y voit que les privilégiés tiennent d'autant plus à leurs exemptions qu'elles les mettent à l'abri de la taille, c'est-à-dire de l'inquisition fiscale. Plus d'impôts personnels, plus de la taille détestée ; là-dessus aussi l'accord est parfait. Cette réforme sera réalisée. Réforme plus que légitime : excellente. Pour plus d'un siècle, jusqu'à nos jours, les Français seront délivrés de l'impôt sur le revenu ; le secret de leurs affaires, auquel ils tiennent tant, sera respecté. Mais ce besoin non plus n'est pas neuf. On reconnaît ici l'esprit de la vieille France, sa longue lutte contre le fisc. Ce que les « cahiers » montrent surtout, c'est le désir de ne pas payer ou de payer le moins possible. Le genre d'imposition que l'on demande est le plus léger qui se conçoive, parce que le bon sens dit que, tout de même, il en faut un. Mais on n'en voudrait pas d'autre. Les impôts indirects sont proscrits, les droits sur les boissons non moins que la gabelle. En résumé, l'État aura des charges accrues et des ressources diminuées. Aussi, les gouvernements révolutionnaires, esclaves de cette démagogie, seront-ils rapidement conduits à des embarras financiers et à des expédients pires que ceux dont on avait voulu sortir, sans compter que, l'anarchie étant très vite venue, les contribuables traduiront tout

de suite les vœux des « cahiers » : ils se mettront en grève et ne payeront plus rien. Sévèrement, Carnot dira plus tard : « Toutes les agitations du peuple, quelles qu'en soient les causes apparentes ou immédiates, n'ont jamais au fond qu'un seul but, celui de se délivrer du fardeau des impositions. »

*
* *

Les députés qui, le 5 mai 1789, se réunirent à Versailles, ne se doutaient pas des difficultés qui les attendaient. Bientôt les responsabilités de la direction vont peser sur le tiers ordre qui mènera une lutte persévérante pour arracher le pouvoir à la monarchie. En racontant l'histoire telle qu'elle a été, nous allons voir le gouvernement et l'État passer en de nouvelles mains sans que la nature de la tâche ait changé.

Le langage du temps, particulièrement déclamatoire, les mots célèbres, parfois arrangés, comme il arrive souvent, ont donné à ces événements un caractère héroïque et fabuleux. A la vérité, ils surprirent tout le monde et il arriva ce que personne n'avait voulu. Le gouvernement, c'est-à-dire Necker, se proposait seulement d'obtenir des députés les moyens de contracter des emprunts et de rétablir les finances. Il n'avait ni plans ni même conceptions politiques : il laissa les choses aller à la dérive. La noblesse fut tout de suite irritée, la tactique des anciens États généraux ayant été jetée par terre dès le début, c'est-à-dire dès que le tiers, ayant tenu bon sur le principe du vote par tête et déclaré qu'il ne s'agissait pas d'États généraux, mais d'une Assemblée nationale, où les trois ordres délibéreraient en commun, le clergé eut passé du côté de la bourgeoisie. Le roi et le gouvernement ne furent pas moins déconcertés par cette nouveauté que tout, cependant, annonçait. Quant aux députés du tiers et du clergé, ils ne se doutaient pas qu'ils allaient être entraînés fort loin, puis dépassés par la force populaire en mouvement. Personne ne semblait même avoir remarqué les émeutes, souvent sanglantes, qui s'étaient produites à Paris dans l'hiver de 1788-1789 et que la disette ou la crainte de la disette avaient provoquées, non plus que les incidents violents qui, en beaucoup d'endroits, avaient marqué la campagne électorale.

Le tiers mit deux mois à remporter sa première vic-

toire : la transformation des États en Assemblée. Il pouvait craindre une dissolution : le 20 mai, par le serment du Jeu de Paume, six cents députés jurèrent ne ne pas se séparer avant d'avoir « établi la constitution du royaume ». Cruel embarras du gouvernement. Sans doute il a des troupes. Il peut dissoudre. Necker représente qu'on a convoqué les députés pour obtenir de l'argent et qu'on va retomber plus bas que la veille. On ne dissout pas. Le gouvernement (règlement du 23 juin) reconnaît que les impôts et les emprunts doivent être votés, admet la participation des États aux réformes législatives, mais ne cède pas sur la division des ordres. Donc, il n'admet pas la transformation des États généraux en Assemblée nationale, transformation pour laquelle se sont déjà prononcés le tiers, la majorité du clergé, quelques membres de la noblesse. Tous ces députés décident de rester en séance et, quand le marquis de Dreux-Brézé vient leur rappeler que les trois ordres doivent siéger séparément, Mirabeau répond par le mot fameux où il oppose à la volonté du roi la volonté du peuple. « Nous ne sortirons que par la force. » Provocation habile : Mirabeau sait bien que le gouvernement, étranglé par la question d'argent, prisonnier de ses principes, guetté par le parlement son ennemi, ne peut pas renvoyer les États. Le tiers a partie gagnée. Il est rejoint par le clergé au complet. Une grosse fraction de la noblesse lui vient avec le duc d'Orléans, et le reste suit, moins par conviction que par prudence : à Paris, à Versailles même, l'émeute grondait déjà. Mounier, Mirabeau, s'en inquiétaient et le gouvernement fit ce que tout gouvernement aurait fait à sa place : il prit des mesures pour maintenir l'ordre. Aussitôt le bruit se répandit que l'Assemblée allait être dissoute ; l'agitation grandit à Paris et s'accrut encore lorsque Necker, qui désapprouvait la présence des troupes, eut quitté le ministère (11 juillet). Le lendemain, on apprit que le roi avait pris pour ministre Breteuil et ceux qu'on appelait déjà les hommes du parti de la cour ou du parti de la reine. Ce n'était qu'une velléité de coup d'État et elle aggravait la capitulation, certaine pour le lendemain.

L'insurrection, qui éclata alors à Paris et qui fut pleinement victorieuse, n'était pas ce que rêvaient les modérés, les bourgeois qui formaient la majorité de l'Assemblée et qui avaient conduit dans le pays le mouvement en faveur des réformes. Ce n'était pas la partie la plus recommandable

de la population, ce n'étaient même pas des électeurs qui s'étaient emparés de fusils et de canons à l'hôtel des Invalides, qui, le 14 juillet, avaient pris la Bastille, massacré son gouverneur de Launay, et promené sa tête à travers les rues ainsi que celle du prévôt des marchands, Flesselles. D'ordinaire, la bourgeoisie française a peu de goût pour des désordres de ce genre, et il faut avouer qu'aux premières nouvelles qu'on en eut, l'assemblée de Versailles fut consternée. C'est après seulement que la prise de la Bastille est devenue un événement glorieux et symbolique. Mais il n'est guère douteux que cette insurrection, qui déchaînait des passions dangereuses, ait été à tout le moins encouragée par des hommes qui, au fond, tenaient surtout à l'ordre, représenté pour eux par le paiement régulier de la rente et pour qui le départ de Necker était synonyme de banqueroute. Necker fut rappelé puisque son nom était pour les rentiers comme un fétiche. Mais déjà la matière avec laquelle on les paie s'envolait.

La prise de la Bastille était bien un symbole. Elle ne retentit pas seulement jusqu'à Kœnigsberg, où Kant en dérangea sa promenade. Elle fut en France le point de départ d'une anarchie qui ne demandait qu'à éclater. Le désaveu des mesures d'ordre, l'interdiction de tirer sur le peuple, la fraternisation de certaines troupes (les gardes-françaises) avec la foule, l'absence de toute répression après l'émeute, eurent leurs conséquences nécessaires et des suites prolongées. Après le 14 juillet, une vaste insurrection éclate en France. Contre qui? Contre le vieil objet de la haine générale, contre le fisc. Dans les villes, on démolit les bureaux d'octroi, on brûle les registres, on moleste les commis, manière sûre de se délivrer des impôts. Vaste jacquerie dans les campagnes, et ce n'est pas un phénomène nouveau : ainsi se traduisent les vœux, de forme si raisonnable, qu'ont exprimés les « cahiers ». L'ambassadeur de la république de Venise, observant comme toujours d'un œil aigu, écrit : « Une anarchie horrible est le premier fruit de la régénération qu'on veut donner à la France... Il n'y a plus ni pouvoir exécutif, ni lois, ni magistrats, ni police. »

Cette explosion, nommée par Taine l' « anarchie spontanée », n'échappa pas à l'Assemblée. Elle en fut effrayée et elle se comporta avec la foule comme le roi se comportait avec elle, par à-coups et sans réflexion. Un rapport sur le

brigandage, qui concluait dans les mêmes termes que l'ambassadeur vénitien, répandit l'alarme. On se dit qu'il fallait faire quelque chose afin de calmer les populations, pour qui la promesse d'impôts justes et régulièrement votés était une maigre satisfaction. Le 4 août, dans une séance du soir, un député de la noblesse, le vicomte de Noailles, proposa de supprimer les droits féodaux. Ce qui restait de ces droits était naturellement fort détesté. A la vérité, beaucoup avaient disparu, d'autres étaient tombés en désuétude. Le sacrifice n'en était pas moins méritoire. Il aurait gagné à ne pas paraître consenti sous le coup de la peur et, en tout cas, très étourdiment. En effet, dans une sorte de vertige, ce fut à qui proposerait d'immoler un privilège. Après les droits seigneuriaux, la dîme, qui avait cependant pour contre-partie les charges de l'assistance publique ; après la dîme, les privilèges des provinces, des communes, des corporations. Dans cette nuit de panique plutôt que d'enthousiasme, on abolit pêle-mêle, sans discernement, les droits d'origine historique, qui appartenaient à des Français nobles et à des Français qui ne l'étaient pas, à des individus et à des communautés. Mirabeau, absent cette nuit-là, fut le premier à blâmer cette vaste coupe, ce « tourbillon électrique », et à en prévoir les conséquences. Déjà, il était impossible de revenir en arrière, et le mal était irréparable. Car si l'on avait uniformisé la France, en supprimant d'un trait toutes les exemptions qui rendaient si difficile l'administration financière, l'État prenait aussi des charges qui, en bien des cas, étaient la contre-partie des redevances supprimées. La masse du public interpréta cette hécatombe dans le sens de ses désirs, c'est-à-dire comme une délivrance de toutes ses obligations. Il arriva donc que, du jour au lendemain, personne ne paya plus. La perception des impôts, qu'on avait cru rétablie en proclamant la justice pour tous, n'en devint que plus difficile.

A la fin de ce même mois d'août 1789, Necker, devant l'Assemblée, poussa un cri de détresse. Plus que jamais, le Trésor était vide. Les revenus publics s'étant taris, les recettes ne couvraient déjà plus que la moitié des dépenses. Necker demandait à l'Assemblée de rétablir l'ordre sans lequel le recouvrement des impôts était impossible et d'autoriser un emprunt. Les impôts ne rentrèrent pas mieux, l'emprunt rentra mal. Le 24 septembre, Necker annonça cet

échec. Il montra la pénurie grandissante de l'État, le danger de le laisser sans ressources lorsque la disette causait déjà des troubles, et demanda le vote d'une contribution extraordinaire, dite taxe patriotique, d'un quart du revenu net à partir de 400 livres.

L'Assemblée fut atterrée par cette conclusion, plus encore que par la peinture des désordres où achevaient de sombrer les finances. Venue pour porter remède au déficit et pour alléger les impôts, elle se trouvait devant un déficit agrandi et devant la nécessité de créer un impôt plus lourd que tous ceux qui existaient avant elle. Pour ces représentants de la classe moyenne, c'était un coup terrible. Assurément, ce n'était pas cela que le tiers avait espéré. Il apparaissait, à travers les paroles de Necker, paroles de financier toujours, qu'une révolution n'était pas un bon moyen de résoudre la question d'argent dont la France s'était tant alarmée et tant plainte. L'Assemblée craignit le désaveu qu'elle s'infligerait à elle-même sur cette partie de son programme, puisque le gouvernement constitutionnel qu'elle voulait fonder avait promis de faire mieux que la monarchie absolue. Elle fut sur le point de repousser la taxe. Alors Mirabeau, doué plus que les autres du sens de l'État et du gouvernement, intervint et entraîna la majorité en lui montrant qu'elle périrait encore plus sûrement par la « hideuse banqueroute ». C'est elle, en effet, qui devait tuer la Révolution peu d'années plus tard...

*
* *

Dans l'histoire, la division des chapitres est le plus souvent artificielle, les coupures sont arbitraires parce que les événements ne s'arrêtent jamais. Quand la Révolution a-t-elle commencé? A quel moment le règne de Louis XVI a-t-il vraiment pris fin? On peut donner des dates diverses. Il nous paraît rationnel de fixer les journées d'Octobre pour les raisons que nous allons dire.

Les États généraux s'étaient ouverts selon des principes et avec un cérémonial également traditionnels. Puis, la distinction des trois ordres, distinction essentielle, avait disparu. Les États étaient devenus une assemblée nationale qui s'était proclamée Constituante. Tandis qu'elle s'occupait à donner une Constitution au royaume, c'est-à-dire une nou-

velle forme au gouvernement, non seulement elle avait été impuissante à porter remède à la maladie financière, en raison de laquelle avaient été convoqués les États, mais encore elle l'avait aggravée. Il y avait donc eu des surprises et des déconvenues pour tout le monde. Mais si le roi, comme l'Assemblée, comprenait enfin, beaucoup mieux qu'on ne l'a dit, qu'il s'agissait d'une révolution, on était encore trop près du point de départ pour ne pas croire que tout s'arrangerait. On en était trop près aussi pour qu'on se crût dans une situation entièrement neuve. Et de fait elle ne l'était pas. Que fallait-il pour qu'elle le devînt? Que le débat ne fût plus entre le roi et l'Assemblée seulement, qu'une autre force, vraiment révolutionnaire celle-là, intervînt, pesât sur ces deux pouvoirs et prît désormais plus d'influence qu'eux. C'est ce qui se produisit à partir des journées d'Octobre, c'est-à-dire au moment où l'autorité royale était déjà diminuée par l'Assemblée et où le prestige de l'Assemblée était affaibli par son impuissance à maintenir l'ordre et à améliorer les finances.

Depuis le mois de juillet, l'Assemblée discutait la Constitution. Louis XVI avait laissé naître ce débat. Mais il était la loi vivante. Il dépendait de lui d'accepter ou de repousser les atteintes portées à son autorité. L'Assemblée craignait donc toujours son refus, et elle était tentée de voir à la cour ou dans l'armée des complots pour encourager le roi à la résistance. Répandre la peur de ces complots, les dénoncer à toute minute, c'était, d'autre part, le rôle des agitateurs qui n'avaient pas tardé à paraître, dont la prise de la Bastille et les désordres qui l'avaient suivie avaient été le triomphe : Camille Desmoulins, Marat, Loustalot, qui excitaient Paris par des discours et par la presse. L'Assemblée se méfiait de Paris, où sa nouvelle loi municipale, loi infiniment dangereuse, principe de tout ce qui allait survenir, avait créé une Commune de trois cents membres, encore modérée, mais servie par une garde nationale qui, sous la direction de La Fayette, esprit chimérique et avide de popularité, était une médiocre garantie pour l'ordre. Les agitateurs parisiens ne manquaient pas une occasion de soulever la rue, et le désarroi grandissant de l'Assemblée, qu'ils menaçaient sans cesse et qu'ils intimidaient, ne leur échappait pas. Dans les premiers jours d'octobre, le bruit fut répandu qu'à Versailles, à un banquet de gardes du corps, la nouvelle

cocarde tricolore avait été foulée aux pieds et qu'un coup de force se préparait. Le 5, le pain ayant manqué dans quelques boulangeries de Paris, dont l'approvisionnement souffrait de la désorganisation générale, il y eut une émeute de femmes qui grossit rapidement et le mot d'ordre : « A Versailles ! » circula aussitôt. La Fayette, après une hésitation, eut l'insigne faiblesse de céder et la garde nationale suivit le tumultueux cortège au lieu de lui barrer la route. La foule se porta alors sur Versailles, envahit l'Assemblée et le château, réclama la présence du roi à Paris. La Fayette le promit, et, le 6 octobre, toujours accompagné de l'émeute, ou plutôt son prisonnier, conduisit dans la capitale, roi, reine, dauphin et députés. On se consola en répétant le mot idyllique : « Nous amenons le boulanger, la boulangère et le petit mitron. » La vérité, très grave, c'était que la royauté et l'Assemblée (qui, regardant l'armée comme une force contre-révolutionnaire, n'avait pas admis un instant la résistance) avaient également capitulé. Désormais, l'émeute tenait ses otages. Le jour où les plus violents seraient maîtres de Paris et de sa municipalité, de sa Commune, ce jour-là, ils seraient les maîtres du gouvernement. L'histoire, le mécanisme, la marche de la Révolution jusqu'au 9 Thermidor tiennent dans ces quelques mots.

JACQUES BAINVILLE.

Scènes de la Révolution communiste en Hongrie [1]

(EXTRAITS DU « LIVRE PROSCRIT » PAR CÉCILE DE TORMAY).

III

A Balassagyarmat.

Du bout du long corridor, des pas inquiets se rapprochèrent. Une servante effrayée me demanda ce que je voulais : « Dites qu'Élisabeth Földvary est arrivée... » Les portes s'ouvrirent. Un faisceau de lumière rayonna et, dans ce rayon, s'avança en aboyant un beau chien de chasse à longs poils. Derrière le chien, venait Aladar Huszar. Je l'avais vu une seule fois dans ma vie, mais je le reconnus tout de suite. Sa tête blonde, ses larges épaules se profilaient nettement dans la lumière de la lampe. Un instant, il me regarda d'un air scrutateur. — Élisabeth Földvary, dit-il...

A ce moment, nous étions déjà seuls. Je lui dis mon nom tout bas. Il me semble que sa tête avait un léger tressaillement.

— Hier nous avons appris que vous vous étiez sauvée en Suisse.

— Aidez-moi à traverser l'Ipoly...

(1) Voir *la Revue universelle* des 15 septembre et 1er octobre 1923.

— Vous avez le temps. Nous en parlerons... Venez vite.

Il prit mon sac et, comme si nous eussions été de vieux amis, il m'emmena avec lui dans la maison. Nous traversâmes un petit hall. Le long du mur, un escalier de bois montait à l'étage. Au milieu était la table, dans la lumière de la lampe. Nous arrivâmes dans une autre chambre. La lumière se réflétait dans les vitres des grandes bibliothèques, des meubles commodes se trouvaient sur des tapis orientaux. Une jeune femme très belle vint au-devant de moi. Ses sourcils se rejoignaient sur un front blanc, et dans l'ombre de très longs cils, elle avait de grands yeux bleus. Son visage était froid, presque immobile. Mon cœur se serra. Qu'allait-elle dire? Il n'y avait en elle ni étonnement, ni crainte, pourtant, récemment, elle avait entendu dire que j'avais fui à l'étranger. Elle fit comme si c'était la chose la plus naturelle du monde que je fusse venue chez eux, de nuit, étrangère, traquée par la police. En silence, tranquillement, elle prit ses dispositions.

— Nous allons faire votre lit ici dans la bibliothèque, nous n'avons pas d'autre chambre. On a logé des officiers rouges à l'étage. On voulait loger des communistes dans nos deux locaux : nous y avons mis notre ancien cocher.

Je m'appuyai contre la bibliothèque. Autour de moi, la chambre tournait lentement. On me donna à manger. Je compris, par le regard compatissant d'Aladar Huszar, que la faim, les nuits sans sommeil, le froid et la souffrance, tout était écrit sur mon visage. Ma robe pendait, mes mains tremblaient. Les enfants entrèrent aussi. On leur dit que j'étais une parente. Deux petites filles et un petit garçon. J'allai près de leur lit, lorsque la mère leur fit faire leur prière du soir.

Dehors, la pluie tombait à flots et le monde était plein de soldats rouges et d'espions. Haine sauvage, misère, saleté, peur, humiliation. Ici, les enfants priaient dans leurs longues chemisettes blanches et, au-dessus de leurs lits à filet, pendait au mur un petit drapeau-jouet, rouge, blanc et vert, telle une image antique bénie.

La lumière électrique s'éteignit. Il était onze heures. Le silence régna dans la maison. Nous restâmes assis encore à la lueur d'une bougie sans échanger beaucoup de paroles. Le terrible malheur hongrois nous faisait également mal à tous, et la peine de tous était pareille, comme imposée par une même loi.

— Beaucoup de bons amis se sont enfuis par là, dit Aladár Huszar.

— Pourriez-vous aussi m'aider à passer?

Il secoua la tête. L'Ipoly avait inondé les prés. Les ponts étaient gardés. A présent, c'était impossible.

— Nous ne vous laisserons pas partir d'ici. C'est seulement une question de quelques jours. A Szob, on a vu des troupes coloniales françaises. Ce sont elles, disent mes hommes, qui tiennent le pont de Kóvar. Aujourd'hui la nouvelle est venue que des soldats anglais étaient à Nagykanizsa. On parle de trente mille hommes. Les Français sont à Arad. Ils entreront peut-être ici pendant la nuit. Attendez que la République des soviets s'effondre.

J'étais fatiguée, fatiguée à mourir, et, à travers mon épuisement, j'entendais pourtant chacune de ces paroles nettement, légèrement. Chose extraordinaire, on ne me renvoie pas ! On ne veut pas que je m'en aille. Je pourrais donc me reposer un peu? Merci !... Merci ! ai-je dit intérieurement, et je n'ai pas prononcé une parole.

Balassagyarmat, le 17 avril.

J'avais bien cru que ce journal était fini, que je ne le continuerais pas. Le mauvais destin a passé près de moi, mais il m'a seulement regardée, et il m'a donné un répit. Et maintenant je suis là. Pour combien de temps? Faudra-t-il que j'aille plus loin encore? Ou bien me prendront-ils ici?

Ce n'est pas la fin de mes voyages, je le sais. J'ignore même si c'est moi qui mettrai le point final à la dernière page de mes notes, ou si ce sera une autre personne. Tant pis ! S'il ne reste qu'un fragment, il pourra témoigner encore. Toutes les mottes de terre qui s'écroulent font partie de l'éboulement, et chacune d'elles contient la grande tragédie.

Lorsque je m'éveillai ce matin, il s'écoula un certain temps jusqu'à ce que je me rendisse compte du lieu où je me trouvais. La lumière se reflétait dans les vitres de la bibliothèque. Au dehors, on entendait jouer du flageolet. Le piétinement des bêtes se mêlait aux chants puérils des vieux bergers.

Où suis-je donc? Quelque chose me mordit au cœur et en fit jaillir ma conscience ; j'étais sans feu ni lieu, condamnée à l'exil. Je regardai par la fenêtre. Dans la petite rue du fau-

bourg, des vaches passaient. Et tout était différent d'hier. La maison d'en face se mirait paisible dans la mare. Au delà il y avait la gare et la route qui conduit à la place de l'Hôtel-de-Ville. J'imaginai cette place inconnue : un grand marché à arcades, un vieux puits, un vieil hôtel de ville avec une tour... Oui, ce devait être ainsi.

Mes nerfs frémissaient bizarrement dans ma tête. Que s'était-il passé, hier, en mon cerveau, à mon insu? J'avais sans cesse la sensation d'être épiée. Sans cesse, je voulais regarder derrière moi...

« Bonjour ! » crièrent des voix d'enfants dans l'autre chambre. Le déjeuner m'attendait sous une petite véranda vitrée qui ouvrait sur le jardin. Au lieu des anciens parterres, on avait cultivé des légumes sous les arbres retombant en berceau. Des buissons, et au delà de la clôture, des arbres encore, des toits couverts de bardeaux, les jardins du faubourg, des peupliers, des saules répétés par un miroir liquide. L'Ipoly avait débordé... Sur le côté opposé de la grande vallée comblée par les eaux de la montagne, s'élevait le coteau tenu par les Tchèques. Depuis deux mois, ils étaient là, avec leurs canons braqués sur la ville.

Nous parlâmes de mes notes. Aladár Huszar me donna du papier et un crayon.

On sonna à la porte... Qui est-ce, à une heure si indue? Grégoire, l'ancien cocher, toujours fidèle, montra sa tête.

— Les voici... Deux soldats rouges !

Mes mains se contractèrent. Les lèvres de Mme Huszar pâlirent :

— Si c'était toi qu'on cherchait? La ville est pleine de policiers.

Elle sortit. Lorsqu'elle revint, elle riait.

— Jamais je ne fus si effrayée. Ils ont demandé : « Le camarade Huszar demeure-t-il ici? » Ensuite, l'un d'eux dit avec une mine terrible : « Nous avons appris qu'il y a dans la maison... » Je crus qu'il allait te nommer. Or, ils avaient seulement appris que nous avions une bibliothèque.

La belle bibliothèque ! Je la regardai longuement. La bibliothèque qui contient tout le passé hongrois et toute l'histoire du socialisme. Et je dis mon désir de lire beaucoup.

— Écris plutôt, me dit Mme Huszar. Lorsque cette époque sera passée, on saura au moins ce que nous avons souffert.

Entre les « Rouges » et les Tchèques.

Balassagyarmat, 18 avril.

Vendredi saint... Au pied de la croix du Christ, sous le ciel noir, on a crucifié, sur la terre rouge, la Hongrie parmi les peuples.

La ville attendait l'attaque pour cette nuit.

L'hiver dernier, quand Michel Karolyi ouvrit les frontières et que les voisins rapaces entrèrent aisément dans les cités hongroises enchaînées, Balassagyarmat fut la seule ville qui prit les armes et chassa les Tchèques.

Horrible changement, cette attente d'aujourd'hui ! Et ailleurs et partout où il y a des Magyars dans la République de soviets des tyrans juifs, c'est la même attente. Dieu miséricordieux, pourquoi faut-il que le peuple le plus fier du monde soit humilié si profondément? Pourquoi faut-il que dans ce pays jadis si beau, tout soit un motif de honte, même l'espérance. Attendons-nous une aide de ceux-là mêmes qui ont lancé les brigands sur nous, de ceux qui nous prennent notre bien millénaire? Et pourtant...

Au secours ! Nous ne nous adressons ni aux rois, ni aux chefs d'État, ni aux gouvernements, mais à toi seule, Humanité ! Nous ne te demandons pas que tu nous protèges contre les nations et les peuples, mais protège-nous contre les hommes changés en bêtes féroces et contre leurs horribles chefs ! Humanité ! L'heure sonnera pour tous, si les heures durent et se multiplient. Au secours ! Humanité ! sauve l'homme de la bête !

19 avril.

La nuit est passée. A l'aube seulement, quelque balle égarée siffle au-dessus de l'Ipoly et le miroir de l'eau se fêle là où elle tombe, puis il s'aplanit de nouveau et tout redevient comme hier.

Les journaux nous communiquent de terribles ordonnances. En trois semaines à peine, c'est le soixante-deuxième décret. «...Le gouvernement révolutionnaire des Soviets se trouve obligé d'ordonner la révision des affaires criminelles, dont l'instruction a été commencée avant la pro-

clamation de la République des Soviets. Les prolétaires qui, uniquement dans l'intérêt du capitalisme, ont été traduits devant les tribunaux par l'ancien régime, seront exemptés de toute punition et, d'autre part, ceux qui ont péché contre les prolétaires travailleurs, seront sévèrement punis. »

Une telle ordonnance est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Elle nous ramène en arrière de plusieurs siècles et détruit tout ce que la civilisation avait édifié. Elle donne des privilèges pour le crime à une classe : au prolétariat. Donc le bolchevisme est à base de haine, même dans la justice, et il sert la guerre des classes. Si le prolétaire a nui au « bourgeois » par un vol, il ne peut être puni ; s'il a tué un « bourgeois », il ne peut être châtié, car il a ainsi exercé son droit de défense contre la tyrannie capitaliste.

Et après qu'on a légitimé le crime, on en supprime fiévreusement les traces. On brûle par monceaux les anciens dossiers, on fait disparaître les documents qui intéressent les maîtres de la puissance actuelle. Bela Kun a subtilisé l'argent de la caisse des ouvriers. Son dossier a été détruit et le chef de la République hongroise des Soviets s'est réhabilité lui-même — avec de la cendre.

Le chef du directoire de Balassagyarmat est revenu hier de Budapest. Aladár Huszar l'a entendu raconter fièrement dans la rue qu'il avait parlé à Bela Kun lui-même. La position de la république des Soviets s'est bien fortifiée politiquement à l'extérieur et à l'intérieur. Bela Kun l'a déclaré : elle a une telle « couverture » en bijoux, en perles, en médailles et en trésors artistiques qu'il n'y a pas un seul gouvernement bourgeois qui pourrait soutenir la comparaison... Les trésors hongrois seront vendus en Hollande. Les pourparlers sont déjà commencés.

...La rive opposée et le coteau se taisent. Si ce calme durait longtemps ! Cette pensée me tourmente sans cesse et me force de m'occuper de ma misérable situation. Ai-je le droit d'accepter l'hospitalité de ces gens si bons pour moi? Aladár Huszar a quitté son emploi pour ne pas servir la République des Soviets. On a pris les bijoux de sa femme, ils n'ont pas de bons de vivres. Ce que l'on consomme aujourd'hui, on ne peut pas le remplacer demain. Le pain qu'ils me donnent, ils s'en privent eux-mêmes. Et si l'on me trouve ici, si l'on m'arrête?... Celui qui reçoit un proscrit est passible de dix ans de travaux forcés. Il faudra que j'aille plus loin, s'il

n'y a pas un changement. Peut-être l'Ipoly baissera-t-il cette nuit? Peut-être les Tchèques ne gardent-ils plus les rives? Peut-être du côté du pont de Kóvar... « Attendons, dit Mme Huszar. On prévoit une attaque pour cette nuit et alors tu seras sauvée... Allons voir, si peut-être... »

Nous nous avançâmes lentement en descendant le long de la rivière. L'air était frais et pur. Le vent soufflait et se baignait dans les eaux tourmentées du fleuve. Une femme passa sur la route avec un panier au bras. Elle nous salua.

— Vous venez de là-bas?

La femme fit oui de la tête : « Nous avons une petite terre à Kóvar, dit-elle, mais à partir d'aujourd'hui, les Tchèques ne me laisseront plus passer. Ils abattent à coups de fusil ceux qui mettent le pied sur le pont. Quelque chose se prépare. »

Lorsqu'elle fut partie, nous nous regardâmes l'une l'autre, puis vers le pont. Il n'y a donc plus de passage! Au milieu, des fils de fer barbelés marquent la frontière; les Rouges, les Tchèques se tiennent des deux côtés. Sous les jardins, un arbre renversé : ce pont naturel, par lequel les fugitifs traversaient encore ces derniers jours, est couvert d'eau maintenant, sa couronne de branches à moitié submergée. Et l'Ipoly est comme une mer...

Le ruban d'argent de la rivière coule à travers le velours vert des prairies et des pâturages inondés. Sur cet argent les saules du rivage tremblent comme un voile. Les collines dressées çà et là, telles des morceaux de velours intacts; les peupliers solitaires émergent des eaux; au loin, sur le fond bleu des belles montagnes de Hont, d'autres peupliers déploient les drapeaux verts de leur feuillage.

L'univers est plongé dans un rayonnement infini. Des oiseaux traversent à la nage cette immensité éblouissante. Semblables à des frondes, de petits poissons s'élancent follement en l'air sur la surface de l'eau. Vie, résurrection triomphale!

Bruyante, une charrette arrive derrière nous, pleine de soldats qui portent du pain à distribuer aux postes des villages. Le bruit s'accroît. La charrette passe et disparaît bientôt à un tournant, mais l'odeur du pain reste dans l'air.

C'est aujourd'hui le Samedi saint. Dans nos églises, les espions de la puissance juive sont à l'affût. Je dois me cacher aux yeux humains. Je n'ai rien à moi que le rivage et la route. Et pourtant je suis dans une église. Sous la voûte infinie,

les vents printaniers jouent de l'orgue, et l'odeur du pain chaud évoque la messe et la résurrection.

20 avril.

Les événements projettent leur ombre devant eux et, lorsqu'ils arrivent, entrent dans l'ombre. Depuis ce matin déjà, une singulière inquiétude se faisait sentir dans la rue du faubourg. Pendant que les cloches sanglotaient et me rappelaient le souvenir d'anciens dimanches de Pâques, dehors, sous ma fenêtre, les gens des villages voisins, dans leurs costumes bariolés et cossus, s'en allaient du côté de l'église. Les talons des bottes résonnaient, les robes empesées bruissaient, et les jeunes gens parlaient haut sur un ton menaçant. Certains d'entre eux avaient à leurs chapeaux des fleurs rouges et blanches avec leurs feuilles vertes (1) !

Aux fenêtres du corps de garde, des soldats rouges étaient accoudés et d'autres se tenaient dans la rue. Ils considéraient les paysans avec défiance. Lorsque les gens furent passés, les soldats se mirent à parler entre eux vivement. Un soldat sonna à notre porte. Il exigea qu'on lui donnât un habillement complet, car il se mariait ce jour même. « Les messieurs en ont bien assez. » Pour que sa volonté s'imposât mieux, il se mit à faire le héros : « L'offensive aura lieu à Uzsok (2). Nous anéantirons les Tchèques et nous nous allierons aux Russes. Ceux-ci ont déjà traversé les Carpathes... » Il mit sous son aisselle ce qu'on lui donna et se hâta de partir.

Lorsque Aladár Huszar vint à la maison, il parla plus bas que d'habitude.

« Il y a un grand émoi parmi les camarades. Les Roumains ont commencé une attaque le 16, dans l'angle de la Maros et de la Szamos. Le régiment international rouge a pris la fuite au premier coup de canon. Les juifs russes et viennois fuyaient ! Ils ont pris les trains d'assaut. Avant que les Valaques (3) eussent commencé l'attaque, ils ont laissé là les pauvres Sicules (4). »

A la tête des Magyars réfugiés à l'étranger, le comte

(1) Formant le tricolore hongrois : rouge, blanc, vert.

(2) Un col des Carphates devenu fameux à la suite d'une bataille livrée aux Russes en 1915.

(3) Terme quelque peu péjoratif qu'on emploie en Hongrie pour désigner les Roumains

(4) Les Hongrois de Transylvanie.

Étienne Bethlen, au nom du comité hongrois de Vienne, avait demandé en vain un secours armé aux puissances occidentales contre les communistes. En vain avait-il protesté, afin qu'on n'envoyât pas nos petits voisins, voleurs de pays, en « sauveurs ».

« Les membres du Directoire cachent la vérité, dit Aladár Huszar après un long silence. Ils se reprennent à parler beaucoup de la révolution mondiale. Or, la révolution du monde est toujours imminente quand ils sont en mauvaise posture... Les journaux écrivent que l'Italie et la France bouillonnent, que le régime des Soviets s'est fortifié à Munich, que la proclamation de la République des Soviets à Vienne n'est plus qu'une question d'heures. »

Qu'y a-t-il de vrai là dedans? Aladár Huszar roulait des cigarettes. Il m'en offrit une. Il m'offre toujours quelque chose. On me donne toujours, hélas ! et moi, je demande toujours, je remercie toujours. « Une allumette, s'il vous plaît? » j'aurais voulu, mais je ne pus pas prononcer ces mots et je gardai ma cigarette à la main. Mme Huszar fit signe à son mari : « Donne donc du feu... » Il courut à son bureau et apporta un petit briquet automatique. « Acceptez-le comme cadeau de Pâques. »

Sa femme posa son ouvrage sur son giron et me regarda :

— Accepte. C'est si désagréable que tu sois obligée de toujours demander, toi qui as tout donné...

A cet instant, derrière le beau et froid visage de Mme Huszar, je vis son cœur qu'elle cache discrètement.

— Je m'en vais aux nouvelles à la gare, dit Aladár Huszar en prenant son chapeau. Il paraissait inquiet. « Qu'est-il arrivé? » demanda sa femme en hésitant... — Un avis secret est parvenu au directoire, par téléphone. Le gouvernement des Soviets avait ordonné de prendre des otages. » Un brouillard gris m'enveloppa. Je commençai à grelotter. Cette nouvelle était plus terrible que tout. On prend des otages... La race étrangère prend des vies hongroises comme garanties pour sa propre vie.

Peu après, la porte se rouvrit. Aladár Huszar se tenait sur le seuil. Son œil brillait et sa figure avait un air étrange.

— Ils sont fichus ! Et il se mit à rire d'un rire saccadé dans son émotion intense, pourtant ses yeux étaient pleins de larmes. Regardez ici ! Ils l'écrivent eux-mêmes : « La révolution est en danger. »

Nous nous arrachâmes le journal. Le 19 au soir, l'état-major des Conseils des ouvriers et des soldats s'était réuni à l'Opéra populaire. Bela Kun, Agoston, Pogany, Lukacs, Landler, Böhm, Szamuelly et les autres prirent place sur la scène. Kunfi parla : « L'Entente resserre son cercle de fer autour de la Hongrie soviétique. »

Nous nous regardâmes. On ne nous laissera donc pas anéantir. La pitié humaine vient à notre secours...

— Écoutez donc ! Bela Kun lui-même avoue que c'est la fin :

« *Les Roumains, selon les nouvelles reçues, ont occupé Szatmár-Németi, où la bourgeoisie a aboli immédiatement la République des Soviets, arboré le drapeau blanc et acclamé le roi... On a rétabli le système de la propriété privée... Les Roumains sont devant Nagyvárad... A Debrecen, les ouvriers ont encore réussi à écraser la contre-révolution... Il faut que tout le monde aille au front !... S'il le faut, nous mourrons pour la dictature des prolétaires !* »

Nous avons appris à lire à travers les lignes du *Vörös Ujsag*. Ils ont peur... ils menacent avec rage, dans leur effroi.

Guillaume Böhm a dit aux ouvriers : « Celui qui commettra une indiscipline sera traité comme un contre-révolutionnaire. » Pogany a brandi son poing vers la bourgeoisie sur la scène de l'Opéra populaire : « Camarades, il faut faire savoir à cette bourgeoisie hongroise, qu'à partir d'aujourd'hui, nous la considérons comme otage (*ouragan de bravos*) ! Qu'elle sache bien qu'elle n'aura pas à se réjouir, si les armées de l'Entente avancent, parce que tous les pas, des armées roumaines ou serbes, seront pour la bourgeoisie une épreuve amère (*approbation violente*) ! Qu'elle ne se réjouisse pas, cette bourgeoisie, qu'elle n'arbore pas les drapeaux blancs aux fenêtres, car nous les teindrons en rouge avec son sang ! » (*Approbation et applaudissements furieux durant plusieurs minutes*).

Szamuelly monta à la tribune : « La patrie des prolétaires est en danger, cria-t-il. Mort à tous les ennemis du prolétariat ! Mort à la bourgeoisie !... Si le sang n'a pas encore coulé en Hongrie pour la domination des prolétaires, il coulera désormais et pas seulement celui des prolétaires, mais aussi celui des bourgeois... » Et l'auditoire du théâtre, les juifs du Soviet des ouvriers, applaudirent, trépignant quand le juif Szamuelly prédit l'effusion du sang des prolétaires et

des bourgeois hongrois lancés les uns contre les autres. Il veut anéantir la classe intelligente par la colère des ouvriers envoyés à la mort. Il veut faire arracher, par la propre main des Hongrois, le cerveau même de la Hongrie.

Folie ! Ils condamnent à mort leurs esclaves et aussi leurs ennemis ! Auront-ils le temps d'accomplir ce massacre de la nation?

L'assemblée de Nagyszombat a conclu en décidant que tous les prolétaires doivent prendre les armes pour la défense de la dictature. La révolution est en danger !

Hélas ! Les Roumains sont à Nagyvárad... mais l'horrible dictature s'effondre, et malgré soi, on se sent soulagé. L'humanité a eu pitié de nous. Si les Roumains nous prennent quelque chose maintenant, la paix nous rendra notre bien.

On entendit des pas dans la rue. Sur le bord du trottoir, un étranger était arrêté et regardait du côté de notre fenêtre. Tout à coup, je me souvins... La veille, j'avais vu le même homme posté au même endroit. Mme Huszar pressa l'épaule de son mari.

Puis les lampes de la rue s'allumèrent. Nous continuâmes à observer de notre chambre obscure. La forme noire était toujours debout à l'angle de la rue.

Le 21 avril.

La ville ne bougeait pas dans les ténèbres, le silence vide rendait sonore la maison. J'entendais seulement battre chacune des veines de mes tempes. L'homme qui guette est-il toujours là?

Après minuit un coup de canon solitaire retentit dans la nuit.

Un silence farouche s'établit ensuite. C'est un tel repos nocturne que l'on doit avoir dans la maison des fous. Dans le corridor, des lampes brûlent, baissées. De temps à autre, des pas furtifs résonnent en passant devant les cellules. La garde fait sa ronde. Dehors, une patrouille rouge passe sous la fenêtre. Le petit jour gris va paraître. La délivrance est encore retardée. Pourtant, les heures vont vite pour nous, maintenant. Si les puissances de l'Entente tardent, la dictature se vengera sur nous. Qu'on se hâte, pour ne pas arriver trop tard ! Les dictateurs menaçants annoncent que le sang coulera. Ils placardent des affiches : « Aux armes ! »

« Soldats rouges, en avant ! — Debout pour la défense du prolétariat. La révolution est en danger ! »

On regroupe les rouges en retraite dans la région de Debreczen et de Nyiregyháza. De ce front, on amène aussi quelques bataillons et une batterie. Des trains partent à des heures insolites... Le Directoire est nerveux. Les petits tyrans parlent, le visage pâle et suant, des victoires de l'armée rouge, de la bravoure irrésistible des « héros-prolétaires. » Butin, prisonniers en nombre immense. Les journaux écrivent dans le même sens. La capitale téléphone sans cesse. Des dépêches chiffrées arrivent et du bord opposé de l'Ipoly les Tchèques crient : « Ah ! Ah ! les Rouges, vous aurez des Pâques rouges. » Cette nuit, dit-on, beaucoup de soldats se sont enfuis de la ville. Le jour venu, ils semblent moins nombreux que d'habitude. Ils flânent abattus devant les corps de garde. Lorsqu'on les avait embauchés, on leur avait dit : « A bas la guerre ! L'état de soldat n'offre plus aucun danger. Vous aurez une grosse solde et tout sera permis au soldat rouge. » Voilà que tout à coup on cite les soldats rouges devant la Cour martiale révolutionnaire. Bela Kun a aboli les Soviets de soldats et le système des « hommes de confiance ». Il faut aller à la guerre.

Le soir nous allâmes près de la rivière. Des soldats passèrent un à un près de nous, en hâte. Tous avaient enlevé la cocarde de leurs casquettes ; certains portaient une ancienne casquette d'infanterie tout usée.

Un vent froid secouait les peupliers. Des milliers de petits peignes d'argent rebroussaient la chevelure liquide de la rivière. Les trembles frissonnaient tout entiers. Un soldat vint encore du côté de la ville. Lorsqu'il nous vit, il quitta la route et courut rapidement à travers les champs.

— Encore un qui déserte !

Sur la rive opposée, on distinguait dans l'ombre de petites formes armées de baïonnettes. Seul un arbre fleuri était clair sous le ciel de plomb.

Une espérance était dans notre âme. Pourvu que le vent glacé ne tue pas ce printemps précoce !

22 avril.

Aucune nouvelle. Il semble que les fils télégraphiques soient morts dans l'air. Les hommes mêmes ne se parlent plus à voix basse dans les rues. Les soldats, désabusés,

s'accoudent aux fenêtres du corps de garde. Pas de journaux. Les canons tchèques se taisent.

Et pourtant j'ai vu aujourd'hui une des expressions les plus affreuses de ces temps affreux.

Un enfant chantait. On ne le voyait pas, mais son chant approchait de la maison. Quand je m'en avisai, le petit chanteur traversait justement la rue. Un vide entre les maisons laissa pour un instant passer sa petite voix... « *Mon père... ma mère...* » C'était un jeune garçon. Il remuait son buste d'un air provocant, lorsqu'il répétait le dernier vers du couplet. Alors j'entendis distinctement : « *Mon père, ma mère, qu'ils crèvent donc!* » Le refrain vola plus loin, sur une pauvre musique empruntée aux cafés-concerts de Budapest. Mais dans mon cœur troublé, un petit marteau commença à frapper de travers. J'avais entendu bien des choses dégoûtantes sur le nouvel esprit pédagogique du bolchevisme, mais cela, cela, c'était la pire chose !...

La transformation de l'école hongroise n'a pas commencé dès à présent. Elle a précédé la guerre. Nos gouvernements francs-maçons et les maires francs-maçons de la capitale, l'ont provoquée insensiblement. Ensuite vint Karolyi et, comme partout ailleurs, il prépara aussi le bolchevisme par l'instruction de la jeune génération hongroise.

La nomination en masse des professeurs et des maîtres juifs, la réforme bolchevique des livres d'enseignement de Lukacs-Löwinger et de Balázs-Bauer Béla Hersch, la corruption de l'âme enfantine, le mépris de l'autorité des parents, la destruction systématique du sentiment moral et national, les leçons de choses sur les rapports sexuels, furent l'œuvre du gouvernement de Karolyi. Le gouvernement des Soviets n'eut à changer que quelques hommes et la machinerie fonctionna exclusivement selon l'esprit de destruction. On est saisi d'effroi quand on pense à ceux qui dirigent actuellement l'enfant hongrois et la jeunesse hongroise.

Ils sont tous de race étrangère, les commissaires du peuple à l'instruction publique : Kunfi le morphinomane, Georges Lukacs le dégénéré, Pogany l'assassin qui se glorifie d'avoir tué Tisza, Szamuelly qui assassina en Russie des officiers hongrois prisonniers. Les élèves des écoles supérieures ont pour directeur de ce qu'on appelle les « ouvriers de la jeunesse » un autre assassin, ce Lékai-Leitner qui voulait aussi tuer Tisza, la veille de la révolution, à la porte du

Parlement. Malades aux mœurs crapuleuses, criminels qui ne voient dans l'école qu'un moyen de propagande pour leurs idées, un laboratoire démoniaque, dans lequel on peut empoisonner les âmes sans défense !

Dans les dortoirs des pensionnats de jeunes filles, couchent de jeunes maîtres juifs, afin que les petites filles s'accoutument à la présence des hommes. Dans les bains communs, des étudiants en médecine juifs accompagnent les fillettes pour railler leur inutile pudeur. L'instruction sexuelle continue. Le rôle des écoles maternelles a changé. On a fait savoir aux maîtresses qu'elles doivent, par les jeux de l'école, éloigner l'enfant de sa mère, rendre superflue la famille. Les jouets sont communs ; il faut que l'enfant oublie le « crime » qu'est la propriété particulière. Et pendant que le pouvoir force la génération actuelle à entrer dans l'armée rouge, il ordonne de supprimer pour la génération future les « jeux soldatesques », de peur que l'esclave ne rêve un jour de rébellion.

Un ordre a paru : il faut livrer les livres de lecture et d'histoire. Et pendant qu'on les brûle par monceaux, de sorte qu'il n'en restera pas de trace, on fait écrire de nouveaux livres par des gens qui ne savent pas même le hongrois.

Dans cet atelier de destruction, on prépare un nouvel abécédaire, et le commissariat de l'Instruction publique a ordonné que cet a, b, c, soit un « écrit de propagande de la guerre des classes ! » On a effacé la littérature hongroise des programmes. Dès à présent, on enseignera dans les écoles hongroises la « littérature mondiale ». On fausse notre histoire, on la souille systématiquement. « Jean Hunyade est un charlatan, le roi Mathias, le plus grand des trompeurs, Pierre Pazmany, un coquin. »

Je comprends maintenant l'origine de l'horrible chant blasphématoire du petit garçon.

Il faut que les enfants méprisent leur père et mère, de telle sorte que les parents, même secrètement, entre quatre murs, ne puissent pas reconstruire ce qu'on a détruit. Un ennemi démoniaque a volé lentement l'âme de la race hongroise par un travail de cinquante années. Maintenant qu'il est arrivé au pouvoir, il détruit avec une hâte furieuse cette âme, afin que notre peuple, s'il revenait jamais à lui, ne sache plus où se reprendre.

Tiburce Szamuelly, l'hyène noire.

23 avril.

A travers le ciel, un grand vol courbe, noir et blanc. Elles arrivent les cigognes, oiseaux mystérieux des contes et des légendes. Elles étaient parties en automne, et après la longue absence, chacune retrouve là son grand nid hérissé, dans les arbres, au bord de l'Ipoly.

Je les ai regardées descendre, tranquilles et pacifiques. Elles n'entraient pas avec violence dans un nid étranger. D'augustes lois secrètes leur ont désigné le nid, leur bien. Elles ne savent pas que dans notre pays, au pied des arbres, il n'y a plus de nids pour les hommes.

« *Toute maison habitable est une propriété commune... et celui qui n'y consent pas est jugé par le tribunal révolutionnaire.* »

Un homme parlait dans le couloir. Il était venu à pied, puis sur une charrette. Il apportait de Budapest à M. Huszar une lettre de sa mère.

Je ne fus pas jalouse, mais pourtant... Pour moi, il n'y a jamais ni nouvelle, ni lettre.

M. Huszar me montra celle-ci, qui semblait écrite par une mourante. On a faim dans la capitale. La vie est pleine de menaces. Si trois hommes s'arrêtent pour causer, les démagogues qui réclamaient autrefois le droit de libre réunion, les dispersent. Après dix heures du soir, nul ne peut séjourner dans les rues. Dans les logements, les réunions de famille même sont interdites. Après onze heures, il faut éteindre les lampes. Des individus, « hommes de confiance », et des espions logés partout guettent les gens et dénoncent ceux qui osent bouger. Pauvre vieille dame ! elle se plaint amèrement qu'on lui ait donné comme locataires son ancien domestique chassé pour vol et la femme de cet individu. Ils sont ses gardiens. Chez une autre vieille dame, on a logé des filles qui reçoivent pendant la nuit des gardes rouges et qu'il faut aussi nourrir. Ces gens boivent, abîment les meubles, salissent le parquet. La dame doit nettoyer leurs ordures, sinon la vermine envahirait la maison.

Les cigognes rentrent dans leurs nids de l'année dernière. La nature méprise les attentats des hommes et ne change pas ses grandes lois.

Je tendis la main malgré moi pour prendre le journal. Une nouvelle : les Roumains se sont arrêtés... Plus bas, une autre nouvelle : trois nominations. Le gouvernement révolutionnaire des Soviets a nommé Guillaume Böhm, le mécanicien, commandant de l'armée au delà de la Tisza. Le camarade Aurélien Stromfeld, d'origine autrichienne, sera le chef d'état-major de ce ridicule et honteux général. C'est lui qui, dans un mémoire, a démontré à Michel Karolyi que le triomphe de l'armée russe des Soviets et la révolution mondiale étaient inévitables. Quels malheurs veut encore nous apporter cet ambitieux, bien doué, mais fourvoyé?

Et le troisième...

Tiburce Szamuelly, à partir d'aujourd'hui, sera le président du tribunal militaire extraordinaire de l'armée de l'Est et le juge irresponsable de tous les mouvements contre-révolutionnaires dans les parties du pays en deçà du front. Dans une proclamation lancée de son camp de Szolnok, il dit ce qu'il entend faire : « *Je n'adresse à la bourgeoisie aucune demande, je voudrais seulement qu'elle gravât ces paroles dans sa mémoire : celui qui lève la main contre la puissance prolétaire, signe par là même son arrêt de mort. L'exécution de la sentence est notre affaire.* »

Qui est cet homme qui ose parler ainsi? D'où est-il venu, où va-t-il, lui qui, à partir d'aujourd'hui sera ce maître absolu de nos existences et à qui personne ne demandera compte des morts et des disparus?

Sa figure se dresse dans les limbes ténébreuses de la révolution. Il est près de Bela Kun dès le commencement. Ensemble, ils sont venus à travers la frontière russe ; ensemble, ils ont apporté les instructions et l'or de Trotzki.

Je m'en souviens, c'était en hiver. Alors, le nid secret des communistes était déjà dans la rue de Visegrad. Je rencontrai deux personnes venant de la rédaction du *Vörös Ujsag* (Journal rouge). L'une était Marie Goszthony, qui, sous le nom de Marie Csorba, occupe un poste important dans la République des Soviets et excite avec frénésie les masses communistes. Un jeune homme l'accompagnait. Il n'était pas bossu et pourtant il avait une physionomie de bossu. Une hyène noire... Plus tard, j'ai su que cet homme était T. Szamuelly.

Son grand-père arriva de la Galicie en caftan et avec son baluchon sur le dos. Dans sa jeunesse, Tiburce Szamuelly

vint à Nagyvárad et il fut journaliste, sans talent d'écrivain, avec une demi-instruction superficielle. Ce que j'ai appris sur lui m'a été confirmé par des personnes qui, à cette époque, l'ont connu personnellement.

Au café, il se plaçait ordinairement dans un coin retiré, et il était seul à sa table. Il n'ôtait presque jamais ses gants noirs. Il portait toujours un habit noir et une cravate noire, laissait croître ses cheveux noirs luisants et les rejetait en arrière. Son visage rasé de tuberculeux était marqué d'ombres bleuâtres.

Le fils du juif en caftan devint un original jouant à la bohème, habillé à l'anglaise, mais ce n'était qu'un aspect superficiel. Dans l'âme il emportait le feu débordant et la flamme inquiète des synagogues. Elles avaient mis en lui les ténèbres des vendredis soirs, la flamme des sept cierges et le désir de vengeance qui dévore les méprisés.

Il ne fréquentait guère les chrétiens. Il recherchait les femmes chrétiennes de mauvais renom, seulement — il l'a dit lui-même — parce qu'il aimait les humilier. Il parlait haineusement de tout ce qui était magyar, quoiqu'il eût changé son nom de famille, comme bien d'autres de sa race, en un surnom hongrois.

Avant la guerre, il écrivit quelques petits articles dans un journal de Fiume. Puis il fut collaborateur à l'agence de nouvelles catholiques, le *Magyar Curir...*

Lorsque la guerre éclata, il fut appelé au service. Il évita adroitement, plusieurs fois, de partir. Ensuite il s'embusqua dans les bureaux, derrière le front. Plus tard, il se rendit aux Russes. Lorsque la révolution éclata en Russie, le fils du juif de Nyiregyhaza, qui s'était conduit grossièrement avec ses inférieurs et très humblement avec ses supérieurs, monta subitement au-dessus des autres. Il enrôlait pour l'armée rouge des soldats parmi les prisonniers hongrois par la menace et la contrainte. Les czars juifs lui rendirent la liberté et, comme preuve surprenante de leur solidarité de race, le petit juif sans importance de Nyiregyhaza, hier prisonnier de guerre, devint subitement chef de corps dans l'armée des Soviets juifs de Russie.

Et alors, il donna libre cours à sa haine longtemps amassée. Il fit massacrer quatre-vingt-douze officiers hongrois.

L'année dernière, en novembre, il rentra en Hongrie. Bientôt il rencontra Karolyi dans le logement de Bela Kun. Ils

se lièrent, et la bouche sanglante cria dans les assemblées communistes « Mort aux bourgeois ! »

Le 21 mars, au soir, il était déjà commissaire du peuple adjoint à la guerre. Maintenant il est président du tribunal révolutionnaire.

Avant de partir de Pest pour Szolnok, une après-midi, il s'assit à la fenêtre de la confiserie Gerbeaud, et, tout en prenant son café, il regardait sur la place. Il dit alors devant témoins : « Je ferai élever là, sur cette place Gizella, une guillotine. Il faut qu'il coule assez de sang bourgeois pour que mon automobile roule dans le sang. » Une garde terroriste l'escorte. Il voyage dans un train garni de mitrailleuses et emmène avec lui des bourreaux. Dans le cercle des journalistes, dans le club révolutionnaire Otthon, le reporter obscur d'autrefois est devenu brusquement un grand homme pour les journalistes de sa race. On dit qu'Alexandre Brody ayant bu du champagne embrassa Szamuelly et le salua ainsi : « Petit Tiburce, notre prophète !... »

Oui ! leur prophète !... Maintenant que j'y repense, je vois plus vivement dans mon souvenir cet homme au visage d'hyène noire. Il sourit d'une façon dégoûtante à sa nouvelle puissance. Je vois sa tête noire et luisante et sa main gantée de noir qui fait un signe. On dresse des potences au lieu qu'il indique du doigt. Et les potences, pareilles à des caractères hébraïques, restent sous le ciel, lorsque son train spécial emporte Szamuelly vers d'autres régions insurgées.

Cet étranger s'inscrit lui-même en lettres sombres dans nos jours et dans nos nuits. Tiburce Szamuelly a été élevé dans le culte mystérieux de la haine et fait partie de la secte fanatique des juifs orientaux qui ont les rites les plus sévères, la secte Chesidem, d'âme farouche, étroite et dure comme les Hébreux de l'Ancien Testament. Cette secte hait la lumière du soleil. Ses fidèles ne considèrent comme vrai que ce qui est dans la Thora et seulement parce que c'est dans la Thora. Ils interprètent strictement, à la lettre, l'Ancien Testament et veulent réaliser mot à mot la loi du talion : « œil pour œil et dent pour dent. »

Ces enseignements et ces cérémonies ont formé et travaillé l'âme dégénérée de Tiburce Szamuelly. Il est devenu ainsi le type le plus complet de cette race dont les éléments dominants se développèrent en secret, dans une soumission apparente, et se multiplièrent parmi nous. La haine

s'est révélée, le représentant de la race a jeté le masque et la rancune séculaire réveillée a regardé tout autour d'elle...

Par le choix de Szamuelly, le gouvernement révolutionnaire des Soviets place au-dessus du peuple magyar ce bourreau, âme de son âme et sang de son sang.

...La nuit fut sans sommeil et lourde. J'éteignis la bougie pour ne pas l'user. Pendant des heures je restai étendue dans l'ombre sans dormir. N'importe où allaient mes pensées, elles reculaient devant le sang et l'ordure...

L'art, les lettres et le bolchevisme.

Le 30 avril.

Un rossignol chante dans la nuit printanière. Je vais en tâtonnant à travers la chambre obscure et j'ouvre la fenêtre pour accueillir cette voix.

Petit chanteur, dernier poète en ce triste pays, j'écoute ta plainte, et voici que les lettres d'un journal lu le matin se mêlent à mes pensées. Elles forment des mots : *Ordonnances... Le Conseil central des produits intellectuels... Les produits intellectuels, sans exception, n'ont le droit de paraître qu'avec l'autorisation du Conseil central des produits intellectuels...*

Au-dessus du chaos, Dieu rêva d'un monde parfait, mais dans la réalisation, son rêve se déforma. Ce qui, dans cette réalisation, manque à la beauté, c'est l'art qui, pour notre joie, nous l'a rendu. L'art, interprète des secrets éternels de l'univers, l'art est aristocrate, l'art a des ancêtres, et malheur à celui qui veut entraver par des restrictions la pensée de l'artiste. Il tue la pensée, il assassine l'art.

Or, les réalisateurs actuels du marxisme parlent « d'art pour la masse », de « Sociétés d'exploitation intellectuelle... »

Ces hommes, dont le chef se dit écrivain, mais qui étouffe la littérature en Hongrie, sont des sots malfaisants et pervers. Georges Lukacs, *alias* Löwinger, ce petit philosophe juif mégalocéphale, fils d'un banquier millionnaire, est devenu, sous l'influence de sa femme — la bolcheviste Hélène Gontcharoff, *alias* Goldberger, — l'apôtre du prolétariat. En sa qualité de commissaire du peuple adjoint à l'Instruction publique, il fit fermer les librairies, les magasins de musique, et, après avoir arrêté toutes les pulsations de la vie, dans le

grand silence imposé, il élucubra au fond de ses alambics l'homunculus qui ne saura jamais ni marcher ni chanter. Il composa le « cadastre des écrivains. »

Il a découvert qu'il faut classer les talents, les répartir en différents tiroirs comme on range chez l'épicier la chicorée, les pois secs et le millet.

Les écrivains seraient partagés en trois catégories. Un directoire, choisi pour cet usage, déciderait à quelle catégorie appartiendrait chaque écrivain. D'après leur classement, les auteurs seront payés au mois, et par compensation, obligés d'écrire. A part cela, ils n'auront aucun revenu, mais ils toucheront leur traitement fixe, quoi qu'ils produisent, *pourvu que leurs écrits servent les intérêts de la dictature et de la lutte des classes.*

Les poètes du communisme appartiennent naturellement à la première classe. La dictature rend à Moïse Kahana, un juif de Pologne, les mêmes honneurs que reçut naguère Jean Arany, le grand poète épique. A la tête des poètes de « première classe » se trouve aussi le rédacteur de la revue intitulée : *Ma* (Aujourd'hui), le camarade Kassák, qui écrit, moyennant une mensualité fixe, des poésies comme celle-ci que je n'ai pas encore pu oublier :

La prairie sifflotait
Les grenouilles coassaient
Amour printanier
. . . . . .
. . . . . .
Rythme ! ! ! : 2 =
. . . . . .

Et ce « produit spirituel » parut avec l'assentiment de la « Section de production intellectuelle de la dictature prolétarienne ».

Dans le jardin le rossignol chante toujours. Il chante, l'oiseau libre, ignorant sans doute que les musiciens et les poètes, ici, doivent faire partie d'un syndicat.

Ma pauvre patrie, terre de violons brisés et de chansons mortes !...

Pendant tout le mois de mai, Mme de Tormay vit dans l'angoisse, tantôt à Balassagyarmat, tantôt chez une vieille dame amie, aux environs de la ville. Les Rouges réussissent à refouler les lignes

tchèques, mais leur avance victorieuse est arrêtée par une intervention énergique de Clemenceau qui somme Bela Kun, au nom des Alliés, de déposer les armes et de se conformer à l'armistice signé avec la Hongrie. Le dictateur de la République des Soviets hongrois, qui ne demande qu'à entrer en relation avec les Alliés, pour se faire reconnaître, se soumet ; mais cette soumission ne fait que hâter sa chute. L'armée rouge, démoralisée, se débande et les éléments contre-révolutionnaires prennent un peu partout les armes. La première révolte est celle des cheminots ; elle est violemment réprimée par les terroristes de Szamuelly.

La révolte des cheminots.

Le 13 juin.

C'est aujourd'hui que nous en fûmes informés..... Les événements datent du commencement de juin : les directoires de Szombathely et de Celldoemoek tentèrent d'exécuter l'ordre d'Eugène Landler, et voulurent contraindre les cheminots qui avaient reçu l'instruction militaire à rejoindre l'armée rouge. Les cheminots de Szombathely et de Celldoemoek décidèrent d'interrompre le travail et de renverser la dictature en se mettant en grève. D'autres s'unirent à ceux-là, et le 2 juin, tous les trains s'arrêtèrent de la frontière autrichienne aux rives du Danube.

Seul, le train spécial de Szamuelly marchait, conduisant les « gars de Lénine ».

Budapest ne se joignant pas au mouvement, les cheminots ne réussirent pas à arrêter le trafic dans tout le pays. Après six jours de lutte, ils reprirent le travail. Et Bela Kun tint la promesse qu'il avait faite : « Je pendrai quelques cheminots dans toutes les gares, et l'ordre régnera. C'est ce que j'ai fait en Russie. »

Mais le brandon jeté communique le feu au pays. La contre-révolution éclata à Sopron. La population de Czenk Csorna et Kapuvar avait pris les armes. Aussitôt, les rouges arrivèrent de toutes les directions. A Csorna, les terroristes de Gyoer ramassèrent les contre-révolutionnaires et entassèrent cent cinquante personnes dans un petit cachot. Les rideaux de fer des fenêtres furent descendus pour asphyxier les captifs. Szamuelly arrivait, précédé de gardes rouges

courant et criant : « Rentrez tous chez vous », et si quelqu'un n'avait pas pu fuir à temps, ils tiraient dessus.

Lorsque Szamuelly pénétra dans la ville avec ses terroristes, les rues étaient désertes et sur l'auto garnie de mitrailleuses, l'hyène noire passa dans un silence de mort. On installa une table en plein air. Szamuelly fi venir les prisonniers l'un après l'autre, mais il ne les interrogea point et demanda seulement qui avait de la fortune. Puis il ordonna aux hommes de se mettre les uns à droite, les autres à gauche. Nul ne savait si c'était ceux de droite ou ceux de gauche qui allaient mourir. On n'entendit pas les témoins. Szamuelly représentait à lui seul la cour martiale. « A la potence ! » cria-t-il au groupe de gauche, et huit condamnés partirent vers la place de l'Église.

Un des condamnés, un apprenti cordonnier, s'évanouit. On le laissa étendu par terre. Les bourreaux frappaient les autres à coups de crosse pendant ce suprême trajet et leur crachaient au visage. Ils enfoncèrent le lorgnon du lieutenant Takacs avec une telle force dans l'arcade sourcilière, que l'œil sortit de son orbite. Pendant que le malheureux allait à la mort, on lui arracha le mouchoir qui bandait son front, et l'œil crevé pendait et se balançait sur son visage.

On souffleta le meunier Jules Akics lorsqu'il était debout sous la potence. Étienne Tarcsay, Louis Laffer, Jules Németh, Louis Németh, François Glaser périrent tous. Il n'y avait pas de médecin présent à l'exécution. Les cadavres n'était pas encore froids quand les terroristes les dépouillèrent de leurs habits et obligèrent les autres prisonniers à creuser les tombes.

Szamuelly assistait aux exécutions, et il accablait les victimes de ses moqueries.

Le lendemain, dimanche de la Pentecôte, il travaillait déjà à Kapuvar. Il arriva avec un groupe de cent cinquante terroristes armés de grenades à main et de mitrailleuses. Il se fit nommer les captifs. « Qu'on les pende. » Le chef du bureau de poste, Sigismond Mesterhazy, le brigadier de gendarmerie Paul Pintér, Joseph Rest, Charles Semmel et Fabian furent conduits sur la route nationale, devant l'église, mais, Szamuelly fit grâce à Fabian, car on lui souffla dans l'oreille que c'était le président de la communauté juive. Chemin faisant, on frappait les victimes jusqu'au sang. Sous le poids du brigadier Pintér, la corde se rompit.

Ses deux petits enfants se précipitèrent, implorant sa grâce, mais Szamuelly ne fit pas grâce.

Il imposa la ville pour plusieurs millions de couronnes, enleva quantité de bétail, puis repartit, l'âme tranquille, sur son train spécial.

Ce train de la mort traverse en grondant les nuits hongroises, et là où il s'arrête, des hommes pendent aux arbres et le sang coule sur le pavé. Le long de la voie on trouve souvent des cadavres nus et mutilés. Szamuelly prononce des condamnations dans le train même. Celui qui monte par force dans ce train ne racontera jamais ce qu'il a vu.

Un homme sûr, qui s'était joint aux communistes comme membre du parti socialiste, m'a raconté ces choses que l'on cache. Il était allé à Szolnok pour faire un rapport à Szamuelly, et c'est là qu'il vit le train.

Szamuelly l'habite constamment. Trente terroristes choisis veillent à sa sûreté. Ses bourreaux spéciaux l'accompagnent. Le train est composé de deux wagons-salons, de deux wagons de première classe réservés aux terroristes, et de deux wagons de troisième, pour les victimes. C'est là qu'on procède aux exécutions. Le plancher de ces wagons est rouge de sang. Les cadavres sont jetés par les fenêtres, tandis que Szamuelly est assis à son joli petit bureau de dame, dans le wagon-salon tendu de soie rose et orné de miroirs biseautés. Un seul geste de sa main donne la vie ou la mort.....

Le caractère des tortures méditées, la cruauté abjecte et sensuelle percent à travers toutes les actions du marxisme appliqué, à travers toutes les ordonnances, toutes les dispositions, à travers la rédaction même des nouvelles.

Les gens hardis tuent ; les lâches torturent. La race hongroise est mâle et brave. Elle peut être sauvage, brutale et même vindicative, mais jamais au cours de son histoire elle ne fut cruelle. Le Hongrois n'est pas voluptueux. Ni dans la religion de ses ancêtres, ni dans la conception païenne de ses dieux, ni dans ses légendes et contes populaires, ni dans ses chansons, ni dans son humour, ni dans son art, il n'y a de sensualité prononcée. Par contre à la cruauté du bolchevisme se mêle la sensualité des assasins sadiques. Ce trait n'est ni slave ni touranien : il provient d'un troisième élément qui est venu se mêler à notre destin.

Mais les violences des terroristes ne réussissent pas à sauver la dictature. Les paysans détruisent les vivres plutôt que de les

livrer aux communistes des villes ; la fermentation dans les campagnes, et l'indiscipline à l'armée deviennent telles qu'une faible offensive des Roumains sur la Tisza suffit pour faire tomber le régime de terreur. Les chefs communistes, installés au pouvoir par surprise, le quittent par lâcheté. Sentant venir le danger, ils s'enfuient à Vienne et passent le gouvernement à un groupe de socialistes qui est d'ailleurs bientôt chassé lui-même par les contre-révolutionnaires. Le récit de ces événements clôt le journal de Mme de Tormay :

La chute des communistes.

Le 6 août.

Bien des jours ont passé depuis que les assassins du pays sont tombés, et justice n'est pas encore faite.

On raconte que Michel Karolyi et Bela Kun ont été livrés par les Tchèques et les Autrichiens et que tous deux furent pendus, dit-on. Entre la Tisza et le Danube et au delà du Danube, les paysans attrapèrent les communistes en fuite et accomplirent sur eux le jugement du peuple. On leur fit manger les affiches arrachées des murs et ils furent tués par ceux-là mêmes dont ils avaient tué les parents et les enfants.

Tiburce Szamuelly s'est suicidé. Il fut le premier qui tenta de fuir. Le gouvernement des Soviets n'avait pas encore démissionné, qu'il se précipitait en auto vers le champ d'aviation. Il voulait passer en Russie, mais aucun pilote ne voulut entreprendre le voyage. Alors Szamuelly, avec quelques jeunes bourreaux, se dirigea vers l'Autriche sur une draisine. On le captura aux environs de Savanyukut, et, profitant d'un moment où on ne le surveillait pas, il se brûla la cervelle.

— C'est dommage, dit un paysan, il aurait fallu l'attacher au gibet.

— Il lui aurait fallu le banc de torture, non une balle.

Et les gens, dans une sombre colère, maudissaient le malfaiteur qui a fui le jugement du peuple en se réfugiant dans la mort.

Quel désespoir se mêle au bonheur récent, à mesure que l'on connaît les noms des victimes, des victimes innombrables.

Pendant ses derniers soubresauts, la terreur a étendu la main sur Oscar Fery et ses fidèles compagnons Menkina et

Borhy. Ils sont morts. Oscar Fery, le créateur héroïque de la gendarmerie hongroise fut l'âme des contre-révolutions. Brave soldat qui, malgré son rang de général, resta à Budapest pendant la Commune, afin d'être prêt à se mettre à la tête de la gendarmerie, si la patrie avait besoin de lui. Les dictateurs le craignaient, mais il ne s'enfuit pas. Il y a quelques jours, on l'arrêta dans son appartement. Les terroristes le mirent, avec ses deux fidèles officiers, dans leur caserne de la rue Mozdony. Lorsque la chute de la dictature parut certaine, les prisonniers furent tués dans la cave de la caserne l'un après l'autre. Oscar Fery fut le dernier à mourir. Et pour aller au supplice, il dut fouler les cadavres nus, mutilés, tués de ses amis couchés sur l'escalier de la cave.

Le 7 août.

Les trains pour Budapest ne circulent pas encore. Un cercle entoure la ville. Personne n'en peut sortir. Ni voyageur, ni nouvelles n'arrivent.

Le gouvernement ouvrier (1) a aboli toutes les ordonnances de la dictature. Les ordres n'arrivent plus ici. On n'a pu désarmer qu'en partie les bataillons qui s'écoulent du front de la Tisza.

Les soldats se sont dispersés, et les hommes, devenus bêtes féroces, volent et pillent partout.

Hier soir, une nouvelle s'est répandue. Dans la capitale, un contre-gouvernement se serait formé. Est-ce vrai ou bien, comme tant de fois, notre désir embellit-il encore la réalité?

— Écrivez un article en souvenir de Balassagyarmat, me dit Aladár Huszar. Le patriotique journal d'autrefois, *le Journal de Nograd*, que la dictature altérée de sang a « communisé » en *la Voix du peuple de Nograd*, a reparu.

Depuis des mois, j'ai écrit pour moi-même, et la pensée de la publicité me trouble, comme si quelqu'un regardait ma plume par-dessus mon épaule.

« Résurrection », j'ai donné ce titre à mon article, signé de mon nom. Depuis les journées de mars, c'était la première fois que je reprenais ma personnalité. Le nom d'Élisabeth Földvary, qui fut mon compagnon de voyage dans

(1) Celui du socialiste Peild qui prit la succession de Bela Kun.

mes jours tristes et me défendit comme un bon ami, se détachait de moi. Je le rendais à ceux qui le possèdent et qui me pardonneront peut-être de l'avoir porté. Je le rendais, mais difficilement. La chrysalide du rôle que j'ai joué pendant des mois s'est soudée à mon âme et ne voulait pas s'en séparer. Il me fallut chercher un moyen de me ramener à moi-même. Deux individualités se heurtaient en moi, la mienne, qui doit combattre et travailler jusqu'à la fin de ma vie, et l'autre individualité, pauvre, fatiguée, misanthrope, qui désire passer inaperçue, qui sait combien est bonne la pénombre et doux le clair-obscur paisible de l'irresponsabilité.

Une crainte subite m'a envahie. Ce que la vie m'a laissé de moi-même suffira-t-il pour ce qu'elle exige encore de moi?

La porte s'ouvrit comme si la tempête l'eût poussée.

— Venez, venez! cria Aladár Huszar. Il avait une feuille de papier à la main. Grande nouvelle..... un message.

— Qui donc? D'où?.....

Il se mit à lire avec émotion.

« *Au peuple hongrois. Fier de l'amour inaltérable qui me lie au peuple hongrois, après avoir jeté un coup d'œil en arrière sur les souffrances communes des cinq années passées, j'obéis au désir qui m'a été exprimé de tous côtés, et je prends en main le pouvoir...* »

Nous n'avions plus besoin de rien demander : nous savions déjà qui est celui qui a souffert cinq années en communauté avec nous, qui aime le peuple hongrois d'un amour inaltérable, celui que tout le monde a délaissé : l'archiduc Joseph..... .

Les larmes coulèrent sur mon visage, et je ne les essuyai pas ; je les laissais couler pour laver les traces de tant de tortures.

Un gouvernement s'est formé, et tous ses membres sont des Hongrois et non des étrangers. Étienne Friedrich en est le président.

Autrefois, Michel Karolyi a aussi égaré Étienne Friedrich, qui participa à la révolution d'octobre ; mais dans le cours de l'hiver, il fut en rapport avec la contre-révolution. S'il a des responsabilités graves dans les événements qui suivirent, du moins fut-il le seul qui regretta son erreur et la répara.

Après l'époque la plus triste et la plus humiliante de la Hongrie, il a écrit son nom sur la première feuille vraiment propre.

Le soleil brillait, et l'on avait arboré le drapeau rouge-blanc-vert sur le toit de la Préfecture. Toute la ville en pleurait de joie.

Le retour au foyer.

Le 8 août.

Le soleil est venu. L'horrible charme est brisé. La Hongrie reprend en main son propre destin. Et aujourd'hui, je revois ma mère.

La vie revient dans la route d'où on l'avait écartée violemment, il y a des mois. Le passé s'éloigne. Une brèche s'ouvre entre les murs. Le premier train pour la capitale part aujourd'hui, et je dis adieu à la maison qui m'a donné asile : je dis adieu aux hommes, aux enfants, à mon petit coin près de la fenêtre et à la clôture ombreuse du jardin, à tous ceux qui furent bons pour moi dans ma souffrance et que je n'oublierai jamais.....

Déjà la station de Balassagyarmat reste en arrière du train. Les dernières petites maisons ont disparu, puis l'eau de l'Ipoly, les peupliers de la rive, la chaîne de montagnes du Tatra perdus dans le rayonnement du soleil. Images vues tant de fois, lumières qui s'allument et s'éteignent.

Mes amis ont voulu m'accompagner et l'Ipoly aussi m'accompagne un peu, comme un ruban d'argent à travers ses vertes prairies. Puis viennent des terres desséchées, des paysages brûlés, tristes. Sur les terres de maïs, les tiges étiolées bruissent sèchement le long du train. On entend partout ce bruit sec et assourdi. On l'entend aujourd'hui dans toute la Hongrie incendiée.....

Quelqu'un parle bas dans le compartiment. Szamuelly avait fixé à aujourd'hui même le massacre de la bourgeoisie qui aurait commencé à Budapest, au Vérmezö, ensuite jusqu'au bout du pays. Lénine et Trotsky voulaient une dictature plus sévère. Ici, c'est Lénine qui parle.....

... Le soleil ne brillait plus. La chaleur étalée sur la terre étouffait les champs moissonnés. Régely resta derrière nous.

De nouveaux voyageurs vinrent des contrées occupées par les Tchèques. La vie était si pénible là-bas. Une jeune femme de Transylvanie, qui, depuis six mois ne pouvait retourner chez elle, monta dans le train... Partout, on entendait des plaintes amères, des paroles de découragement profond. C'était comme si le pays, séparé de la patrie, eût soupiré par la voix des hommes souffrants. Maintenant, au moins, il était permis de soupirer.

La voie tourna. De la direction de la forteresse de Nograd apparut un orage que la chaleur avait déchaîné. En quelques instants, le ciel devint sombre. Le train se lança dans l'ouragan, puis il dut s'arrêter, les lourdes voitures tremblaient. Le vent coucha par terre la couronne des arbres ; les nuages galopaient dans une terrible poussière..... Une tempête pareille avait précédé la guerre mondiale.....

L'orage s'en alla vers l'ouest, et les tours et les coupoles de Budapest qui avait expié, s'élevèrent dans les rayons du soleil, au-dessus de la montagne et de la plaine.

A la gare, je dis adieu à mes amis. La voiture m'emporta.

Je regardai encore en arrière..... et je pensai qu'il y a des gens à qui il est bon et facile de devoir de la reconnaissance toute la vie.

Tout à coup, je fus seule. Partout des drapeaux flottaient sur les maisons. Étranges drapeaux, dont on avait coupé la moitié, pour la livrer lorsque le règne de la terreur brûlait les drapeaux hongrois.

Sur les murs, étaient affichés les ordres des généraux roumains (1). Les voitures électriques, avec leurs portières cassées, roulaient sur les rails comme des ruines errantes. Les boutiques étaient encore fermées. A travers les rideaux de fer, on voyait, par des brèches, quelques pauvres devantures vides. Sur les vitres poussiéreuses, il y avait des restes d'affiches déchirées. Après le brigandage communiste, la vie n'était pas encore revenue dans la ville dépouillée et pauvre comme une mendiante.

Une patrouille roumaine, casque de tranchée en tête, passa, baïonnette au canon, dans la rue. Le sang me monta tout à coup au visage.

Les drapeaux du pont Marguerite jouaient dans la brise

(1) Budapest fut occupé par les troupes roumaines quelques jours après la chute de la dictature communiste.

du Danube. Soudain, je ne vis plus leur flottement. Sur la montagne, le Palais Royal, dominé par la couronne, se dressait tristement, et le Parlement sur la rive opposée élevait ses pierres devenues noires.

Il y a un an, ce palais du Parlement paraissait encore neuf. Comme il a vite vieilli, comme il est devenu tragique, avec ses caves sanglantes, ses murs percés de balles, sa place où les bandits regardaient les exécutions, ses escaliers qui aboutissent au Danube !

Sur la rive de Bude, le pont, les maisons étaient pavoisées. On voyait encore, à des barrières du faubourg, des affiches rouges à moitié déchirées.

Enfin les hauteurs de Hüvosvolgy apparurent. Je gravis la montagne déboisée. Personne ne m'attendait. A la maison, on ne savait pas que j'arrivais. Et chemin faisant, je souriais en moi-même.

Notre haut logis, avec son double toit de tuiles, brillait sous le ciel bleu. La porte était grande ouverte, le gravier murmura sous mes pas ; j'ouvris la porte de la maison.

Murs blancs, escalier de chêne, des fleurs sur la table de ma mère... J'étais debout, tout émue. Des pas se firent entendre ; on aurait dit que la personne qui venait traînait un peu la jambe.

Pas bénis, chers pas ! Je courus au-devant d'eux. Ma mère était debout dans l'embrasure de la porte. Je me sentis pâlir à sa vue.

Hélas ! elle n'était plus qu'une flamme qui s'éteint..... une âme qui se prépare à partir.

Ah ! puissé-je la retenir, la garder ! Et voici que ses deux bras s'ouvrent ; elle qui a toujours été plus grande que moi, petite, qu'elle me semble éphémère sur mon cœur.

Je la retiendrai, je la garderai en ce monde.

Là, entre ses deux bras, s'acheva mon exil ; j'étais enfin revenue chez nous !

Cécile de Tormay.

(Traduit par Marcelle Tinayre et Paul-Eugène Régnier.)

Émile Combes et le Combisme[1]

II

Le 23 mars 1903, Lasies proposait de soumettre directement au pays, par le moyen d'un referendum, la question des fermetures d'établissements congréganistes. Ce fut pour lui l'occasion d'établir un parallèle entre le sort des modestes fonctionnaires et les privilèges dont jouissaient, en ce temps de persécution religieuse, les autorités de premier plan. Un cantonnier dont l'enfant fait sa première communion est révoqué, alors que le fils du président Loubet fait la sienne en grande pompe à Saint-Philippe-du-Roule, paroisse de l'Élysée, et que le fils du ministre Rouvier communie solennellement à Neuilly.

L'idée de Lasies est écartée, non sans avoir été le prétexte d'un grand débat rétrospectif sur l'affaire Dreyfus. Le point de départ de l'incident a été une interruption de Pressensé qui a crié au député nationaliste du Gers : « Vous êtes le parti de la fusillade et de la déportation. » A quoi Lasies réplique que les socialistes sont mal venus de faire la petite bouche, eux qui ont acclamé et soutenu Galliffet, fusilleur des communards. Un obscur socialiste interpelle Ribot, placidement assis au centre, dans sa pose familière,

(1) Voir *la Revue universelle* du 1er octobre 1923.

les bras croisés et la tête légèrement inclinée sur le côté. Le vieux parlementaire se redresse et jette à Jaurès et à ses amis cette apostrophe : « Votre parti n'a vu dans l'affaire Dreyfus qu'une affaire politique. » Et il montre les socialistes « guettant l'occasion non pas de se sacrifier pour le droit et pour la justice, mais d'entrer par surprise dans le gouvernement à la faveur de cette malheureuse affaire ». Il soutient que Jaurès n'y a cherché qu' « un moyen de créer une agitation révolutionnaire et d'ébranler la force de l'armée ». Il rappelle que pendant que le chef de l'extrême gauche « allait à la cour d'assises fulminer un réquisitoire contre l'armée et ses chefs », à la Chambre, d'autres socialistes, comme Millerand, « renchérissaient sur de Mun » et « trouvaient que Méline n'avait pas assez d'énergie pour défendre l'armée et mettre le sceau du silence sur cette affaire ».

Puis Ribot remontait à l'année 1898. Il avait refusé le pouvoir parce que, pour régler « l'affaire », il aurait fallu qu' les partis fissent trêve. Brisson avait été moins difficile que lui ; il avait accepté de former le cabinet et il avait pris Godefroy Cavaignac, convaincu de la culpabilité de Dreyfus. Et le vieil homme d'État de conclure, le bras tendu vers les socialistes : « Dans votre passé, il y a trop de calculs politiques pour que vous ayez le droit de vous présenter au pays comme les seuls défenseurs de la justice. »

Jaurès réplique avec l'abondance verbale qui le caractérise. Il s'applique à flétrir la « politique du faux » qui est, suivant lui, « le produit d'une longue éducation jésuitique ». C'est cette éducation qu'il entend supprimer, et voilà pourquoi il ne veut plus entendre parler de l'enseignement congréganiste. Denis, des Landes, tire de l'incident cette conclusion : « En résumé, si, au lieu d'être condamné, Dreyfus avait été acquitté par le conseil de guerre de Rennes, nous n'aurions jamais entendu parler de la loi contre les congrégations. » Lasies, s'adressant aux socialistes, complète la pensée de son ami : « Votre loi n'est autre chose qu'une basse vengeance. Vous n'êtes partisans de la justice et de la vérité que lorsqu'elles sont entre vos mains une arme pour troubler et diviser la France. »

*
* *

La Chambre, jusqu'ici, n'a supprimé que les congrégations enseignantes. Mais elle a hâte d'achever l'hécatombe. Elle aborde la demande d'autorisation des prédicantes : prémontrés, rédemptoristes, dominicains, oblats, franciscains, etc. Les jésuites, sûrs du sort qui les attend, ont refusé de mettre leur tête sur le billot.

Le débat s'ouvre par la lecture d'une lettre du père du Lac, que, dans une précédente séance, Pressensé, — encore tout frémissant des batailles de l'affaire Dreyfus qui ont fait de lui un socialiste, — avait accusé d'avoir trahi le secret de la confession à propos de la « Dame voilée ». Ce religieux se défend avec indignation de l'imputation calomnieuse dirigée contre lui par celui qu'on appelle « le vidame ».

Plichon plaide avec chaleur la cause des congrégations prédicantes qui entretiennent de nombreuses missions à l'étranger, dans nos colonies, en Orient, en Extrême-Orient, etc., où elles rendent d'immenses services à l'influence et à la langue françaises. Le socialiste Dejeante — celui qui propose chaque année d'abattre la croix du Panthéon — écarte d'un mot définitif ces arguments : « Les missionnaires ne sont pas Français, ce sont des sans-patrie ! » Singulier argument pour un internationaliste.

Le pasteur Réveillaud se plaint qu'il y ait des jésuites à Madagascar. Plichon lui décoche ce trait : « Ils vont disparaître, vous serez satisfait. Des pasteurs anglais vont les remplacer. » La politique de Réveillaud, qui représente le même département que Combes, c'est que les religieux français de 1903 doivent payer pour les dragonnades.

Le rapporteur Rabier n'oppose à l'argumentation pressante de Plichon que ceci : « Les congrégations veulent détruire la République. » Combes, quant à lui, affecte de prendre la défense du clergé séculier qui est seul préposé par le Concordat à l'exercice du culte. Le débarrasser des religieux, c'est lui rendre service. Les congrégations, du reste, sont une menace pour la République. Le prédicant « monte avec fracas, avec jactance dans la chaire chrétienne ». On ne peut pas tolérer cela. Le Concordat suffit aux besoins religieux des populations.

L'argumentation du président du conseil est double et

contradictoire. Aux partisans du maintien du Concordat il dit : « De quoi vous plaignez-vous? Je vous laisse le clergé paroissial ; le Premier consul et Pie VII n'en ont pas prévu d'autre en 1801 ; les congrégations ne sont même pas mentionnées dans le pacte concordataire. » Aux partisans de la dénonciation du Concordat, il tient ce langage : « La suppression des congrégations est un acheminement vers la séparation de l'Église et de l'État ; procédons par étapes, ne brusquons rien. » Et d'un clignement d'œil, il leur fait comprendre qu'ils peuvent compter sur lui. A tous il répète à satiété : « Les congrégations sont une menace contre l'existence même de la République. » Ce qui, pour ces politiciens, signifie : elles sapent nos situations électorales, elles subornent notre clientèle, elles combattent nos doctrines. Le mieux est de s'en débarrasser par un coup de force ayant l'apparence de la légalité.

Un socialiste nommé Antoine Gras déclare qu'il ne sera rassuré « sur les destinées de notre démocratie que le jour où le dernier moine aura franchi la dernière frontière ». Ce qui ne veut rien dire sinon qu'il faut à la fois supprimer les moines et les patries.

Georges Leygues monte à la tribune pour exposer encore une fois la doctrine waldeckiste hostile au rejet en bloc des demandes d'autorisation. Il se prononce en outre pour l'examen bienveillant des requêtes formulées par les congrégations de missionnaires. Mais la majorité a son siège fait. Les congrégations prédicantes sont condamnées par 304 voix contre 246.

On pensait que les chartreux, congrégation qui n'enseigne ni ne prêche, qui ne fait donc pas de politique directement ou indirectement, trouveraient grâce devant la guillotine sèche du Bloc. Ils ont à leur actif les bienfaits qu'ils répandent sur la région dauphinoise, grâce aux bénéfices qu'ils tirent de la vente de leur célèbre liqueur. Mais on a découvert qu'en secourant les pauvres et les malades, ils font encore de la politique. Combes et Rabier les ont condamnés, et lorsque la question vient devant la Chambre le 26 mars, c'est la mort sans phrases que la majorité exige.

Tout de même, Anthime Ménard tente de retenir le bras prêt à frapper. Il expose, pour commencer, le point de droit. A l'aurore du siècle dernier, les chartreux ont été installés par l'État sur un terrain domanial. Ne s'agit-il pas

là d'une autorisation au moins implicite? Mais la gauche murmure et se plaint qu'on lui fasse perdre son temps à lui parler droit. L'un de ses membres résume l'opinion générale du milieu où il siège par cette interruption qui figure au *Journal officiel* : « Nous ne nous embarrassons pas de la légalité. » — « Il est donc inutile que je continue, » fait remarquer Anthime Ménard, et il descend de la tribune. Cet incident a un arrière-goût de tribunal révolutionnaire.

Les autres orateurs renoncent pareillement à la parole. ce dont se réjouit bruyamment le socialiste Selle, plus ami de la buvette que de la tribune, qui s'écrie : « Arrière tous les menteurs ! » et qui ajoute : « A bas la calotte ! » Le pasteur Réveillaud interrompt, de son côté, avec tant d'ardeur que le pacifique abbé Lemire ne résiste pas au besoin de lui faire remarquer qu'étant donné la religion qu'il professe, la pudeur voudrait qu'il fût plus discret. Et comme les socialistes continuent à interrompre avec passion, l'abbé Lemire leur rappelle que leurs coreligionnaires allemands et belges Wolmar, Bernstein, Vandervelde, Destrée ne leur ont pas caché qu'ils tenaient cette guerre anticléricale pour indigne d'eux. Il oppose au vidame de Pressensé, néophyte du socialisme, un vieux lutteur comme Jules Guesde qui s'est exprimé ainsi : « En régime bourgeois, le seul anticléricalisme digne de nous, c'est l'anticapitalisme. »

Mais voici un autre lutteur, le blanquiste Vaillant, qui se lève pour formuler, dans une phrase lapidaire, la doctrine révolutionnaire : « Il en est du cléricalisme comme du militarisme. Nous devons lutter contre l'un et l'autre parce qu'ils sont les deux points d'appui principaux du régime capitaliste. »

L'abbé Lemire reprend la parole pour décocher ce trait à la majorité : « Vous faites une besogne de rancune électorale inassouvie. »

Combes, qui clôt la série des interventions, — car il n'y a pas eu de discours véritable dans ce débat mutilé par l'intolérance de l'extrême gauche, — donne comme principal argument que l'argent des chartreux *a dû* servir à entretenir une propagande dirigée contre la République. Cela suffit : le passage aux articles est repoussé par 322 voix contre 222.

*
* *

La Chambre passe, le 23 juin, au projet sur les sécularisations. Quand un établissement congréganiste a été fermé, ce projet frappe ses membres de l'incapacité temporaire de tenir une école dans la commune où ils enseignaient ou dans une commune limitrophe. Un projet aussi anodin ne peut donner satisfaction à des hommes tout d'une pièce, à cheval sur les principes, tels que Paul Meunier et Gustave-Adolphe Hubbard. Tous les deux réclament pour l'État le monopole de l'enseignement. Ce qui paraît intolérable au rapporteur Massé, c'est que les établissements fermés se soient reconstitués dans le même local, avec le même personnel.

Modeste Leroy propose de substituer au texte de la commission un autre texte exigeant pour les maîtres et les maîtresses le certificat d'aptitude pédagogique. Ce contre-projet appartient au type des amendements de surenchère destinés à faire échec à une loi qu'on n'ose pas attaquer de front. Car Modeste Leroy est un de ces hommes de gauche qui, tenant compte de la répugnance de leurs électeurs, trouvent qu'on va trop vite. Malgré le gouvernement et la commission, son texte est adopté. Réglementairement, un contre-projet voté se substitue au projet primitif. Mais le règlement, pour le Bloc, c'est comme la procédure, comme le droit, comme la légalité. On décide donc, non pas de le substituer au projet de la commission, mais de l'y ajouter. Le débat est aussi confus que possible. Le garde des sceaux Vallé, qui intervient, fait cette déclaration : « Je demande s'il est quelqu'un dans cette Chambre qui ait cru un seul instant que la loi de 1901, en tant qu'elle vise les congrégations, est une loi de liberté. C'est une loi de liberté pour les associations, *mais pas pour les congrégations*. »

L'intolérance de la majorité est extrême. Ni Léonce de Castelnau ni Paul Beauregard ne peuvent parler. Ils renoncent à la parole en protestant contre la violence qui leur est faite. La droite en masse quitte la salle, saluée par les applaudissements ironiques de la gauche, qui renonce à observer les formes mêmes du droit de discussion.

Ferdinand Buisson va jusqu'à prétendre que dans les écoles congréganistes on apprend aux enfants à mentir.

Et comme les membres de l'opposition demeurés à leurs bancs protestent vigoureusement, le socialiste J.-L. Breton croit devoir proférer : « C'est même très modéré. » Lasies s'en prend à Buisson : « Quand on appartient à la religion réformée, lui lance-t-il, on devrait avoir la pudeur de ne pas faire la guerre à la religion catholique. »

Buisson ne veut rien retirer de son propos injurieux et le président se garde bien de le rappeler à l'ordre. Toutefois, il consent à expliquer qu'en tournant la loi au sujet des sécularisations, les congréganistes donnent à leurs élèves « l'exemple de la violation dans le mensonge ». Il croit devoir maintenir que dans les écoles libres tenues par des sécularisés on dresse les enfants à frauder, à ruser... Un socialiste, trouvant qu'il ne va pas assez loin, ajoute : « ...à mentir. » Buisson achève sa phrase : « ...à ruser avec les lois de leur pays. » C'est là ce qu'il a appelé « un apprentissage de la restriction mentale, une école de mensonge ». Le projet sur les sécularisations est enfin voté.

*
* *

Le 25 juin, c'est la charrette des congrégations de femmes. Il y en a quatre-vingt-une, toutes enseignantes : ursulines, dominicaines, trinitaires, visitandines, carmélites, religieuses du Sacré-Cœur, etc. Quelques-unes déclarent renoncer à l'enseignement pour réserver leur activité aux seules œuvres charitables. On ne tient nul compte de cet engagement. Rabier propose de les maintenir de force dans l'enseignement afin de pouvoir les condamner plus aisément. Le médecin socialiste Meslier rugit : « Elles se mettent en dehors de la nature, donc elles doivent être mises en dehors de la loi. » On singe la Convention.

Plichon, encore une fois sur la brèche, cite des actes admirables d'héroïsme accomplis par des religieuses, celui-ci entre autres : une sœur accompagne des enfants à la promenade. Surgit un chien enragé. Elle se jette sur lui, est cruellement mordue et meurt, satisfaite d'avoir accompli son devoir en sauvant les élèves confiées à sa garde. Le pharmacien radical Bachimont hausse les épaules à ce récit : « Bien d'autres en ont fait autant, assure-t-il ; c'est le dévouement de chaque jour, cela ! » Je n'invente rien. L'interruption figure à l'*Officiel!*

Plichon cite l'opinion ancienne de F. Buisson qui se défendait de vouloir faire revivre des lois répressives de la liberté des associations religieuses, qui voulait l'égalité dans la liberté. Il cite ensuite René Goblet qui tout récemment écrivait : « Où allons-nous? à la guerre religieuse et à la guerre civile ! »

C'est le tour de Groussau d'intervenir. A peine a-t-il entamé sa démonstration que Jules Coutant fait son entrée dans la salle. Il tonitrue (encore une interruption empruntée au compte rendu officiel, comme toutes celles qui sont mentionnées dans ce récit) : « A quoi sert-il de discuter? Vous savez bien que nous allons les expulser ! » Coutant fait une pause, puis il reprend : « Pour ce motif *qu'y en a pas* de bonnes. » Meslier complète en termes plus choisis la pensée de son camarade : « Nous trouvons l'esprit religieux contre nous et nous n'en voulons pas. » Plus et mieux que des discours, ces interruptions, fruits de la spontanéité, sont révélatrices des passions, des partis pris, des arrière-pensées de la majorité.

Groussau pose à Combes cette question : « Que pensez-vous du rapport préfectoral qui déclare que l'existence dans une commune d'une école protestante rendait inutile le maintien d'une école catholique? » Le président du conseil fait d'abord semblant de n'avoir pas entendu. Mais la question gênante est répétée. Il se décide à faire cette réponse qui est hypocrite : « Si l'école protestante était composée de congréganistes, je proposerais également le refus d'autorisation. » Groussau fait remarquer que cette école protestante est composée des délégués de pères de famille qui veulent que leurs enfants soient élevés dans leur foi. Et il demande : « Pourquoi cela n'est-il pas permis aux pères de famille catholiques? »

Le débat sur les congrégations de femmes est traversé d'incidents sans nombre. Le 26 juin, Denys Cochin veut interpeller sur un *Livre jaune* qui vient de paraître. Il est relatif aux négociations entamées avec le Saint-Siège au sujet des congrégations. Waldeck avait promis que la loi serait interprétée avec libéralisme. Combes a fait ensuite savoir au Vatican que l'interprétation waldeckiste avait été abandonnée. Denys Cochin prend acte des variations de la politique blocarde.

Gustave-Adolphe Hubbard, qui prend part au débat, se

plaint d'une phrase qui se trouve dans le *Livre jaune*. Elle est de Combes. Elle commence ainsi : « Si le Saint-Siège souhaite le maintien du Concordat, comme j'ose encore le croire *et comme j'en ai, à coup sûr, le véritable désir...* » Hubbard en conclut, et il le regrette, que Combes est pour le maintien du Concordat.

On a le sentiment, en remémorant ce passé déjà lointain, d'une vaste politique de chantage. Chantage contre les religieuses à qui l'on dit : « Fermez votre établissement, soumettez-vous, ou nous fermons votre maison mère. » Chantage contre le pape que l'on menace de rupture s'il proteste contre la guerre aux congrégations. Chantage contre la fraction la moins avancée de la majorité à laquelle on ne cache pas qu'on l'accusera de modérantisme, de réaction, pire encore, de cléricalisme, si elle ne suit pas les socialistes dans la voie où elle a eu la faiblesse d'entrer à leur suite.

On demande à Combes ce qu'il pense de la liberté de l'enseignement. « Ce n'est pas, déclare-t-il, une liberté naturelle. Elle est une pure délégation, une pure concession de la puissance publique. » Le voilà sur la pente du monopole. Et le président du conseil dresse le bilan de la besogne déjà accomplie par lui. « Nous avons fermé l'an dernier (1902) trois mille écoles congréganistes. » La gauche applaudit à tout rompre. Mais Combes ajoute : « La moitié environ se sont rouvertes. » Et les visages se rembrunissent. Le bilan continue, tel un bulletin de victoire : « Le rejet des demandes des congrégations de femmes fera fermer 517 écoles. Le refus des congrégations d'hommes a entraîné la disparition de 1 580 établissements. Il restera 597 congrégations animées du même esprit. » Combes continue : « Si l'énoncé de ces chiffres ne désarme pas la critique..., il montre du moins aux hommes impartiaux que la tyrannie républicaine a des bornes puisqu'elle s'arrête inoffensive au seuil de certaines forteresses monacales. Non, l'esprit de la congrégation ne mourra pas de ce vote. Il se continuera *malheureusement* dans 909 congrégations autorisées. »

— Supprimez-les, lui crie ironiquement Lasies. Combes répond qu'il n'y manquera pas en ce qui touche leur caractère enseignant. Il renvoie à plus tard les demandes des hospitalières et des contemplatives. Sa conclusion est pour déplorer la « tolérance déplorable » qui a permis aux congrégations, « dans le court espace d'un siècle, au mépris des lois révo-

lutionnaires, toujours en vigueur, qui ont aboli les ordres monastiques » de s'installer, au nombre de 146, « sournoisement sur notre sol ».

Georges Leygues a pris l'habitude de se dresser, au moment d'un vote important, comme le défenseur de la loi Waldeck-Rousseau, qui est aussi un peu la sienne. « La loi de 1901, affirme-t-il, n'admet ni refus ni rejet d'autorisation *de plano*. Elle n'est pas une loi d'arbitraire, elle est une loi libérale. » « Lorsque, dit à son tour Renault-Morlière, vous refusez en bloc toutes les demandes, vous faites, selon l'expression si juste de notre ancien collègue Goblet, une loi postérieure, évidemment destructive de la première. »

Tout est inutile. Les demandes des congrégations de femmes sont refusées par 285 voix contre 269. Mais la majorité est faible : seize voix seulement. C'est un avertissement et une menace.

*
* *

Au printemps de 1903, le président Loubet fait une grande tournée en Algérie et en Tunisie. Loin de la férule de Combes, il s'affranchit un peu, en paroles du moins. A Oran, il cite Victor Hugo. Il dit, à la fin d'un banquet : « Ah ! n'exilez jamais ! Ah ! l'exil est impie ! » Est-ce une allusion à Déroulède, banni par la Haute-Cour? S'agit-il des religieux et des religieuses qui, plutôt que de rompre leurs vœux, se réfugient à l'étranger, comme jadis les protestants? On épilogue sur ce qu'a pu vouloir dire ce président sibyllin. Une phrase prononcée à Perrégaux intrigue davantage encore. Il a déclaré : « Je ne signe pas tout. » Qu'a-t-il refusé de signer? Quel conflit a surgi entre son président du conseil et lui? Les gens bien informés assurent qu'il s'agit d'un projet de séparation des Églises et de l'État que Combes aurait soumis à sa signature.

Dans une localité d'Algérie, le président de la République s'enhardit jusqu'à se laisser présenter les sœurs d'un hôpital. Comme des ministres l'accompagnent, la rencontre est étrange des expulseurs et des expulsées. Vite les photographes braquent leurs appareils. A Paris, les plaques vont faire prime. Mais le président Loubet pense à Combes, à Jaurès, à Rabier, à tous les anticléricaux de marque qui vont le morigéner. Vite, il envoie un de ses officiers d'ordonnance supplier les photographes de détruire leurs clichés.

Quelques mois après, des grandes manœuvres ont lieu dans le département de la Drôme d'où Émile Loubet est originaire. Le président, escorté du général André, assiste à la dernière journée. A midi, un banquet a lieu dans le domaine des pères Trappistes d'Aiguebelle, que la faveur présidentielle a épargnés, et les frères lais du couvent servent à table les proscripteurs.

Les fonctionnaires, sous le consulat combiste, étaient, pour peu qu'ils fissent preuve d'une ombre d'indépendance, fort malmenés. Suspect de modérantisme, Révoil, gouverneur général de l'Algérie, était révoqué. Le préfet de police Lépine, insuffisamment souple, était menacé. Du reste, sa place était convoitée par le propre fils du président du conseil. L'intrigue contre Lépine ayant échoué à la suite d'une interpellation de Maurice Binder, Edgar Combes changeait ses batteries et se faisait nommer conseiller d'État, bien qu'il ne fût même pas pourvu du diplôme de licencié en droit. Aussi n'osa-t-on pas rendre la nomination publique. Dix-huit mois durant ce fut, comme dira Charles Benoist, une nomination *in petto*, à la manière vaticane. Edgar Combes ne mit jamais les pieds au Conseil d'État. Mais le décret, dûment signé, se trouvait dans les cartons et il ne manquait pas d'émarger au budget pour une fonction qu'il n'exerçait pas.

Il ne fallut rien de moins qu'une interpellation de Ferrette pour arracher, non pas à Combes qui s'obstinait dans un silence farouche, mais au garde des sceaux Vallé l'aveu qu'Edgar était, depuis de longs mois, sans que le décret eût jamais paru au *Journal officiel*, conseiller d'État, fonction qu'il cumulait avec celle de secrétaire général du ministère de l'Intérieur, étant bien entendu qu'il n'y avait cumul effectif que des appointements, car il était totalement inconnu de son illustre corps.

Au cours de l'interpellation Binder, mentionnée plus haut, comme Combes se plaignait avec amertume des attaques dont son fils était l'objet, quelqu'un lui cria : « Allez devant la cour d'assises. » Il écarta péremptoirement ce moyen de laver la réputation de sa famille : « Ce n'est un mystère pour personne, expliqua-t-il, que les cours d'assises ne veulent plus juger les procès politiques. *Elles acquittent de parti pris.* » Voilà pourquoi, le 28 mai 1903, le président du conseil se faisait poser une question de complaisance par son

ami Rabier. Le matin même, un journal, le *Gil Blas*, avait eu l'audace de raconter une histoire qu'on colportait depuis plusieurs jours dans les couloirs. Deux cercles de Paris avaient fusionné. Pour que l'opération fût fructueuse, il fallait que le jeu avec cagnote fût autorisé. Des démarches avaient été faites auprès d'Edgar Combes. A cette affaire étaient mêlés le sénateur Saint-Germain et Christian, directeur de l'Imprimerie nationale.

Au début de la séance, très excité, Combes avait escaladé les marches qui séparaient le banc des ministres de celui qu'occupait Étienne Flandin, député de l'Yonne, et avait apostrophé celui-ci avec vivacité. Cet incident avait vivement intéressé l'assemblée et l'agitation était vive lorsque Flandin se leva : « Il a plu à M. le président du conseil, expliqua-t-il, de gravir tout à l'heure les gradins de la Chambre pour venir m'interpeller violemment à mon banc. Je ne suis pas ici un accusateur, mais je pourrais être un témoin. Le jour où M. le président du conseil voudra bien manifester un peu moins de défiance vis-à-vis de la justice populaire du jury, je ferai connaître, sous la foi du serment, devant la justice de mon pays, les renseignements que je tiens d'un membre du Grand Cercle national républicain, que vous ne suspectez pas d'être votre ennemi, car il votait, il y a quelques jours à peine, une adresse de félicitations au gouvernement. »

On assure que Combes fut, jusqu'au dernier jour, convaincu que son fils était calomnié. L'amour paternel l'aveuglait. Ce n'est pas par défaut de clairvoyance, mais par calcul politique que les quatre chefs de la délégation des gauches : Gouzy, Étienne, Sarrien et Jaurès, s'empressèrent de faire clore par la Chambre un débat gênant par le vote de ce texte qui avait le prétention de venger l'honneur de la famille Combes : « La Chambre, flétrissant la campagne de calomnies menée contre les membres du gouvernement pour les détourner de leur œuvre républicaine, passe à l'ordre du jour. »

*
* *

Le 11 avril, Combes a envoyé une circulaire aux évêques pour leur interdire de laisser prêcher dans les églises les membres des congrégations dissoutes. Il y a eu des poursuites. Les accusés ont été renvoyés des fins de la plainte.

Des curés, entre autres ceux de Belleville, de Plaisance et d'Aubervilliers, ont passé outre et fait appel au concours de « prédicants » congréganistes. Des perturbateurs se sont introduits dans les églises pour y exercer une sorte de police révolutionnaire et empêcher les religieux de prêcher. Des incidents assez graves se sont produits. Le préfet de police Lépine a voulu faire son devoir pour mettre un frein à cette police d'un nouveau genre. Son zèle a été réprimé en haut lieu où l'on voit d'un œil complaisant la campagne menée par un prêtre défroqué nommé Charbonnel, un ancien secrétaire d'Eugène de Voguë, Henry Bérenger, et Gustave Téry, qui sort de l'Université. Ils ont lancé la formule des « trois calottes », toque des magistrats, képi des soldats et barrette des prêtres. Leurs disciples pénètrent dans les églises aux cris de : A bas la calotte ! Vive la révolution ! Vive l'anarchie ! et vive Combes !

Ces graves incidents, et d'autres, font le thème d'un grand débat parlementaire. L'abbé Gayraud expose les faits, ce qui lui attire cette interruption de Jules Coutant : « Parlez-nous de l'inquisition ! » En Bretagne, il est interdit aux curés de prêcher en langue bretonne. Cent cinquante prêtres du Finistère ont été, par mesure administrative, privés de leurs traitements. Cela s'est fait avec le plus parfait arbitraire. Comme on faisait remarquer au sous-préfet de Brest que tel prêtre avait été frappé injustement, attendu qu'il prêchait toujours en français, ce fonctionnaire se borna à répondre : « Nous étions pressés ; nous avons frappé dans le tas. »

Les interpellateurs ont bien d'autres griefs. Les anecdotes abondent. Un membre d'une communauté dissoute vient se réfugier chez sa mère, receveuse des postes. On interdit à cette pauvre femme de recevoir son fils chez elle. Un instituteur est invité à voir moins souvent son frère qui est prêtre. Un fonctionnaire, dont la fille est en pension chez des religieuses, est menacé de révocation. Indigné, il dit à son chef hiérarchique : « Si je suis révoqué, je vous brûle la cervelle. » Et on le laisse tranquille. Deux sœurs sécularisées rentrent dans leur famille. On menace de les poursuivre parce qu'elles constituent une congrégation non autorisée.

Combes a encore trouvé d'autres moyens. Il enjoint aux évêques de fermer les chapelles affectées au culte sous prétexte qu'elles font une concurrence déloyale aux églises

paroissiales, ce dont les curés eux-mêmes, paraît-il, se plaignent. Grand connaisseur des choses d'Église, il s'applique à donner à ses mesures les plus vexatoires des apparences favorables au clergé concordataire, et surtout à ce qu'on appelle le prolétariat ecclésiastique. Volontiers il imiterait ce Tourgnol qui proposait un jour à la Chambre de supprimer les traitements des évêques pour accroître ceux des vicaires.

Engerand, qui interpelle sur les incidents d'Aubervilliers, constate que le gouvernement est débordé par les éléments révolutionnaires qu'il a mis en mouvement. Il rappelle le langage que Jaurès tenait à Rouen quelques mois plus tôt : « Notre devoir, à nous socialistes, disait-il, c'est de soutenir le gouvernement de M. Combes, *mais avec la pensée d'entraîner un jour ou l'autre le Parlement plus loin* que son programme ne veut l'indiquer. » Comme les soldats de Napoléon, les modérés de la majorité grognent dans les couloirs, mais ils suivent toujours. La crainte — s'ils témoignaient de scrupules tardifs — de ne pas paraître assez avancés, d'être accusés de pactiser avec la réaction, les glace. Sous la férule de Jaurès, Combes et sa majorité marchent. Il apparaît dès lors que, de même que Waldeck a été débordé par Combes, celui-ci sera débordé par Jaurès.

Pendant que Combes, devant le Sénat, adresse des paroles comminatoires au pape, Guillaume II se rend au Vatican en grand apparat. En Allemagne, l'anticléricalisme n'est ni un article d'exportation ni un article d'importation. Le socialiste Wollmar vient de dire à Munich : « La plus grande faute serait de combattre le cléricalisme sur le terrain religieux. Anticléricaux et mangeurs de prêtres nous feront le plaisir de nous laisser tranquilles. » Bebel, le chef de la social-démocratie, confirmait en ces termes le langage de son collègue : « Nous voulons la liberté pour tous, sans excepter les congrégations religieuses. Ce serait une faute si les compagnons mêlaient la question religieuse aux questions politiques. La devise : Écrasons l'infâme ! ne sera jamais celle de la social-démocratie allemande. »

Mais on ne ferme pas toutes les chapelles. Le sénateur radical Borne, du Doubs, a été contraint de rassurer ses compatriotes émus par le bruit qui a couru de la fermeture imminente d'un sanctuaire de la région. Il leur fait savoir qu' « au nom des traditions et des coutumes du pays, jamais

il n'a été et jamais il ne sera question administrativement de fermer cette chapelle ». La même faveur est accordée ailleurs à la requête de députés et de sénateurs bien en cour. Il y a, en particulier, la basilique de Lourdes, le département des Hautes-Pyrénées étant représenté par un sénateur propriétaire d'un journal parisien très influent. « Nous avons changé de féodalité tout simplement, fait remarquer *le Temps*, et le régime du bon plaisir recommence, mais avec plus de cynisme dans les prétentions et plus de papelardise dans le choix des prétextes. » On assure que cet article est de notre confrère Eugène Lautier.

Mais voilà la Chambre lancée, avec le *nobis nominavit*, en pleine controverse théologique. Depuis François Ier, en passant par Louis XIV et Napoléon, le chef de l'État nomme les évêques auxquels le pape donne ensuite l'institution canonique. Les bulles portaient jadis *nominavit*. Par la suite, le Saint-Siège a fait précéder ce verbe du pronom *nobis*, ce qui, à coup sûr, est bien différent. *Nominavit* signifie « a nommé », alors que *nobis nominavit* veut dire « a proposé à notre acceptation ». Tel est l'objet de la querelle. Combes, vieux gallican, féru de la Déclaration de 1682, du reste désavouée plus tard par Louis XIV lui-même, revendique pour le gouvernement le droit absolu de nommer les évêques, sans conversation préalable avec le nonce. Ce droit, consenti jadis par la papauté à des princes croyants, pouvait être sans danger. Mais à des adversaires de principe, il est évidemment dangereux de confier sans contrôle la nomination des principaux dignitaires de l'Église. Chacun des deux pouvoirs s'entête et beaucoup de sièges épiscopaux restent sans titulaires.

Ce conflit général se double de deux affaires particulières. Les évêques Le Nordez, de Dijon, et Geay, de Laval, sont, pour des motifs d'indignité privée, l'objet de mesures disciplinaires de la part de Rome. Naturellement, Combes prend fait et cause pour ces deux prélats. Il n'admet pas que des évêques puissent relever d'une juridiction étrangère. Jamais les vieilles libertés de l'Église gallicane n'ont eu de défenseur plus zélé que cet adversaire de l'Église. Répondant à l'ensemble des interpellateurs, le chef du gouvernement annonce une étape nouvelle « Les écarts de conduite et les intempérances de langage du clergé, dit-il, s'enhardissent par l'insuffisance même des moyens de répression.

La logique aidant, si le spectacle dure encore, l'opinion publique inclinera forcément à conclure que *le Concordat de* 1801 *a fait son temps...* » Et il déclare bien haut qu'il ne fera pas une seule concession ni sur le droit de nomination des évêques ni sur la rédaction des bulles d'investiture. Allard s'écrie : « Cléricalisme et religion sont absolument synonymes ! »

Ce qui scandalise la majorité anticléricale, c'est que des évêques se soient permis de relever des congréganistes de leurs vœux. La gauche se croit assez ferrée en théologie pour soutenir que ce droit n'appartient qu'au pape, et que les vœux monastiques sont éternels. Elle ne veut pas que sa proie lui échappe par la voie de la sécularisation. Certains parlent de faire bâcler par les Chambres une loi édictant que seul le mariage prouvera que la sécularisation n'est pas fictive.

Le débat a assez duré. Il faut le clore. Mais les séparatistes exigent, avant la mise aux voix de l'ordre du jour de confiance, d'être mis en mesure de se compter sur un texte de dénonciation immédiate du Concordat. On ne peut pas leur refuser cette satisfaction, car leur abstention entraînerait la chute du cabinet. Ils sont battus seulement par 278 voix contre 247. Après quoi, la confiance est accordée par 305 voix contre 231. La Chambre est encore concordataire. Pour combien de temps?

*
* *

Nous voici arrivés à l'année 1904. En février, il y a vingt mois que la tyrannie combiste est installée au pouvoir. Tout à sa campagne antireligieuse, le président du conseil est peu attentif à ce que font son ministre de la Guerre et son ministre de la Marine. On sait vaguement, par des indiscrétions, qu'entre leurs mains la défense nationale est compromise. Comme la situation extérieure s'annonce difficile, des inquiétudes se font jour. Elles ont leur écho jusque dans les délibérations de la délégation des gauches.

Firmin Faure demande à interpeller « sur les mesures que le gouvernement compte prendre pour mettre notre marine en état d'assurer, le cas échéant, notre sécurité nationale ». « Nous sommes peut-être, dit l'orateur, à la veille de complications redoutables. » Tout de suite Vaillant proteste : « Si nous n'en voulons pas, nous n'en aurons pas. » Le bruit a couru

que le conseil des ministres s'était occupé de la marine et des crédits que son relèvement exigerait. Ribot pose à ce sujet une question. Combes s'empresse de répondre : « Il n'a pas été question jusqu'ici, dans les conseils du gouvernement, de vous demander des crédits pour la marine. Nos escadres n'en ont pas besoin. Elles sont en état de faire face à toutes leurs obligations. »

Cette déclaration ne convainc personne. Nul n'ignore que la délégation des gauches a décidé de faire une démarche pour savoir si des crédits n'étaient pas nécessaires. Mais la terreur socialiste l'a empêchée d'aller au delà de cette manifestation platonique. Pelletan qui, à la veille de devenir ministre, écrivait dans la *Dépêche de Toulouse*, que nous allions avoir la guerre à bref délai, n'y croit plus. Et Vaillant fait cette déclaration au nom des socialistes : « Nous voulons le maintien de la paix *quand même*. Aussi nous voterons contre les motions de ceux qui veulent nous mener à la guerre. »

L'interpellation Firmin Faure est ajournée. Mais le 29 mars, Chaumet interpelle « sur les retards, négligences et désordres constatés dans l'administration de la marine et qui sont de nature à compromettre la défense nationale ». Le gouvernement ne se trouve plus aux prises avec les seuls opposants de droite et du centre. Le groupe des dissidents de gauche fait boule de neige. Son appoint rend la situation du cabinet précaire, car ses attaques sont plus redoutées et la majorité s'émiette. Déjà le 17 mars, M. Millerand a interpellé sur l'inexécution des engagements que le président du conseil a pris en ce qui touche les retraites ouvrières. La thèse du futur président de la République était celle-ci : Il a voté jusqu'ici tout ce que le gouvernement lui a demandé pour la défense laïque. Il avait pourtant entendu « des objections dont la force et la justesse l'avaient frappé ». Mais il espérait que Combes ne bornerait pas son horizon et ses ambitions à la lutte contre les congrégations. Absorbé entièrement par cette lutte, il abandonne à d'autres le soin des réformes sociales. Suivant son habitude, Combes a qualifié de diversion l'interpellation de M. Millerand et lui a reproché de l'abandonner au moment où la bataille était devenue le plus difficile. La priorité n'a été accordée à l'ordre du jour de confiance du sauveteur Bienvenu-Martin que par dix voix de majorité (281 contre 271). Le Bloc a senti souffler le vent

de la défaite. Le terrain choisi par Chaumet pour donner un nouvel assaut au cabinet n'est pas moins bien choisi. On ne cesse de répéter qu'on ne le renversera pas sur la question cléricale. Sur la défense nationale, mise en péril par l'incurie de Pelletan, les dissidents peuvent se joindre à l'opposition.

La présence, rue Royale, de ce fantaisiste de la politique est un scandale. Incapable d'application au travail, véritable bohème, il se répand en boutades et laisse son chef de cabinet Louis Tissier, sectaire farouche, régenter le ministère et brimer les amiraux. On raconte mainte anecdote sur le sans-gêne et la grossièreté de ce factotum. Il fait faire antichambre aux plus vieux et aux plus illustres serviteurs du pays, après quoi il refuse de les recevoir en invitant l'huissier à leur dire le mot de Cambronne. L'heure sacrée est celle de l'absinthe, qu'on apporte d'un établissement voisin, et qu'on sert sur le bureau de Colbert.

A la Chambre, Pelletan ne s'embarrasse pas des critiques. Ceux qui les lui adressent sont des suppôts du Gèsu, et lorsqu'il est à la tribune, si une interruption détruit ses arguments, il fait un grand geste de son bras valide comme pour écarter la contradiction et, sans se laisser déconcerter, il continue comme si de rien n'était, après avoir lancé un péremptoire : « Quoi qu'il en soit ! »

Le réquisitoire de Chaumet est sévère. Il dénonce les retards volontaires qui se sont produits dans les constructions neuves. Tout a été mis en œuvre pour retarder l'exécution du programme de 1900. Pelletan a modifié les plans primitifs et détruit de sa propre autorité l'homogénéité de l'escadre voulue non seulement par le conseil supérieur de la marine mais par le Parlement. Il est l'adversaire des gros tonnages. Aux navires qu'il appelle des « mastodontes », il entend opposer les petites unités. Il appartient à l'école de l'amiral Aube. Ce qui ne l'empêche pas de négliger la construction des torpilleurs autant que des cuirassés.

Lockroy est plus vigoureux encore que Chaumet :

> Nous avons reçu à la commission, dit-il, un budget comme jamais aucune Chambre n'en avait vu à aucune époque de l'histoire. C'était le chaos le plus extraordinaire, le plus effrayant ! Tout était confondu. Les chiffres ne concordaient pas entre eux, les bateaux en construction se trouvaient mêlés aux bateaux en service, la flotte de réserve à la flotte active. C'était un labyrinthe, un dédale où se

perdaient à la fois le président de la commission, le rapporteur et la commission elle-même. Combien a-t-il fallu d'heures, de journées et de nuits de travail à la commission, aidée par un rapporteur qui arrachait les chiffres un à un à une administration récalcitrante, pour arriver à reconstituer tant bien que mal, d'une façon approximative, cette œuvre financière où les finances étaient si malmenées...

On a fait des économies malheureuses le jour où, sans raison, on a tout d'un coup arrêté les travaux du programme, suspendu d'une manière absolue les constructions navales, quand on est resté *une année entière sans construire de torpilleur*, c'est-à-dire en délaissant ces défenses mobiles qu'on nous a dit si souvent être le salut et la seule ressource de la France.

Jaurès et les socialistes trouvent cela très bien. Mais l'aile droite de la majorité est gênée, inquiète. Doumer renchérit sur Lockroy : « C'est le désordre et l'anarchie, constate-t-il, qui, depuis dix-huit mois, règnent rue Royale. » C'en est trop ; Jaurès se fâche. Il discerne dans ces attaques de radicaux un complot contre l'existence du cabinet.

Doumer, qui jouit d'une autorité particulière grâce à son titre de président de la commission du budget, conclut d'un mot qui désormais restera attaché au cabinet Combes tout entier : « Je dis que la continuation de l'état de choses actuel au ministère de la Marine serait un péril national. »

Le gouvernement se rend compte qu'il faut jeter du lest. Il accepte l'ouverture d'une enquête. Mais cette enquête ne sera pas parlementaire. L'opération est menée par le fin manœuvrier parlementaire Thomson, l'un des fidèles du ministère. Il faut que Combes — l'ordre lui en est intimé discrètement par Jaurès — vienne à la tribune, apporter sa caution à Pelletan : « Je me suis personnellement assuré que tout était bien dans les services de la marine. » Il ajoute : « Je n'ai parlé que de la flotte. » Il ne couvre donc ni l'incurie, ni le désordre. « Si vous avez confiance dans le ministre de la Marine, crie Ribot à la majorité, ayez le courage de le dire. » Elle ne l'a pas ; elle se tire d'affaire en votant une motion d'enquête où il n'est question ni de confiance ni de simple approbation.

*
* *

Le combisme dissout les congrégations non autorisées, fait la chasse aux congréganistes sécularisés, mais ce n'est pas encore tout. Il reste des religieux et des religieuses autorisés.

Abolira-t-on le statut légal dont ils bénéficient en vertu d'autorisations séculaires? C'est une extrémité à laquelle on se résoudrait allégrement s'il n'y avait des congrégations, comme les sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, qui remplissent des missions charitables dans lesquelles elles sont irremplaçables. On se résigne donc à aller au plus pressé et, sous la forme d'une loi de caractère général, de leur interdire d'enseigner. De la sorte, les frères des Écoles chrétiennes, si populaires, ne seront pas supprimés ; on se bornera à leur interdire de pratiquer en France, ce qui a été l'objet même de leur création. Comme fiche de consolation, on leur fait savoir qu'ils pourront porter à l'étranger l'activité bienfaisante dont on ne veut plus chez nous. Ils pourront rendre encore des services à la France, mais hors de France.

Le 29 février 1904, le débat s'ouvre par une motion d'ajournement proposée par Gauthier (de Clagny) qui fait remarquer que la situation extérieure est trop grave pour que les Français, à l'instigation du gouvernement, continuent à s'entre-déchirer. Une trêve s'impose. La Chambre passe outre et la discussion s'engage. Quelques citations préliminaires de Fabien Cesbron éclairent l'opinion publique sur le but réel qui est poursuivi. La première est extraite de *l'Action* d'Henry Bérenger : « Après la congrégation, l'Église ; après le cléricalisme, le catholicisme... C'est le combat suprême entre la libre pensée et la religion. » Dans un autre article, un dignitaire de la maçonnerie qui sera sénateur, Debierre, écrit : « C'est le catholicisme romain qu'il faut combattre, l'ineptie de son dogme, l'hypocrisie de sa pratique, la perversion de son culte et son action meurtrière sur la femme et sur l'enfant. *L'Eglise catholique, voilà l'ennemi!* » Cesbron cite encore un journal socialiste auquel collaborent des députés, où il est dit que la patrie n'est qu'un « inepte et sonore vocable » et encore ceci : « La Chambre va supprimer l'enseignement des moines, en attendant qu'elle abolisse celui des prêtres. » Comme les précédentes, cette loi n'est qu'une étape. Du reste, les journaux d'extrême gauche ne cachent pas leur pensée véritable : « L'école neutre est un mensonge, » écrit l'un d'eux, et l'instituteur public doit enseigner ce qu'il tient pour la vérité, c'est-à-dire, si telle est son opinion, l'athéisme et l'antipatriotisme.

L'abolition de l'enseignement congréganiste va, par ailleurs, coûter cher aux contribuables. Ripert cite des chiffres :

50 millions pour les écoles de garçons, 70 pour celles de filles. Aynard fait cette remarque : « On entend remplacer 9 000 à 10 000 frères, qui enseignent 200 000 enfants, par 2 400 instituteurs laïques. Au lieu de vingt-cinq enfants, chaque instituteur en aura donc quatre-vingts, ce qui est excessif. »

Ripert cite cette phrase du livre de Jaurès, *De la réalité du monde sensible* : « La conscience humaine a besoin de Dieu et elle saura le saisir malgré les sophistes qui n'en parlent que pour le dérober. » Encore un philosophe spiritualiste. Il s'écrie : « Je ne retire rien de ce que j'ai écrit. » Lerolle donne un aperçu de ce que contiennent les livres mis entre les mains des instituteurs. Il n'est plus question de Dieu ; mais déjà l'idée de patrie est battue en brèche. On soutient que « célébrer le courage guerrier, c'est risquer de donner aux élèves une véritable éducation de sauvages ». Cochin apprend à ses collègues que le résident de France à Tunis a fait signer par le bey un décret expulsant les frères maristes. Il ajoute : « Chasser et interdire en France les congréganistes, c'est les faire interdire partout où ils portent le nom de la France. » Au moment même où, à Madagascar, on fait fermer les écoles congréganistes, constate Aynard, plus de trois mille enfants sont recueillis par les missionnaires anglais protestants. « C'est ce qu'on veut, » fait remarquer un député.

Ferdinand Buisson, rapporteur de la loi de proscription que discute la Chambre, formule ses vues en matière de liberté : « Vous demandez la liberté d'être moine. Individuellement, vous l'avez. Collectivement, l'État doit vous la refuser. » C'est comme si on disait aux ouvriers : Vous avez le droit de vous syndiquer, mais pas collectivement. Buisson conclut : « Toute loi de laïcité ne peut être qu'une loi de liberté. » Combes est moins cauteleux. Il va droit au but : il reproche aux congréganistes de donner aux enfants un enseignement contre-révolutionnaire. Il soutient que les républicains seraient inexcusables de continuer à se laisser duper « en permettant aux ennemis nés de nos institutions de tourner contre elles une grande partie de notre jeunesse ». Voici sa conclusion : « La fermeté du gouvernement a *débarrassé* 8 à 9 000 communes des écoles qui s'y étaient établies indûment. Il ne tient qu'à vous, messieurs, d'achever cette délivrance morale. » Il veut certes l'apaisement, mais pour être véritable, il doit être fondé « sur la suppression de la source principale de nos divisions ». Ce qui revient à ceci :

Pour être unis, supprimons nos adversaires. *Ubi solitudinem, pacem appelant.*

Ribot essaie de mesurer le chemin parcouru en trois ans : l'auteur de la loi de 1901 est exclu de la majorité, désavoué ; on a fait sortir de cette loi le contraire de ce qu'elle avait promis. Elle devait être une garantie nouvelle pour les congrégations autorisées et elle les supprime en bloc. Ce que l'on fait maintenant est tellement contraire à ce qu'avait voulu le législateur de 1901, qu'un amendement proposant la suppression de toutes les congrégations n'avait recueilli que 43 voix. C'est en vain qu'on soutient que les élections ont passé par là. On a fait, au contraire, approuver par les électeurs la loi expliquée, commentée par Waldeck, et non ce qu'on voit aujourd'hui, qui en est la négation et que désavoue Waldeck lui-même.

Georges Leygues constate que le vote de la loi en discussion sera un désastre national, car elle va tarir le recrutement des maîtres dont ont besoin « les écoles françaises dirigées par nos missionnaires qui luttent contre les écoles anglaises et allemandes ». Noulens propose que les fermetures d'écoles congréganistes n'aient lieu que dans la mesure des crédits annuellement affectés à leur remplacement. Mais Combes ne l'entend pas ainsi. Il se fâche et tonne contre ce « piège des dissidents ». Il s'écrie : « Il faut être, dans le présent débat, avec le parti républicain contre la congrégation ou avec la congrégation contre le parti républicain. » Comme force démonstrative, c'est maigre, mais cela impressionne les timorés du marais blocard. C'est en vain que Noulens reproche au président du conseil d'avoir entraîné les députés au delà de leurs promesses et de leurs engagements. Sa motion est repoussée par 295 voix contre 255. C'est encore quarante voix de majorité.

Le passage à la discussion des articles est ordonné. La commission consent à admettre que l'application de la loi pourra s'étendre sur un espace de dix années. Raoul Péret se livre à un exposé juridique assez filandreux sur la liquidation des biens des congrégations dissoutes. Il propose des moyens de procédure destinés à faciliter les liquidations. Il soutient qu'une fois dissoute, la congrégation n'existe plus, elle n'est plus propriétaire. En ce cas, l'avoir doit être partagé entre les anciens membres. En réalité, ce sont les hommes de loi (liquidateurs, avocats, dont plusieurs

membres du Parlement) qui gardent tout. Qu'est devenu le milliard que Waldeck-Rousseau faisait briller aux yeux des électeurs? Volatilisé, mais non perdu pour tout le monde.

Plichon pose à Raoul Péret cette question : « Est-ce que vous n'êtes pas avocat des liquidateurs? » L'orateur fait semblant de n'avoir pas entendu. Mais Plichon insiste. Il fait remarquer que plusieurs de ses collègues de gauche sont à la fois avocats d'office à la tribune des spoliateurs des congrégations et, devant les tribunaux, avocats choisis par les liquidateurs qui les gratifient d'honoraires confortables. L'incident s'envenime. Ripert demande que les liquidateurs soient tenus de choisir leurs conseils en dehors du Parlement. C'est net. Mais l'extrême gauche, suivant une tactique qui lui est familière, se hâte, pour le noyer, d'élargir le débat en proposant de généraliser les incompatibilités parlementaires. Cette surenchère est de tout repos, car elle n'a aucune chance de succès et elle entraîne dans son rejet celui de la proposition spéciale.

En la circonstance, le terre-neuve des avocats des liquidateurs est un socialiste nommé Deville, que l'on récompensera un peu plus tard, lorsque ses électeurs auront refusé de voter plus longtemps pour lui, en le nommant ministre plénipotentiaire à Athènes, d'où il faudra un jour le rappeler pour incapacité notoire. La motion générale Deville et la motion spéciale Ripert sont renvoyées à une commission, ce qui, en langage parlementaire, veut dire enterrées.

Le 21 mars, Georges Leygues soutient un amendement exceptant de la fermeture les noviciats destinés à former le personnel des écoles françaises à l'étranger, dans les colonies et pays de protectorat. Le ministre des Colonies Doumergue le combat en s'appuyant sur un rapport du général Gallieni, gouverneur de Madagascar. Il n'en est pas moins établi que la proscription dont sont l'objet nos missionnaires va profiter à nos concurrents étrangers. Le bloc de gauche en prend son parti, mais pas tout entier. Il y a, cette fois, une grave fissure qui ira en s'élargissant et, pour la première fois, le cabinet est battu. Par 283 voix contre 172, l'amendement Leygues est adopté. On a le regret de constater que, par solidarité ministérielle, Delcassé a voté contre nos missions à l'étranger.

L'ensemble du projet de loi supprimant l'enseignement congréganiste est voté, le 28 mars, par 306 voix contre 241.

Le Sénat, sur le rapport de sa commission présidée par Clemenceau, expédie la loi, qui devient définitive le 5 juillet (166 voix contre 105).

* * *

En avril, le président Loubet, accompagné par Delcassé, est allé à Rome rendre au roi d'Italie la visite que celui-ci lui avait faite l'année précédente. C'est le premier chef d'État catholique qui ait ratifié dans une forme aussi solennelle la dépossession dont le pape a été l'objet en 1870. Le Saint-Siège a protesté.

Le 27 mai, un grand débat s'institue à la tribune de la Chambre. Les interpellateurs d'extrême gauche lui donnent un tour sur lequel il n'y a pas lieu de s'appesantir. Il suffit, pour en donner un aperçu, de citer ce membre de phrase du discours d'Allard : « Si le pape se prévaut... de la protection des intérêts catholiques en Orient, et de quelques autres balivernes... »

On a l'impression, dans cette affaire, de se trouver en présence d'une querelle cherchée par les partisans de la séparation pour rendre la rupture inévitable. Notre chargé d'affaires auprès du Vatican, répondant à un journaliste qui l'interrogeait, a fourni l'explication la plus raisonnable : « Si le gouvernement pontifical a cru devoir lancer sa note à la France et aux puissances catholiques, c'est moins pour créer un conflit que pour défendre une tradition. » Ribot dira plus tard de la version de la responsabilité du Saint-Siège dans la rupture : « C'est un mensonge historique. » Voici le récit qu'apporte Delcassé à la tribune :

> Le 4 mai, je recevais le texte d'une note qu'après le départ de Rome de M. le président de la République, le cardinal secrétaire d'État avait fait remettre à notre ambassade auprès du Saint-Siège. Il est dit dans cette note qu'en raison de la particulière bienveillance du Saint-Siège envers la France, le chef de l'État français est plus qu'un autre tenu d'user de plus grands égards envers lui, que la visite à Rome du président de la République a été une offense au Souverain Pontife beaucoup plus grande que celle qui résulterait de la visite d'un chef quelconque de nation catholique, et que, contre un événement aussi douloureux, le cardinal secrétaire d'État émet, au nom du pape, une protestation formelle et explicite.

Le mot d'offense avait déjà été prononcé lors du vote

par le Parlement des crédits pour le voyage. Delcassé avait répondu : « Il n'y a pas plus d'offense dans nos actes que dans nos intentions. Remplir un devoir évident, rendre une visite reçue, porter à l'Italie le salut de la France,... qui donc pourrait équitablement prendre ombrage d'une démarche aussi naturelle? » Le soir même de la réception de la note pontificale, Delcassé télégraphiait à notre ambassadeur, pour remettre au cardinal secrétaire d'État : « Le ministre des Affaires étrangères me charge de déclarer qu'ayant pris soin lui-même de préciser devant le Parlement le caractère et le but du voyage de M. le président de la République à Rome, il ne peut que repousser et les considérations qui sont développées dans la note du 28 avril et la forme sous laquelle elles sont présentées. » Cette déclaration fut portée le 6 mai au cardinal secrétaire d'État.

Delcassé ajoute cette phrase qu'il importe de retenir : « L'incident pouvait, il aurait dû rester clos. » Par qui fut-il rouvert? Par *l'Humanité*, le journal de Jaurès. Voici la suite du récit fait à la Chambre par le ministre des Affaires étrangères :

« Une circulaire relative au même voyage avait été adressée, au dire de l'*Osservatore romano*, aux gouvernements des nations catholiques. Le 17 mai, un journal de Paris a publié le texte de la circulaire ; elle contenait quelques variantes sans grande importance et en plus cette phrase : « Et si, « malgré cela, le nonce apostolique est resté à Paris, cela est « dû à de très graves motifs d'ordre et de nature tout spé- « ciaux. »

Ce qui est grave, d'après Delcassé, c'est cette sorte d'évocation, devant des gouvernements étrangers, d'une affaire purement française, cette communication à des gouvernements étrangers du langage dont on s'est servi à l'égard du chef de l'État français et qui prend un ton absolument inadmissible de remontrance. « Voilà, assure le ministre, ce qui constitue une offense. »

Le gouvernement français tient pour une offense non pas que le pape ait adressé la circulaire en question aux puissances catholiques ; cette circulaire, non seulement il en connaissait l'existence, mais il n'en ignorait pas la teneur. Ce qui l'a offensé, c'est la publicité donnée au document. Par les soins de qui a eu lieu cette divulgation? Par les soins de Jaurès en personne. Comment la circulaire pontificale est-

elle parvenue entre ses mains? Le Vatican ne l'a évidemment pas pris pour confident. Pas davantage l'un quelconque des gouvernements catholiques destinataires. On a parlé un moment du prince de Monaco qui, étant d'opinions dreyfusistes, aurait consenti à servir les rancunes des anticléricaux. Ce qui est certain, c'est que Combes, par une indiscrétion, monégasque ou autre, a eu en mains le document dès sa réception par les intéressés, qu'il l'a montré à ses confidents du premier degré et que Jaurès en a exigé la divulgation.

Celle-ci, faite par les soins de *l'Humanité*, a été suivie d'une campagne concertée des organes de gauche pour exiger le rappel immédiat de notre ambassadeur Nisard. Combes est aussitôt entré dans les vues de Jaurès, et il a fait décider par le conseil des ministres, Delcassé marchant un peu à contre-cœur, non pas la mise en congé illimité de l'ambassadeur, — c'eût été insuffisant, — tout de même pas le retrait de l'ambassade, — c'eût été aller trop vite en besogne, — mais le rappel de l'ambassadeur. Cette décision était déjà prise, coupant court à toute possibilité d'explications et d'accommodement, alors que Delcassé faisait faire au Vatican une démarche par Nisard. Le cardinal Merry del Val était sommé de dire immédiatement et verbalement si la circulaire était authentique. Le secrétaire d'État refusait de subir une violence aussi caractérisée. Toutefois il promettait de faire à « très bref délai » une réponse écrite. Delcassé considérait que c'était éluder la question ; vingt-quatre heures après, notre ambassadeur avait quitté Rome.

Deux questions se posent à l'esprit : à quoi répondait l'ultime démarche imposée à Nisard auprès du cardinal Merry del Val puisque la décision de son rappel était déjà prise à Paris? Et pourquoi Delcassé a-t-il refusé au Saint-Siège — dépourvu, il est vrai, de tous canons autres que ceux de l'Église — les vingt-quatre heures de délai que l'Autriche elle-même ne refusa pas à la Serbie en juillet 1914? En vingt-quatre heures, le cardinal pouvait, au nom du pape, faire une réponse écrite satisfaisante. Mais c'est ce que, place Beauvau et dans les bureaux de *l'Humanité*, on ne voulait à aucun prix. On avait un prétexte pour rompre, il ne fallait pas le laisser échapper (1).

(1) On a su depuis que le cardinal Merry del Val avait demandé une heure pour donner une réponse décisive et satisfaisante pour la France. Cela même, Nisard avait ordre de le refuser.

Du reste, Briand, qui commence à jouer un rôle, avoue que tout est prêt pour que la conjuration réussisse. Dès la fin de l'année 1903, la Chambre a nommé une commission spéciale chargée d'examiner les projets de séparation des Églises et de l'État déposés sur son bureau. Il en est le rapporteur provisoire ; sa tâche sera achevée sous peu. Son projet « permettra à l'État de se dégager de ses liens sans violence, presque sans rupture, de telle manière qu'il n'en résulte pas de trouble pour le pays ». Déjà, Briand se pose en partisan de la manière douce. Il se mue en opportuniste.

Combes déclare qu'il a voulu en finir « une fois pour toutes avec la fiction surannée d'un pouvoir temporel disparu depuis plus de trente ans ». Cependant, aussi longtemps que l'ambassade n'aura pas été supprimée par un vote formel des Chambres, il est obligé d'entretenir au Vatican un fondé de pouvoirs pour l'expédition des affaires. Mais il accepte, aux applaudissements de l'extrême gauche, le rendez-vous donné par Briand à la Chambre pour la discussion de son rapport sur la séparation.

Ribot enregistre l'aveu de Delcassé que si la circulaire n'avait pas été livrée à la publicité par un ami du gouvernement, l'incident était clos. Il ajoute, avec une pointe d'ironie, que Jaurès a rendu un mauvais service au cabinet. « Qui sait ! » réplique celui-ci. Et tout le monde de rire, car tout le monde sait à quoi s'en tenir sur cette intrigue. Ribot veut croire malgré tout que le conflit avec le Saint-Siège sera limité dans sa durée.

Sarrien, Étienne et Bienvenu-Martin déposent l'ordre du jour de confiance qui doit clore le débat. Jaurès s'y rallie. Opportuniste, lui aussi, il se contente d'un texte qui ne souffle pas mot de la séparation et qui se borne à approuver le gouvernement d'avoir rappelé notre ambassadeur. Les concordataires de gauche et même du centre peuvent encore, avec beaucoup de bonne volonté, voter cela. Ils n'y manquent pas et l'ordre du jour recueille 420 voix contre 90. Sans paraître s'en douter, une centaine de modérés ont aidé à planter le premier jalon de la séparation.

On raconte que Combes apprend le russe et qu'il fait des progrès assez sensibles dans cette langue difficile. Cependant il n'a guère de loisirs. Les interpellations pleuvent à la Chambre. Le 3 juin 1904, Georges Grosjean institue un débat sur les instituteurs qui font de l'antipatriotisme à

l'école : il s'étend longuement sur le *Manuel* de Gustave Hervé. Il serait cruel d'y insister, son auteur en ayant depuis renié les doctrines. Mais il y a les *Annales de la jeunesse laïque* et la *Revue de l'enseignement primaire*. On lit dans la première de ces publications : « Si la chose dépendait de moi, je n'hésiterais pas à conseiller à la France de donner le plus noble exemple qui ait jamais été donné à aucun peuple en désarmant *sans demander de réciprocité*. Le sacrifice d'un peuple voué en holocauste au progrès humain me remplit d'admiration. » Quant à la *Revue*, elle contient bien d'autres perles. Celle-ci entre autres : « Il n'y a rien qui ne soit préférable à la guerre. Plutôt l'insurrection que la guerre ! »

Gauthier (de Clagny) rappelle que les fondateurs de la troisième République étaient patriotes. Paul Bert est l'auteur d'un *Manuel* qui est proscrit maintenant comme entaché de chauvinisme. Chaumié, ministre de l'Instruction publique, consent à blâmer Hervé et les publications scolaires antipatriotiques. Encore un piège tendu à la crédulité des républicains. C'est Jaurès qui le dit et qui, cette fois, n'hésite pas à se détacher du bloc de gauche, sachant, il est vrai, que le gouvernement n'est pas en danger, car une majorité de rechange, formée par l'appoint de la droite et du centre, va le sauver. Chaumié voit en effet ses déclarations approuvées par 468 voix contre 47. La Chambre, dans son immense majorité, est hostile aux doctrines de Jaurès, qui n'en va pas moins demeurer le maître de la situation. Quel étrange paradoxe !

En juillet, la Chambre vote la réduction du service militaire à deux ans. Lannes de Montebello a demandé au général André de faire connaître l'avis du conseil supérieur de la guerre. Le conseil est hostile à cette réduction, qui va nous donner des unités squelettiques et anémier nos troupes de couverture à la frontière, à un moment où la guerre russo-japonaise rend la situation extérieure si dangereuse. André refuse d'accéder à la demande de Montebello. La compétence et la responsabilité du conseil supérieur ne comptent pas, et, l'intérêt électoral l'emportant sur l'intérêt national, la loi est votée par 489 voix contre 42.

LÉOPOLD MARCELLIN.

(A suivre.)

La Survivante [1]

VIII

La nouvelle du succès de l'exposition s'était répandue en Gironde où elle trouvait beaucoup d'incrédules. Les échos glissaient à la surface des esprits sans les pénétrer. Élisabeth avait pourtant reçu de son père quelques lettres brèves, dans lesquelles perçait l'orgueil satisfait ; Mme Virelade, passant comme toujours à côté des choses, se réjouissait de savoir que sa fille avait pris quelques distractions ; elle lui posait quantité de questions sur ses toilettes, les personnes qu'elle devait voir : « Tu avais besoin de sortir un peu de cette propriété où la vie est si triste, l'hiver surtout. Nous avons eu des pluies terribles, au moment des grandes marées, et la Garonne a passé par-dessus les digues. Tu penses dans quel état était ton père. L'eau, heureusement, n'est pas entrée dans la maison. Nous en aurions eu pour des années à vivre dans l'humidité. On disait déjà que ce serait comme cet autre hiver, où l'inondation nous avait bloqués au premier étage ; les barriques flottaient dans le chai, les cuirs des voitures ont toujours gardé l'odeur de moisi. C'était épouvantable. Et puis ton père qui assombrit tout : les travaux de l'île ne sont pas finis, je vois toujours passer les gabares chargées de poteaux de mines. Il paraît que c'est maintenant la pointe qui s'écroule. Dieu sait ce que cela nous coûtera ! »

Mais, avec la fin de l'exposition, Mme Virelade parla de la maison

(1) Voir *la Revue universelle* des 1er et 15 septembre, 1er octobre 1923.

vide, du printemps proche, et pressa sa fille de dire ses projets. « Ta belle-mère, insinuait-elle, me demande quand tu rentreras. Je ne sais si elle t'a écrit. Il faut bien te prévenir qu'elle va partout répétant que tu as fait des affaires d'or avec les tableaux du pauvre Georges. Mais je ne peux croire qu'tu les aies vendus les prix qu'elle dit. Tu sais combien elle exagère, et la pensée que tu as touché de l'argent lui porte à la tête. Tout cela est fort ennuyeux, parce que certaines personnes pourraient croire que tu as cherché ton intérêt. Enfin, laissons dire. Toi, ma chère enfant, tu sais te mettre au-dessus de ces petitesses. Et je ne peux pas répéter assez combien je t'admire. Ceux qui te connaissent savent bien d'ailleurs ce que tu vaux, et que seuls les motifs les plus nobles et les plus purs t'ont déterminée. »

Mlle de Lagarette, après une période d'enthousiasme, parlait aussi du retour. Elle félicitait Élisabeth d'avoir mené à bien sa grande œuvre. D'autre part, une de ses amies lui ayant appris que Lucien avait été vu plusieurs fois avec Élisabeth, elle s'était empressée de conclure que l'influence de la jeune femme s'exerçait d'une bienfaisante manière sur ce cœur malade : c'était, disait-elle, une bonne œuvre, dont elle avait hâte de l'entretenir.

Ces lettres naïves, pénétrées de calme tendresse, portaient le reflet d'un petit monde paisible, semblable à lui-même, où aucune idée n'avait varié en ces derniers mois. Dans ces cœurs loyaux, elle était toujours la veuve infaillible, qu'entourait une légende d'amour et de sainteté. Elle l'était pour toute sa vie. On eût repoussé, comme abominable, l'idée que la tentation pouvait l'ébranler. Était-ce parce que le cadre là-bas restait si solide, l'armature si ferme, que la faiblesse se trouvait presque à son insu engrenée et consolidée? Mais cela lui paraissait loin. Le remords aussi l'envahissait, parce que ces lettres semblaient adressées à une Élisabeth qu'elle n'avait plus conscience d'être.

Elle vivait maintenant tapie dans son petit appartement, ne voyant personne. La femme de ménage, le matin, apportait la bouteille de lait, préparait le déjeuner. Puis elle s'en allait, la porte se refermait sur la solitude. Cette fin de mars fut troublée d'orages et de mauvais temps. Il y eut même un jour de neige. L'après-midi, une lumière mortuaire blêmissant les choses, Élisabeth sortit pour marcher un peu. Paris, ses bruits étouffés, semblait désolé : un ciel cotonneux et blafard sur la Seine glauque, des champignons de velours blanc sur les arbres en suie, des toits ourlés de marbre lunaire. Des balayeurs, empaquetés de loques, poussaient le gâchis fangeux au bord des trottoirs. Elle rentra glacée. Le lendemain,

quelques rayons de soleil parurent entre des giboulées de grêle ; le grésil, qui passait dans les fentes du grand vitrage de l'atelier, rebondissait en perles de cristal sur le parquet, les chaises, une petite table. Elle épongea, étendit des linges. Il y avait dans le ciel des grondements et des déchirures roses d'éclairs.

Lucien, depuis qu'il lui avait si durement parlé, ne paraissait plus. Au premier moment, elle l'avait détesté pour ces mots violents, cette projection de lumière crue jaillie sur l'intime misère de son cœur. Elle avait pensé qu'il reviendrait, qu'il s'excuserait ; elle attendait son coup de sonnette ou la lettre glissée sous la porte. Rien n'était venu ; elle y pensait dans son lit, se retournant sur cette colère peu à peu muée en regret ; chaque matin, en reprenant sa vie désœuvrée, elle retrouvait plus cruellement l'impression de vide, de manque, la détresse de l'ami perdu.

Il y avait longtemps qu'elle aurait dû penser qu'il l'aimait. Mais son esprit ne s'arrêtait pas à cette conjecture ; surtout son cœur ne le *sentait* pas.

Maintenant, avec le brusque renversement des choses d'où la vérité sortait découverte, une lumière insupportable éclairait les mois qu'elle venait de vivre. Il lui arrivait de penser, non point seulement à elle, mais à Lucien. N'avait-elle pas, en lui parlant toujours de son amour, soufflé sur un feu qui ne demandait qu'à tout embraser? Elle s'accusait d'être en réalité ce qu'il disait, orgueilleuse, éprise peut-être d'une idée vaine. Dans quelle impasse cruelle son imprudence les avait jetés? Son regard plongeait au fond d'elle-même, tantôt avec un dégoût profond, tantôt avec une immense pitié de son cœur.

Pourquoi la vie l'avait-elle ainsi dépouillée? Tout, en ce moment, lui faisait défaut. Ce n'était pas qu'elle cessât de penser à Georges ; mais, après le grand effort de ces mois derniers, son être était comme vidé d'amour. Elle prenait conscience d'un épuisement de toutes ses réserves qui la laissait aride, desséchée. Elle ne pouvait croire que cela durât : mais pourquoi avait-elle vendu tant de toiles, amoindrissant cette présence réelle de Georges qui l'entourait et la défendait? Elle restait des heures entières dans l'atelier, les yeux fixés sur les places vides, gardienne d'un sanctuaire irrémédiablement appauvri.

Maintenant elle ne voyait plus rien à faire. L'œuvre rayonnante grandirait seule dans l'esprit des hommes. Jamais d'ailleurs, de son vivant pas plus que maintenant, il n'avait vraiment eu besoin de son aide. Savait-elle seulement s'il n'avait pas aimé d'autres femmes? Lucien peut-être l'aurait pu dire, mais il s'était tu, se tairait toujours.

Cependant les Lopès-Welsch lui envoyaient des invitations, d'autres personnes aussi, qui s'étonnaient de sa brusque retraite, demandaient si elle était partie. Elle remarqua que le nom de Lucien revenait souvent dans ces billets : « on avait vu M. Portets... Il avait dit... Il ne savait rien. » L'idée la frappa que le monde avait commencé d'établir entre lui et elle un rapport, une sorte de lien que son esprit repoussait de toutes ses forces. Était-ce qu'on la croyait déjà infidèle? Mais, réfléchissant à sa conduite qui lui avait jusque-là paru si simple, elle sentait grandir le remords : elle se rappela des regards de Lucien, le feu trouble qui noyait parfois ses prunelles ; et cette intimité journalière, ces longues promenades, jusqu'aux repas à la même table, si près de la place où Georges s'asseyait. Qu'en penseraient-ils, ceux à qui ces choses seraient dites? Sa belle-mère, avec son implacable jugement, aurait beau jeu de répéter qu'elle ferait mieux de se remarier.

Mais elle était sûre que Lucien ne la trahirait pas. Y avait-il donc, entre eux, un commencement de complicité? Comme il devait la mépriser, lui dont le regard embusqué derrière son lorgnon la térébrait si profondément ! S'il avait été impitoyable, lui jetant à la face ses pensées secrètes, c'est parce qu'il savait ! Il avait suivi jour par jour, en témoin lucide qui marquait les coups, la ruine de ses forces au milieu du monde ; sa peur de la vie à vivre, son affaissement, sa déception d'elle-même, il avait tout discerné, dès cette soirée chez les Lopès-Welsch après laquelle il ne lui avait rien demandé.

Combien elle sentait grandir le désir de le revoir, de se justifier, de lui redire désespérément, comme on se venge, qu'il s'était trompé. Puisqu'il continuait à ne pas venir, elle lui écrivit, déchira la lettre, la recommença. Ils ne pouvaient pas se quitter de cette façon ; elle mentit, parla de son amitié comme si elle n'avait pas compris. Au bureau de poste où elle acheta un timbre, une employée du téléphone, grasse, agréable, la tête découverte, assise à une petite table, faisait ses appels. Elle eut l'impression qu'une jeune femme blonde, debout près de la porte, pâlissait extraordinairement. Des gens s'enfermaient dans les cabines et en sortaient. La petite blonde entra, reparut un instant après. Elle semblait avoir les jambes brisées.

Élisabeth se retrouva sur le boulevard, regarda la fente de la boîte, allongea la main, se ravisa : non, elle n'enverrait pas cette lettre, ce serait de la folie, il triompherait, il croirait qu'elle ne pouvait pas se passer de lui.

Il était quatre heures et demie. Elle acheta un journal, traversa

la chaussée, se garant du double courant rapide des voitures. Il lui eût fallu, ce soir-là, tout de suite, quelque chose d'heureux. Mais rien, rien ; dans la cage vitrée de la concierge, elle aperçut, vide de la lettre qu'elle attendait, son casier jaunâtre ; un chat d'un blanc sale, coiffé d'oreilles noires, dormait en boule sur un petit carré de tapis.

Dans sa chambre, une bagarre d'objets épars et de vêtements recouvrait le lit. Un petit poêle fumait, imprégnant la pièce d'une malsaine odeur de pétrole. Au fond d'une glace, comme elle passait, elle se vit vieille, ravagée, ses yeux enfoncés, sous un grand chapeau aux ailes abattues.

La plus grande marque de faiblesse, dans certaines natures, est de s'arrêter au bord du succès ; à l'instant même où le mystérieux génie de la victoire souffle de poursuivre un avantage, de précipiter la débâcle, une hésitation les paralyse, l'instinct fait place à la discussion, et une déroute inexplicable disperse les forces qu'il aurait fallu jeter vers le but.

C'est ainsi que Lucien n'était pas revenu chez Élisabeth. Le bon sens, l'intérêt, l'amour, eussent dû le presser de la revoir, coûte que coûte ; il ne devait pas, entre elle et lui, laisser s'aggraver ce lourd malaise d'où une flamme brusque pouvait jaillir, mais qu'épaississait le silence. A mettre les choses au pire, il lui eût été facile de se disculper, de jouer un rôle. Il y avait les plus grandes chances que tout se passât bien, en attendant l'instant favorable, le mouvement intérieur qui peut-être triompherait.

Mais son orgueil s'était emparé de lui. Il avait peur, une peur profonde, insoutenable, qu'au moment décisif se fît jour l'aveu qu'elle l'avait toujours dédaigné. Il la voyait entièrement changée, le regardant non plus avec bonté, avec amitié, mais d'une manière qui l'éclairait sur ses sentiments. Ce n'était pas tant son amie qu'il fuyait que cette épreuve devant laquelle ses forces se dérobaient.

Il vivait misérablement. Chaque matin, à sa table de travail, il retrouvait cette sensation d'isolement, d'insensibilité qui n'était au fond qu'un manque de foi. Le chagrin attaché à son esprit rongeait sourdement. En réalité, il n'avait rien fait qui l'empêchât de revenir chez Élisabeth. Mais chaque jour qui passait rendait ce retour plus difficile. Il pensait, avec un déchirant regret, à son explication brutale et insuffisante. C'était son malheur, ayant si longtemps attendu pour parler enfin, de n'avoir pas dit ce qu'il avait au cœur.

Une grande lassitude le courbaturait ; il se levait tard, manquait

de courage pour sortir, aller déjeuner. A une heure, et plus tard parfois, il prenait enfin son chapeau, fatigué, sans faim. Dans la salle du restaurant, il s'apercevait que son porte-monnaie était oublié : « Mangez quand même, » lui disait le garçon, un grand blond, en tablier blanc sur sa veste noire. Mais il revenait sur ses pas, traversait une petite place où patinaient des enfants en tablier, remontait chez lui, redescendait. Il était deux heures. Dans le restaurant vide, un garçon comptait son argent et des tickets sur une petite table. D'autres enlevaient les nappes souillées.

Jusqu'à l'épuisement, son esprit ressassait les occasions manquées : tant de jours où il avait passé des heures auprès d'elle ; et toujours le besoin de discuter, de ratiociner, alors qu'il eût peut-être suffi de découvrir celui qu'il était au fond, que personne n'avait encore vu ; jamais il n'avait pu se défaire de ce désir de savoir ce qu'on pensait de lui, d'être estimé pour une valeur intellectuelle qui dans l'amour est bien peu de chose. Mais non, il n'aurait pas supporté qu'Élisabeth, si elle avait eu un sentiment quelconque pour lui, ne l'admirât pas.

Le souvenir de Georges le hantait aussi, Georges qu'elle avait aimé le premier, Georges paré des souvenirs de leur jeune amour ; Georges qu'elle lui trouverait toujours supérieur.

Puis brusquement reparaissait l'idée excitante que cet être tellement aimé n'était pas moins mort, qu'un souvenir s'efface, et que lui, lui, était vivant. Combien d'autres veuves, profondément blessées dans leur cœur, s'étaient apaisées, avaient fait bravement l'essai d'une nouvelle vie, s'y sentaient heureuses. Qui l'empêcherait de dire un jour à Élisabeth, mais non point de son ton amer et sarcastique : « Il y a le bonheur, tout ce que l'avenir peut vous réserver, que vous ne savez pas. Est-ce qu'on sait jamais? »

Il se voyait, entrant chez elle : peut-être l'aurait-elle reçu comme tant d'autres fois, dans son petit salon, simplement, en faisant le thé. S'il l'avait voulu, il aurait pu la rejoindre dans dix minutes. Peut-être tous les deux, comme *avant*, seraient-ils sortis? Il y avait le matin des violettes sur le Pont-Neuf — un empilement de violettes d'un bleu nocturne, en collerettes vertes, à côté d'un grand mannequin de roseaux vidé. Au restaurant, une jeune femme, en face de lui, avait mis un bouquet dans un verre pendant le repas. L'odeur faible et délicieuse l'avait pénétré ; un de ces parfums avant-coureurs du printemps qui approche, qui flotte déjà dans la buée prise aux branches des arbres. Oui, il serait entré chez elle, et le moment venu — un moment dont la crainte lui crispait le cœur — il aurait dit ces belles choses d'un placement si difficile, qui

lui restaient toujours pour compte : « Si elle voulait, elle susciterait en lui le grand artiste qu'il n'avait pas seul la force d'être. Personne ne l'avait jamais soutenu — ni père, ni mère, ni un ami — jamais aimé comme il faut qu'on aime, avec la foi qui discerne le meilleur de l'homme ou même le crée, rien qu'en y croyant. Ensemble, ils feraient de leur vie une œuvre d'art, riche d'émotion, de beauté cachée. » Elle était l'unique femme qui lui eût donné ces désirs, et il était bien vrai que les autres, ses brèves liaisons, n'avaient eu dans sa vie aucune importance. Peut-être à ce moment, le regardant avec attention, aurait-elle découvert qu'il n'était pas l'homme sans avenir, le raté, qu'elle avait cru voir.

Un soir — c'était à la fin d'un après-midi de dimanche — Lucien, passant sous les marronniers de la place Dauphine, s'aperçut qu'ils étaient criblés de bourgeons. Le petit espace en patte d'oie, rétréci par de vieilles maisons lézardées, était presque vide. Seuls tourbillonnaient trois ou quatre enfants qui décrivaient des cercles comme les martinets dans l'air bleu.

Lucien, longeant les boutiques où somnolait la paix du dimanche, marchait sur un délicat tapis de soleil et d'ombres légères qui reflétait les arbres encore presque nus. Une sensation de courage, après la longue période d'inaction, courait dans ses veines. Dans son appartement morne et triste, vide de celle qui sans doute ne viendrait jamais, les idées de défaite le dominaient ; dehors, dans le calme doré de cette journée, une sorte d'espoir extrêmement faible mais gonflé de vie le régénérait. Les difficultés imaginaires s'absorbaient dans cette impression qu'il lui restait à tenter une chance magnifique. Il semblait que les choses fussent en train de se retourner dans son esprit, cachant peu à peu le côté obscur pour découvrir enfin une face éclairée d'où rayonnaient de chaudes sensations de joie.

Tout à l'heure, il lui eût paru impossible de sortir du désert de son inaction, de traverser la place, le Pont-Neuf grouillant de promeneurs, pour reprendre le chemin de la rue de Seine. Maintenant il le faisait naturellement, le cerveau dégagé, vivant. L'afflux des forces nerveuses lui donnait cette illusion de courage dont les brusques réactions transforment les faibles. Ce serait plus facile qu'il ne le pensait. Et il allait, d'une allure calme, comme quelqu'un dont la décision ne saurait changer. Un vent printanier faisait voler des planches coloriées d'oiseaux et de fleurs, accrochées aux boîtes des bouquinistes, bâillant sur le quai, autour desquelles

s'agglutinaient les gens désœuvrés. Il entrevit un portrait de la reine Victoria couronnée de perles.

L'horloge de l'Institut marquait cinq heures mais la lumière était encore haute et radieuse. Tout cela n'avait pas duré un quart d'heure. Il lui semblait pourtant avoir parcouru un interminable chemin. Depuis combien de temps, à travers quelles tortueuses difficultés allait-il vers elle? Maintenant le ressentiment de leur dernière rencontre était dissipé : une fois seulement, et avec quelle maladresse, il avait essayé d'expliquer son cœur ; si elle avait paru se rétracter, muette et blessée, n'était-ce pas à sa violence qu'il devait s'en prendre?

Il était sûr de la trouver chez elle ; cependant, quand la sonnette de l'appartement résonna dans la solitude sans qu'aucun pas se fît entendre, son cœur s'arrêta. Il monta à l'étage de l'atelier ; cette fois, il sentit que son bonheur venait, approchait ; la porte s'ouvrit.

Elle était debout, dans l'ombre du couloir, les yeux brûlants et agrandis, les bras pendants sur sa robe lâche. Dans une sorte de double vue, il crut deviner qu'elle l'attendait ; des excuses se pressaient dans son esprit pour justifier sa longue absence. Mais comme il effleurait de ses lèvres la longue main brune où brillait l'alliance, elle eut un tressaillement rapide et la retira.

L'atelier lui parut changé. Ce n'était pas seulement à cause des toiles plus clairsemées ; le bureau avait été débarrassé de ses bibelots ; il sentait dans l'atmosphère une froideur étrange, comme si l'âme de la pièce eût été frappée d'inertie.

Cependant Élisabeth, accueillant ses excuses avec politesse, s'en couvrait ainsi que d'un bouclier : après tant de circonstances qui avaient pris beaucoup de son temps, il était naturel que le travail l'eût absorbé.

Elle était assise à contre-jour, dans un des fauteuils paillés, le coude sur l'appui de bois chantourné. Lui, presque en face, son vieux chapeau mou dans les mains. Sa décision ayant été prise si soudainement, il n'avait même pas pensé à changer la cravate fripée de ces derniers jours ; mais peut-être était-il plus touchant, sans apprêts, avec ses cheveux longs et son air de sortir d'un mauvais rêve.

Malheureusement son démon habituel, réveillé en lui, l'engageait encore à dire ce qu'il ne fallait pas. Il s'enfonçait, tête baissée, dans une fausse route : le travail, en effet, l'absorbait beaucoup, il avait des œuvres en train... sa voix changeait, se dénaturait, pour dépeindre avec une sorte d'emphase qui ne lui ressemblait guère ses projets littéraires, ses conceptions d'art. Il semblait que ce fût un petit discours préparé d'avance, une de ces professions de foi que

l'on se récite dans sa chambre, pour renoncer à s'en servir, le moment venu, tant elles paraissent brusquement gauches et inopportunes. Lui, s'enferrait, le visage un peu coloré, ses énergies accrochées à l'inutile démonstration.

Deux ou trois fois, ayant ôté son lorgnon, tourné vers elle ses yeux découverts, il lui avait trouvé l'air contraint : elle écoutait, avec une expression de patient ennui, comme résignée à une corvée inévitable. Il était évident que rien de cela ne l'intéressait.

C'était un fait qu'il ne pouvait plus s'arrêter. Le silence l'accablait pourtant, et plus encore quelque chose au-dessus de lui qui pesait lourdement sur son esprit : levant la tête, il vit, bien en face, avec son épaule amputée et son autre bras fendu jusqu'aux doigts, le grand Christ que la guerre avait foudroyé. Une image passa dans ses yeux, la vision d'un amour muet et saccagé dont le reproche les assombrissait. Ce fut comme si son être se vidait brusquement d'orgueil.

Elle sentit soudain ses genoux embrassés, un enlacement inexprimable : cette fois, en larmes, le front dans sa robe, il laissait sangloter son cœur :

— C'est moi, *moi seul* qui vous ai aimée !

Un vertige passait dans son esprit avec l'impression qu'elle le laissait faire ; et, la serrant éperdument, il écrasait de baisers ses mains, les rassemblait dans les siennes et les pétrissait, comme pour s'en emparer plus profondément ; mais enfin elle se dégageait, avec un geste de ses deux bras qui semblait à la fois l'éloigner et le retenir.

Il se redressa lentement, les genoux tremblants ; à travers ses larmes, elle lui parut d'une pâleur de morte. Ses yeux brillaient extraordinairement, sans qu'il pût distinguer si c'était d'épouvante ou de remords sombre.

Soudain, elle sembla se souvenir et le regarda fixement :

— *Vous seul*, interrogea-t-elle, comment osez-vous, que voulez-vous dire?

Un sanglot profond la secoua.

— Ce n'est pas vrai... Vous n'en savez rien...

Elle s'était abattue sur le canapé, écroulée et répétant avec désespoir :

— Et c'est vous, vous qui me le dites. Ah ! comme c'est lâche !

Lui, penché sur elle, frémissant et bouleversé, la suppliait de se calmer. Il l'avait prise dans ses bras, elle sanglotait sur son épaule, le visage caché dans ses mains ; et il couvrait de baisers ces cheveux sombres, cette tête si lourde et si chère qui s'abaissait peu à peu jusqu'à ses genoux, comme courbée par l'humiliation.

Il ne s'efforçait plus que de la consoler, mais à la tenir enfin dans ses bras, sous sa bouche, toute blessée par lui, à boire ses larmes sur ses joues en feu, la stupeur du mal qu'il avait fait se fondait dans une farouche sensation de joie. Le démon obscur du désir, dans sa chair enivrée par la chaleur de cette autre chair, n'aspirait plus qu'à se rassasier. Son épaule se creusait pour la recevoir, pour offrir un repos à ce front d'errante. D'où venait pourtant cette impression d'un mort gisant à leurs pieds, entre eux, dont il ne pouvait se débarrasser?

Sa bouche avait presque rejoint sa bouche, s'y appuyant et se retirant, pour revenir plus désespérément insistante comme un appel à ses sources vives : elle le repoussa, avec faiblesse d'abord, puis avec horreur, et se redressant :

— Allez-vous-en... Allez-vous-en... J'aurais dû me douter que vous me feriez un jour tout ce mal... Qui vous a permis de venir, de parler ainsi?

Et sur la porte, une dernière fois :

— Vous avez menti!

Le jour s'affaiblissait lentement. Qu'était-il arrivé? Un moment d'exaspération, des mots cruels, irréparables. Maintenant il était parti. Élisabeth, assise, prostrée, sa figure brûlante cachée dans ses mains, sanglotait de honte.

Était-ce possible? Qu'avait-il fait? Qu'avait-elle fait d'elle-même? C'était elle qui avait aux lèvres cette brûlure, et dans sa chair cette blessure rouverte et inavouée. Combien elle détestait l'homme qui l'avait surprise : même rejeté, haï, méprisé, il l'avait tenue dans ses bras. Elle n'était pas sûre de ne lui avoir pas accordé, le temps d'une éternelle seconde, un consentement de ses forces obscures.

Lui aussi avait le droit de la mépriser. Elle, l'admirable, l'irréprochable! Ah! qu'il devait se venger par une joie féroce! Il était de ceux qui n'apportent partout que la contagion du mal et de la misère. En avait-elle autrefois le pressentiment quand elle le fuyait, se détournant de lui, s'irritant de le trouver toujours sur sa route? Mais pourquoi, imprudente, au lieu de se fier à cette première et sûre impression, s'était-elle prise à ses fausses promesses, à son amitié plus menteuse encore qui venait souiller de son venin jusqu'à la beauté de ses souvenirs?

Elle se leva, fit quelques pas, retomba sans force. C'était ici, dans cet atelier... Ces petites toiles décolorées par le crépuscule, ces choses de son passé muettes autour d'elle, tout la condamnait. Mais c'était

elle surtout, la femme qu'elle avait été jusqu'à cette heure, qu'elle n'avait pas au fond cessé d'être, qui se dressait pour lui reprocher de l'avoir trahie. Elle avait une chose admirable, son amour, la foi ardente en son amour, la pureté merveilleuse de sa vie entière. C'était cela, son trésor magnifique, qu'elle avait gâché ; c'était sur cela qu'elle pleurait, Ève inconsolable, par elle-même chassée de son paradis. Tant qu'elle avait eu ce trésor intérieur, elle était riche de toute la beauté qu'une femme peut posséder au monde. La laideur lui faisait horreur, cette déchéance intime et profonde que le monde ne verrait pas mais qu'elle aurait toujours sous les yeux, elle et son complice.

« Pourquoi, se demandait-elle, son menton pressé dans ses mains, pourquoi ne me suis-je pas fiée à moi-même? » Quel abaissement de livrer ses doutes, ses inquiétudes, à celui-là même qui n'attendait que le moment de la perdre, en les exploitant ! La réponse avait fini par jaillir : « *C'est moi, moi seul, qui vous ai aimée.* » Comment osait-il? Pouvait-il y avoir pour elle une insulte pire? Mais elle l'avait bien attirée, par son insistance à le presser, à le questionner, comme pour lui arracher une preuve décisive et qui lui manquait. C'était à elle de garder sa foi, elle seule devait tendre jusqu'à l'héroïsme cette volonté de croire plus forte que tout, qui sauve magnifiquement et recrée l'amour.

Du moins, il avait été bien puni, elle lui avait jeté au visage ce qu'il méritait. Qu'attendait-il de cette bassesse? Georges ne l'avait pas aimée... qu'en savait-il? D'où lui venait cette suffisance? Ce n'était pas à un homme comme lui que Georges se fût confié, ni à personne. Quand même un mot malheureux lui eût échappé, qu'était-ce que cela? On s'irrite, on parle, mais ces mouvements ne sont qu'en surface, étrangers au cœur qui leur résiste ou qui les dément. Ne comprenait-il pas, quand elle s'acharnait à l'interroger, qu'il n'avait qu'une chose à répondre, à cent fois redire, la seule chose profondément vraie : que Georges l'aimait.

« C'est un malheureux », pensa-t-elle, en marchant dans la grande pièce enténébrée. Une force désordonnée ne lui permettait plus de rester en place. Les impressions les plus diverses se déclanchaient, instantanées et contradictoires, la soulevant de colère ou laissant retomber son âme dans une sorte de pitié pour lui et pour elle. Le poison que ses lèvres lui avaient versé continuait de circuler dans son sang fiévreux. Toutes ses facultés de souffrir s'y embrasaient mystérieusement. C'était bon, pourtant, ces baisers presque fraternels, cette joue chaude qui pressait sa tête, cette sensation de pleurer enfin sur une épaule ! Pourquoi n'était-ce pas quelquefois

possible? Puis elle se rappela le frisson brutal... Elle ne pourrait jamais oublier cela, elle ne lui avait pas assez dit qu'elle le détestait.

Les moments de crise, en exaltant les forces à l'extrême, jettent malgré eux les gens dans l'action. Il leur faut, en dépit de toute prudence, se précipiter vers une issue. Élisabeth, étendue sur le canapé, les yeux fermés, essayait en vain de se reposer, de ne plus penser : l'idée fixe ne la lâchait pas, le désir harcelant de revoir Lucien, de s'expliquer coûte que coûte, une dernière fois.

Ce fut alors qu'elle fit cette chose qu'elle ne pourrait jamais oublier, qui lui parut à ce moment-là presque naturelle et dont le souvenir resterait en elle comme une honte : elle mit son chapeau, descendit, enfila des rues ; il pleuvait un peu dans la nuit tombée, de fines gouttes que l'on voyait briller près des réverbères. C'était elle qui montait dans le noir d'un escalier, s'arrêtait devant une porte, regardait la raie de lumière.

Mais lui, lui, ne devait jamais savoir qu'elle était venue, que sa main posée sur le timbre s'était retirée.

Un quart d'heure après, elle était rentrée chez elle, le cœur battant d'avoir marché tellement vite, étouffée de saisissement, poursuivie par la sensation d'être réchappée d'un danger immense.

IX

Personne n'était prévenu de son arrivée. Elle descendit du petit train. Les rails bleus luisaient dans l'herbe mouillée. Deux employés de la gare embarquaient dans le fourgon de grands « cartons » de lait bossués, posés sur le quai ; il y avait, tout auprès, de longues cages bondées de volailles, dont les crêtes passaient entre les barreaux. Devant l'horloge, qui marquait sept heures et demie, quatre ou cinq personnes attendaient, deux vieilles femmes en caraco noir, une jeune fille qui portait un gros bouquet de violiers mauves et de giroflées.

Tous regardèrent, un peu étonnés, Élisabeth traverser le trottoir, la salle d'attente, son sac à la main. La boulangère, debout sur son seuil, ne comprenait pas comment l'auto ne se trouvait pas devant la gare. Il paraissait inexplicable que M. Virelade, toujours en avance, et qui se levait au chant du coq, ne fût pas venu bien avant l'heure attendre sa fille.

Les coteaux vus à contre-jour, encore trempés d'ombre, s'enflaient et s'abaissaient sur la nappe azurée d'un ciel d'avril. Élisabeth, sans presser le pas, marchait sur la route fraîchement chargée,

où les cailloux étendaient par places de râpeux tapis. Il lui semblait, au sortir d'un cauchemar, rentrer dans une vie merveilleusement claire, bienfaisante et calme. A Paris, elle avait à peine entrevu des bourgeons aux arbres ; ici le printemps avait éclaté, toutes les nuances du vert et du roux couvraient la campagne. Les vignes brillaient dans la lumière, les haies fleuraient bon la sève et l'amande amère, les vaches paissaient derrière les clôtures, la croupe noire d'un cheval de labour, suivie d'un homme butant aux mottes, les jambes écartées, s'éloignait dans une longue rège.

La vie ici, la vie si paisible... Ce paysage retrouvé, avec sa grande étendue de ciel, les verts frais des feuilles nouvelles et les coulées jaunes des iris décelant les fossés cachés. Elle s'arrêta un instant et se remit en marche plus péniblement. Une carriole d'épicier passa, cahotant son chargement entre les galeries de bois à l'ancienne mode ; des enfants, leur sac d'écolier en bandoulière, s'amusaient à lancer des cailloux le long des fossés, faisant s'ébouler dans les plantes d'eau la terre glissante. Puis il n'y eut plus qu'elle sur la route vide.

Elle tourna à gauche, ouvrit une barrière, s'engagea dans un chemin de propriété et fit le tour de la maison. Dans le jardin, la feuillée des marronniers formait une chambre verte infiniment douce, transpercée par une buée d'or. De petites jacinthes blanches s'égrenaient au bord d'un massif. Elle longea l'écurie, aperçut à travers les barreaux de la fenêtre le dos ensellé d'une grande jument grise. Un rosier grimpant tout échevelé s'enlaçait à une palissade qui couvrait le mur. Des poules aux pattes empêtrées de plumes grattaient le terreau.

Dans la vieille cour dallée, en pente, traversée par une rigole, un chat blanc pelotonné sur la margelle du puits la regarda passer. La mince fente de ses yeux ne s'élargit pas. Des seaux remplis d'eau embarrassaient comme toujours le seuil de la cuisine. Seconde, penchée sur l'évier, un bol dans ses mains, tourna la tête, faillit jeter un cri...

Mme Virelade, non plus, ne se doutait de rien. Elle était devant son armoire ouverte, déjà coiffée, ses cheveux gris disposés sur son doux visage, attachant avec une vieille broche romaine son corsage noir... un pas venait dans le corridor, se rapprochait, qu'elle n'osait pas encore reconnaître.

Dans sa chambre, Élisabeth retrouva le grand lit couvert de linge, de coffrets, de vases dorés, tout le contenu d'un placard qui avait été vidé la veille. Mme Virelade, le premier moment d'émotion passé, se plaignait qu'elle arrivât à l'improviste. Rien n'était prêt

pour la recevoir. Élisabeth regardait le bandeau d'étamine rousse en haut des fenêtres, le mouchoir d'indienne indigo à grandes fleurs rouges qui couvrait une petite table. La commode, le verre d'eau, tout était en place. Du jardin montaient des bruits campagnards, le pas lent d'un cheval de labour passant, son harnais défait, devant la maison. Élisabeth s'assit sur le bord du lit, accablée par une fatigue qu'elle n'avait pas sentie tout d'abord ; et pourtant au fond de son âme s'établissait une extraordinaire impression de paix, la certitude d'être sauvée, revenue au port.

A la lassitude extrême des premiers jours, elle dut le repos, un lourd sommeil et la sensation d'être tombée dans un vide immense. Mais la solitude n'était plus cette eau chaste où les souvenirs, en se reflétant, reformaient sous ses yeux un monde bien-aimé. Quoi qu'elle n'eût pas d'amour pour Lucien, le frisson brutal avait troublé le miroir paisible, remué une boue sous laquelle les pures facultés de son âme gisaient, étouffées. Était-ce possible, d'où revenait-elle? Se pouvait-il qu'elle, Élisabeth, après toute une vie d'un amour unique, acceptât ce réveil obscur?

A sa grande surprise, sa belle-mère, qui lui réservait de dures allusions, l'avait trouvée patiente et bien disposée. C'était comme si elle découvrait la force des vieilles disciplines, des dures contraintes dont on n'a pas le droit de médire, puisque leur armature remet insensiblement en place les vies cahotées. L'amour, rassemblant à ses yeux la beauté du monde, lui avait peut-être caché la vie véritable : à défaut du bonheur, n'était-ce pas quelque chose que la dignité, l'ordre de l'existence?

Le mois de mai, le mois des lilas, des marronniers en fleur, des haies odorantes, ramenait une succession de jours lumineux. Les prairies dont le vent ridait l'herbe longue semblaient des lacs d'or. Trois matins de suite, le petit cortège des Rogations s'était enfoncé entre les talus de terre rouilleuse, dans les vieux chemins — cinq ou six enfants de chœur, un peu débandés, devant le curé ; l'arrivée dans une cour, un jardin pâli de rosée, une charmille basse où attendait la petite table du reposoir nappée d'une serviette, avec un crucifix entre deux bouquets, et un brin de laurier dans une soucoupe. Le curé bénissait la campagne ; les gens de la maison, inclinés sur une chaise de cuisine, faisaient leur signe de croix et se redressaient.

On parlait des récoltes qui s'annonçaient belles. Dans la longue carriole du commissionnaire, qui passait à la tombée de la nuit,

s'entassaient les sacs gonflés de fèves et de petits pois. Du matin au soir, dans les cuisines carrelées, ou sous l'arbre même au milieu des vignes, des femmes « montaient » de grandes corbeilles de cerises : peu à peu, dans l'épais diadème charnu, s'enchâssaient les rubis pressés ; c'était un art, dans lequel certaines personnes étaient réputées, quelques jeunes filles, de vieilles matrones, qui se disputaient sans arrêt. Les corbeilles, coiffées d'un mouchoir d'indienne à carreaux, que l'on tirait et épinglait comme un foulard, avec des oreilles, s'alignaient le soir devant les portes. On écoutait, croyant entendre au loin le grelot, le trot du cheval ; chacun reconnaissait entre toutes, au roulement des roues, la carriole du commissionnaire.

A Gueyte-lou, où Élisabeth montait plusieurs fois par semaine, régnait un bourdonnement de ruche affairée. Mlle de Lagarette, préoccupée de ses fèves, de ses petits pois, et aussi du mois de Marie pour lequel elle exerçait les chanteuses deux fois par semaine, n'avait pas un instant à perdre. Lucien, dont elle avait affectueusement demandé des nouvelles, passait pour le moment à un second plan. Quant à M. de Lagarette, à cette époque des grands travaux de la vigne, il vivait comme un commandant sur la passerelle de son navire, observant le temps, pronostiquant : une invasion de mildiou que personne n'avait pu prévoir le bouleversait. Tout son personnel, brusquement retiré des autres travaux, soufflait sur les vignes un nuage bleu. Des cercles violacés sur l'herbe, au bord des fossés, indiquaient la place où les barriques remplies de sulfate de cuivre avaient séjourné.

Voilà ce qu'Élisabeth, quand elle arrivait, le cœur gonflé de ses vains tourments, trouvait dans le beau domaine aux allées sarclées. Il lui aurait fallu parler de Lucien, assouvir peut-être une secrète animosité. Mais Mlle de Lagarette, toujours accueillante, ne s'asseyait guère ; leurs conversations, entre le colombier Louis XIII dévoré de glycines et le potager, ruinaient toute espérance d'intimité. Et quand Élisabeth ne se serait pas tue, qu'aurait-elle pu dire qui ne la trahît pas?

Un après-midi, pourtant, — c'était sur le banc de pierre, entre les gros ormeaux, leur vue plongeait sur le village, le fleuve et le fond azuré des Landes — le découragement l'envahit. Un parfum de lilas venait de la terrasse. Pourquoi sa destinée était-elle de souffrir toujours?

— Élisabeth, qu'avez-vous, s'écria vivement sa vieille amie, lui prenant les mains.

Dans son visage flétri et creusé, les yeux clairs répandaient une

merveilleuse lumière de bonté. Elle avait la figure des femmes qui s'embellissent en pensant aux autres.

Élisabeth, la tête un peu rentrée dans ses épaules, comme quelqu'un qui voudrait s'enfuir, l'écoutait à travers un rêve : c'était à elle que l'on parlait des mystérieux desseins de Dieu frappant les meilleurs, de sa jeunesse, de son grand amour...

Elle sentit un bras qui l'enveloppait, une figure proche de la sienne, ses yeux se fermaient. Ne serait-ce pas le moment de dire, sans rien regarder, que la vie n'était pas cela... la beauté de l'âme, la rayonnante beauté intérieure, elle l'avait connue, adorée, perdue. C'était un temps merveilleux qui était fini. Ah ! qu'elle se voyait défigurée !

Un moment après, quand sa vieille amie la raccompagna, dans une grande allée d'ormeaux d'où l'on apercevait le lit du fleuve brillant de lumière, Élisabeth frémit en pensant aux paroles qui avaient failli déborder ses lèvres.

Les jours suivants, dans la fin dorée de ces après-midi de mai où la lumière semble devoir ne jamais s'enfuir, Élisabeth entra dans l'église. Des seringas parfumaient l'ombre. Elle était seule. Longuement, la tête dans ses mains, elle laissait enfin remonter sa vie...

La fenaison commençait. A la Flaütat, où les travaux étaient toujours en retard, les nappes frémissantes de l'herbe haute prenaient la belle couleur brune des graminées mûres. Les paysans finissaient de faucher les bordures des vignes et les allées où s'embarrassaient les charrues. Puis la machine, dans un bruit de crécelle, s'engagea au milieu d'un pré comme dans une mer. Les femmes, un chapeau de paille sur leur foulard, maniant d'un geste allongé le râteau de bois, redressaient la jonchée à moitié sèche en longues vagues régulières. La campagne baignait dans le parfum des meules tiédies au soleil et des tilleuls bourdonnant d'abeilles. Toute la matinée, il n'était question que de « râteler », d'ouvrir les petites piles mouillées par la nuit ; le soir, sur le tapis rasé, au milieu des mamelons espacés, les faneurs affairés semblaient des fourmis.

Mme Virelade était occupée à remplir des bouteilles, des cruches de vin qui fraîchissaient l'après-midi dans des touffes de vimes, au bord des fossés, à côté d'un verre renversé. Son mari, bon et généreux, qui detestait le soleil, fermait ses contrevents dès neuf heures, appelait les travailleurs de « pauvres bougres » et ne souffrait pas qu'ils manquassent de « quoi que ce soit ». La parcimonie de certains propriétaires lui faisait hausser les épaules. Quant à

lui, pourvu qu'on lui affirmât que son vin était le meilleur de la commune, il eût distribué verres et frontignans indéfiniment.

Élisabeth, reprise par ces choses, sentait se reformer la douceur profonde de sa vie ancienne. L'orage qui l'avait secouée s'éloignait peu à peu. Les premiers jours, ne pouvant s'empêcher de penser à Lucien, elle le voyait errant, misérable, trop orgueilleux pour lui revenir, désespéré de ne l'oser faire. Ses défauts, qu'elle n'avait jamais remarqués, la frappaient avec plus de vivacité. Ses vieux amis avaient raison : c'était un garçon égoïste au fond, indécis, jaloux, incapable du geste qui répare. Elle avait eu bien tort de s'en inquiéter ; maintenant qu'elle était loin, il ne pensait plus à elle, il ne souffrait pas. C'était un penchant absurde de tout exagérer : à revoir les faits tranquillement, elle ne se trouvait plus si coupable, s'étonnait même d'avoir été remuée avec cette force ! Tant de trouble, un tel tumulte intérieur pour si peu de chose ! Qu'y avait-il eu, en réalité, entre elle et lui, des mots sans portée, l'énervement d'une heure? Maintenant la page était tournée. Il l'oubliait, elle était paisible. Le premier amour, son unique raison de vivre, ressortait des ombres comme le soleil renaît au matin.

Ce fut alors que le facteur, la rencontrant au jardin, tira de sa sacoche gonflée cette lettre de Lucien :

« Vous m'avez fui, Élisabeth. Je ne peux pas encore le croire. C'est trop. Je n'avais pas mérité cela.

« Pendant ce mois, je n'ai pas su. Je n'osais pas remonter chez vous, pas même passer dans votre rue. Pourtant, agité d'un pressentiment, je ne vous sentais plus autour de moi, il me semblait que tout était vide. Un soir, n'y tenant plus, j'ai pris la rampe de l'escalier. Je ne voulais que vous revoir, vous arracher un mot, mon pardon. J'ai sonné une première fois, très doucement, puis plus fort, plus fort, j'ai frappé... à votre porte d'abord, ensuite au-dessus. Mais il y avait un calme, un silence ! J'ai senti qu'aucune porte ne s'ouvrirait.

« C'est la concierge qui m'a appris que vous étiez partie. « Com« ment, m'a-t-elle dit, vous ne le saviez pas?... » Je n'ai plus osé rien demander. Ce que j'ai souffert ce soir-là, dans les rues, chez moi, seul la nuit, j'aurais honte de vous l'écrire. Il me faudrait vous dire combien, vous appelant avec tout mon être, je vous ai pressée, suppliée, reproché de m'avoir réduit à ce désespoir.

« Vous ne vouliez pas entendre que je vous aime. Que devais-je faire? J'avais attendu pendant des mois un regard, un geste, l'impression d'un fluide merveilleux s'échappant de vous, mais rien, toujours rien que distraction et indifférence. J'attends encore. Malgré votre

visage, vos paroles violentes qui m'ont chassé, j'attendrai honteux, cachant mon injure, espérant l'impossible, le battement généreux d'un cœur que je sais capable de tous les pardons.

« Mais voilà que peut-être je vous blesse encore ! Ne puis-je donc en vous aimant que vous faire mal? Aurais-je dû me taire toujours? Il fallait pouvoir, et maintenant même où votre départ me désespère, où je vous trouve si cruelle dans votre silence, mon amie, mon amie perdue, je doute encore si l'amère douceur de vous écrire ceci ne passe pas ce que j'ai jamais goûté de bonheur.

« Que vous le vouliez ou non, il fallait bien, un jour, que vous me vissiez. Je sais, c'est un animal méchant qu'un homme qui souffre. Mais ne serait-ce pas moi qui aurais reçu la pire blessure? D'autres vous approchent, Élisabeth, qui peut-être ne vous aiment pas. Moi seul suis exclu. Me forceriez-vous de vous haïr? Pourquoi, vous aussi, par pitié, ne mentiriez-vous pas? Un seul jour, une seule lettre qui m'apporte un peu de bonheur ! Mais je ne parle que de moi et tant de chagrin m'empoisonne que vous finirez par me détester.

« Acceptez ma nature, telle qu'il faut que je l'accepte, si égoïste, si ombrageuse, si nonchalante, et qui a déjà pu transformer en haine ou en dégoût de vraies amitiés... je n'ose dire de vraies amours ! Mais ne doutez pas, Élisabeth, qu'elle renferme aussi des coins meilleurs où certaines voix résonnent seules, ce qui est vrai, ce qui est beau, ce qui est passionné. C'est de ce coin que je vous écris.

« Je vous sens malheureuse, désemparée. Votre silence est dur comme un visage qui a pleuré. Pourquoi? Qu'y a-t-il au fond? Je ne sais rien. Je n'ai eu avec vous qu'une demi-intimité. Certains soirs vous m'avez révélé une douleur précise, une plaie. Et puis je n'ai plus su. S'avivait-elle encore? L'entreteniez-vous avec passion? Était-elle guérie? J'ai pu croire tout cela successivement, à vos rares moments d'abandon, espacés de longs silences.

« Je sens si bien en cette minute que je vous connais beaucoup et très mal. C'est ma faute, je n'ai pas eu avec vous assez de courage.

« Cette fois encore, j'en dis trop sans oser pourtant aller jusqu'au fond. Vous l'avouerai-je : le soir de notre dernière rencontre, toute la nuit, j'ai eu la folie de vous attendre. Un moment, il m'a semblé que vous étiez là, j'ai ouvert la porte dans l'obscurité. Mon cœur avait des battements fous...

« Ah ! comme vous m'en voulez de m'être jeté dans votre existence, dans cette construction idéale et brillante que vous sentez peut-être chanceler, enlacée par un grand vertige. Non, ce n'est pas moi seul qui la pousse, c'est tout le monde, c'est votre propre vie. Il m'a

semblé, pardonnez-moi, en entendre les craquements. Pourquoi a-t-on dressé à la fidélité des temples glacés? Vous croyez qu'on vous reprocherait ce qui vous semble un reniement, mais qui vous connaît, qui pense à nous?

« Non, vous ne redoutez pas le monde ; vous, la loyale, vous, la sincère, vous pensez à *lui*. Déjà, sans doute, exténuée par l'immense effort de le ressaisir, vous lui offrez ma défaite et peut-être votre remords. « Le bonheur, c'était toi, lui dites-vous, « le départ chantant de ma jeunesse, ce que nous avons amassé « ensemble, un état de joie, de confiance, que je n'atteindrai plus. « Maintenant tout est fini, il n'y a plus rien. » Élisabeth, qu'en savez-vous, c'est vous qui le dites ! Craignez qu'un jour vienne où vous rappelant mon appel, ce cri de mon cœur que fausse la distance, vous soyez tentée d'en douter.

« Mais j'écris trop. Il ne faudrait pas discuter, je ne voulais mettre que mes larmes. Mon amie, mon amie, si vous étiez là, vous laisseriez bien sur vos genoux, comme celle d'un enfant, ma face mouillée. »

L'ombre d'un gros marronnier défleuri, encore plein de pétales épais et charnus, tremble sur cette lettre. Le visage penché se relève, les yeux allongés se ferment, se rouvrent : où est-elle, que tout est paisible, et qu'il vient de loin, d'un autre bout du monde ; ce cri amer !

Élisabeth est seule sur le banc de pierre. Entre un néflier et un massif de boules-de-neige, elle aperçoit, frémissante dans les vibrations de l'air chaud, la nappe du pré d'un gris métallique, que le soleil de midi blanchit.

Puis elle a marché longtemps, tête nue, sa tunique serrée d'un ruban flottant sur sa robe, dans l'allée criblée de sous lumineux. Les faneurs rentrant à une heure, la chemise ouverte, l'ont aperçue allant et venant entre la maison et le bord de l'eau, comme quelqu'un qui n'arrive pas à user ses forces. La journée a passé, puis le lendemain, ses blessures saignent, écorchées par de petits mots collés comme des taons sur ses fibres vives. Qu'il s'acharne à lui faire mal, s'il en a le triste courage : elle ne répondra pas.

Le surlendemain, à la même place, une autre lettre lui fut remise :

« Rien, toujours rien. Que faut-il que je vous écrive? Quelle rage me saisit contre moi-même, qui vous ai donné des raisons de me mépriser ! Je n'aurais pas dû, en une minute de folie, mettre mon cœur au-dessus d'un autre. Mais l'amour qui éclate vous tyrannise, veut tout plier et ne souffre rien qui l'égale. Pourquoi l'ai-je fait : orgueil, rancune, désir de briser ce trésor que votre cœur garde si profond. Les femmes, à ces moments, conservent des scrupules, des

délicatesses qui nous échappent. Nous, les hommes, nous voyons trouble, les faibles surtout qui sont les pires violents.

« Vous voyez que je suis un triste orgueilleux. Je sais bien qu'il vous a aimée. Ne croyez pas que je lui aie porté ce coup dans l'ombre, d'une manière lâche, parce que nulle défense n'est plus possible. Combien de fois vous avais-je redit son talent, son charme, son cœur! Un seul mot peut-il dissiper le souvenir de tant d'amitié? Réfléchissez : n'est-ce pas vous, anxieuse, troublée, comme incertaine, qui me forciez presque à douter?...

« Je sais, je devais lire au fond de vous-même, répéter ce que vous attendiez. Il eût fallu être un héros. Je n'étais qu'un homme qui vous aime. Maintenant que suis-je, un être méprisable qui a trahi son ami mort ou plutôt qui l'a calomnié? Mais, Élisabeth, moi qui ne suis rien pour vous, ou qui suis si peu, comment aurais-je le triste pouvoir de profaner un seul de vos souvenirs? Vous comprenez bien que c'est impossible. Votre cœur, d'un battement, l'emporte sur moi.

« Je voudrais écrire cent fois votre nom, en remplir des pages, Élisabeth... Élisabeth... Est-ce que cet appel continu, tout le jour, et toute la nuit, ne finirait point par vous arriver? Je vais, je viens. je couvre de baisers vos mains qui m'échappent. Je vous vois sous de grands acacias en fleur. Ah! si vous saviez comme je pense à vous!

. . . . . .

« Je crois vous entendre dire : « C'est Georges que j'aime. Lui « seul. Aujourd'hui comme hier. Demain et toujours. Je l'aime. Je « l'aime. Une femme comme moi ne change pas, ne recommence rien. « Ne cesserez-vous pas de me tourmenter? » Pourquoi, les yeux fermés, ne me laisseriez-vous pas vous mettre un bandeau? Nous partirions, nous irions dans des pays que ni vous ni moi ne connaissons. Ne pensez-vous pas que la vie au delà de nous peut être vaste et magnifique? Ce ne serait pas la même chose. Il y a un autre bonheur...

« Si c'était votre foi qui vous attachât de toute sa force à une espérance idéale, combien, Élisabeth, je la détesterais! Ah! que je vous sens intimement chrétienne, chrétienne jusqu'aux moelles, dressée depuis des siècles au retranchement, au sacrifice, au mépris hautain de la chair. Vous vous efforcez vers une beauté surnaturelle, vous en avez le goût et la nostalgie! Faut-il tout vous dire? c'est cela qui peut-être vous rend si précieuse, cette note perdue d'une grande espérance... »

Dans cette lettre qu'Élisabeth lisait en marchant, une seule chose lui apparut, l'aveu que Lucien faisait de son mensonge, sa

réparation. Un enivrement de douceur et de pardon lui soulevait l'âme. Lucien, humble enfin, rassasiant son immense désir de foi et de vérité, lui redevenait infiniment cher. Comme elle l'avait attendu, ce retour de son amitié ! Plus que le remords d'avoir été faible, ce qui l'avait faite si dure, c'était le mot terrible « moi seul » qui humiliait son premier amour. Mais, sa lettre le criait, l'amère jalousie, égarant son esprit, lui avait soufflé ce mensonge. Il n'apportait aucune preuve. Sur cette confession de son ignorance, sur ces mots arrachés à sa sincérité : « Georges vous aimait », son âme délivrée triomphait de joie.

Mais à travers quelles souffrances ce cri suprême lui était venu ! Élisabeth... Élisabeth... Tout se découvrait en Lucien pour toucher son cœur de pitié : l'isolement, le regret, l'amour ulcéré, l'image de la vie qu'il eût souhaitée ! S'il avait été là, dans cette allée violette d'ombre, parfumée d'été, elle l'eût enveloppé de douceur, de consolations, comme on anesthésie le malade auquel sa douleur est intolérable. Elle aurait laissé sa tête sur son épaule, son front sur ses mains. Mais qu'y eût-il puisé, sinon une recrudescence de son mal, puisque sont vaines les paroles dont on étourdit et charme la peine, et que rien, pas même le frisson possible de la chair, ne peut unir les cœurs séparés.

Non, elle n'était pas insensible. A une prière si frémissante, à tant d'amour, elle répondait de toute sa bonté « venez », « que pourrai-je » dans un immense désir d'apaiser des souffrances qu'elle connaissait trop. Que cette attente de Lucien lui faisait de peine ! Pendant plusieurs jours, dans son esprit libéré d'elle-même, les brouillons de lettres s'emmêlèrent pour se dissoudre dans la même impression d'inutilité.

Son visage apaisé, ses yeux graves répandaient une lumière voilée comme celle qui rayonne de certaines roses couleur de veilleuse. Lui mentir? Mais on ne peut pas mentir toujours et tout vous trahit, jusqu'à la pitié, en qui l'amour discerne sa pire ennemie ! Si son dévouement allait jusqu'à la folie, si elle l'épousait, les yeux fermés, comme on s'immole, lui-même un jour, las de buter au mort invisible, se redresserait pour la maudire : « Il valait mieux me laisser... vous m'avez trompé ! »

Élisabeth... Élisabeth... La bouche qui avait jeté ce cri était douce, son baiser enfiévré d'amour. Lui seul, il eût su bercer la femme faible et désemparée qu'elle était à certaines heures. Mais cette femme, quoiqu'elle la plaignît, elle n'acceptait pas de s'y soumettre, il n'y avait pas une parcelle de son énergie qui ne refusât.

Élisabeth... une autre voix remonte du passé, l'enveloppe de son

nom comme une caresse. Une voix qui l'enchante et la fait frémir. Élisabeth... c'était dans le timbre des résonances insaisissables qui semblaient venir des parties exquises de l'âme. Et elle se revoit jeune fille, muette, arrêtée sous une treille croulante de roses, écoutant de toute sa joie dans l'infini brûlant de son cœur.

X

Un vent chaud enlève sous le péristyle des journaux oubliés, ce vent brutal et sec de l'été qui jette au visage des odeurs de terre et fait battre une grande voile trempée de safran, sur la gabare écrasée de barriques, le pont au ras de l'eau, qui vire là-bas. Le fleuve est un étincelant chemin de lumière. Des montagnes de nuages, d'un blanc d'argent épaissis de mine de plomb, montent au-dessus des landes miroitantes.

La Flaütat a pris son aspect d'été. Les fenêtres sont aveuglées du côté qu'éblouit le ciel. La campagne plonge dans la vibration argentée du soleil, du soleil qui fend la terre et les contrevents, tarit les puits, boursoufle la peinture fraîche sur les vieilles portes. Les ombres portées sont d'un bleu épais. Un chien s'aplatit, la tête comme morte, les pattes allongées, sur le pavé chaud.

Dans la maison, depuis le retour d'Élisabeth, une contrainte a pesé sans qu'on en parlât sur la vie journalière et sur les pensées. Il semblait qu'une question fût posée silencieusement. M. Virelade, mécontent, flairant le chagrin, couvrait de paroles brusques une vive inquiétude.

L'idée le hantait qu'elle repartirait et il en entretenait longuement sa femme, à l'heure du coucher, toutes portes closes, lui reprochant de ne jamais rien voir. Mais, en présence d'Élisabeth, il se taisait. Il y avait dans la gravité de sa fille, dans ce regard qui absorbait une noire lumière, quelque chose qui le retenait de rien demander.

Quinze jours ont passé depuis qu'Élisabeth a commencé de répondre aux lettres qui se font presque quotidiennes. Une pitié vive lui a inspiré des mots d'amitié. Lorsqu'elle pense à l'isolement de Lucien, aux peines qu'elle lui cause, un profond désir la tourmente de mettre dans sa vie un peu de douceur. Quand une femme sent qu'elle possède, dans son moindre geste, un mystérieux pouvoir de bien ou de mal, la tentation est grande d'en user suivant sa nature. C'est l'erreur d'un cœur généreux de croire qu'il est bienfaisant en donnant un peu, en donnant même plus qu'il ne devrait. Il n'y

a qu'une façon de répondre à l'amour : c'est de donner tout. Hors de cette vérité, ce qu'on essaie a le sort misérable des choses fausses qui ne peuvent créer que le malaise, l'amoindrissement et la douleur.

A la première lettre d'Élisabeth, Lucien a répondu par un accès de joie et la promesse qu'il se contenterait de son amitié. Mais, ce transport passé, il n'a pu contenir l'âpreté de son désir et ses exigences. « Pourquoi, lui écrit-il, ne reviendriez-vous pas à Paris? Si vous vouliez vraiment que fussent effacés les souvenirs qui nous sont pénibles, vous ne mettriez pas tant de distance entre vous et moi. Vous êtes compatissante parce que je suis loin. Les paroles amicales ne coûtent pas à votre bonté. Mais vos lettres si chères, quand je les achève, me laissent plus triste, plus tourmenté, parce que j'y vois les barrières contre lesquelles mon cœur se débat. »

En quelques jours, par une progression inconsciente, ils étaient redevenus les deux adversaires, l'homme et la femme, acharnés à se disputer le douloureux enjeu du prix de leur vie. La résistance d'Élisabeth exaltait en Lucien un désir inné de domination. Il lui semblait avoir à prendre une revanche. Peu à peu, oubliant les ménagements, il laissait déborder sa révolte et sa jalousie : « Vous ne restez en Gironde que pour vous envelopper de toutes les choses qui nous séparent. »

C'était l'obsession de Lucien que ce pays glorifié dans l'œuvre de Georges. Il revoyait Élisabeth sous les arbres, près de l'eau glissante, partout où se levaient des images de l'ancien bonheur. Le premier amour, il le pressentait, devait distribuer sa magie sur les souvenirs auxquels il ne pouvait de loin l'arracher. Chaque jour, chaque nuit, il avait l'impression aiguë qu'elle se reprenait davantage. A Paris, presque malgré elle, sa résistance peut-être eût faibli. Il sentait en elle des auxiliaires muets, dominés, qui, un moment ou l'autre, l'auraient emporté : l'ennui, les puissances de la jeunesse et surtout la chair prompte à défaillir qui choit en aveugle. Là-bas, au contact du foyer, de la vieille terre aux forces intactes, l'alliance profonde sur laquelle sa vie était établie la ressaisissait. Que pouvait-il? Elle était hors de son pouvoir et comme enfermée dans un cercle enchanté où il ne la rejoindrait jamais.

Les lettres d'Élisabeth devenaient plus brèves : « Vous voyez que je ne saurais vous faire aucun bien. Ne m'écrivez plus. Vous n'aimez donc point votre œuvre, votre art, que vous consumez en pensées stériles des jours que vous vous proposiez de si bien remplir. »

Elle était étonnée que l'amour occupât un homme avec tant de force. Les angoisses, les tourments de n'être pas aimé, l'attente qui

dévore, il lui avait jusque-là semblé que c'était seulement le lot des femmes. Georges, lui, passait en rêveur au milieu du monde : son œuvre, la lumière... La guerre même ne le détournait pas d'y penser sans cesse.

Parfois, après le dîner, elle faisait une longue promenade dans les prairies rases, tièdes encore et fendues par la journée d'août. Des prunes blessées s'écrasaient autour des pruniers tordus par les vents d'ouest. Elle marchait longtemps, tête nue, balançant d'une main son grand chapeau noir. Une force l'attirait vers le village tassé là-bas, autour de l'église. Elle prenait la route, poussait une grille : le cimetière était désert, avec ses cyprès, ses allées étroites envahies d'ombre, et tout contre le chevet rugueux, sous un grand rosier échevelé, la tombe de Georges.

Autrefois, elle n'y venait que le moins possible. L'image de ce que la mort avait fait du corps bien-aimé lui était odieuse. Et puis cette dalle, cette porte rabattue, scellée par la croix, contre laquelle se brisait son cœur ! Elle avait horreur de cet enclos qui sentait le néant et la pourriture.

Maintenant elle s'asseyait sur la pierre tachée de lichens, le regard levé. Il lui semblait que Georges était bien. Sa tombe s'insérait au cœur même de ce petit pays qu'il avait aimé d'un amour qui ne se retrouverait peut-être jamais. Elle avait eu raison de le ramener. Et elle revoyait la campagne sinistre, hachée par la guerre, où elle avait été le reprendre. Il pleuvait. Les petites croix se touchaient toutes dans une boue crayeuse. Un village ruisselant n'était que décombres, avec des toits crevés, des gravats, des charpentes dressées comme des squelettes calcinés sur des murs croulants.

A présent, il avait pris sa place éternelle dans les paysages de son enfance, de son art et de son amour. Élisabeth entendait, derrière le mur du cimetière, des pas sur la route. Combien de fois, eux aussi, étaient-ils revenus au crépuscule, longeant l'enclos ruiné par le lierre. Maintenant, elle écoutait un bruit de sabots, des bœufs revenant, la démarche lourde, du travail des champs ; des voix devaient parler de quelque « façon » à donner aux vignes. Lui aussi pouvait les entendre. Son repos suprême était entouré de ce beau labeur de la campagne dont il aimait le rythme et l'utilité.

Les saisons se succéderaient, cycle enchanté de toutes les nuances autour de son tertre. Les nuits lunaires, rêveuses et tendres, marquées de signes mystérieux, napperaient de blanc sa dalle penchée. A chaque printemps renaîtrait du sol, en longues coulées neuves constellées de fleurs, ce reverdissement des matins qui annoncent Pâques. Août inclinerait autour de lui les lentes journées chaudes, pares-

seuses, chargées de sommeil, qui sentent la prune et la pêche mûres. On lui porterait, chaque dimanche, les fleurs de chez lui, — les roses éclatées contre les vieux murs, sur les rosiers mêmes noués aux toits et aux treillages dont s'éclairaient ses petites toiles. Ah ! qu'il était bien là, près du fleuve, dans l'air de son pays.

Le ciel se fonçait. Elle restait encore, jouissant d'être la seule qui fût venue, la seule fidèle jusqu'au sacrifice profond de sa jeunesse, alors que tous les autres qui entouraient Georges étaient retournés depuis longtemps aux choses quotidiennes. Un espoir l'envahissait qu'il pût la voir, solitaire comme la douleur. Combien lui paraissaient vaines les craintes qui l'avaient troublée : qu'importait qu'il l'eût aimée ou non du même amour qui la consumait? Dans la vie telle qu'il faut la vivre, la plupart doutent, ne savent pas, ne possèdent jamais qu'une parcelle de la vérité. L'épreuve suprême est que l'amour, au-dessus de nos pauvres signes, doive établir son acte de foi.

Élisabeth, rentrée dans sa chambre, ouvrait un secrétaire d'acajou où les lettres de Georges étaient enfermées. Celles du front, discrètes, paisibles, n'avaient rien retenu des bruits de la guerre : « Nous commençons un grand voyage. Ne t'inquiète pas. Parle-moi de la campagne, de la couleur de l'eau. Je vois cela si bien quand je ferme les yeux. Que c'est loin... loin !... » Dans la marge, sur l'humble papier quadrillé, des dessins fleurissaient soudain, une branche d'arbre, la croix gonflée de voiles d'un moulin à vent, juché sur son pied. Tout cela si tranquille et comme dégagé des passions violentes...

Mais parfois, entre les images du passé et elle, s'interposait un autre visage : celui de Lucien, brutal et fiévreux, fixant sur elle un regard qui l'hypnotisait. La nuit, elle rêvait qu'il l'avait étourdie de supplications, entraînée de force. Qu'avait-elle pensé? Où la menait-il? Se pouvait-il qu'elle ne fût plus la femme de Georges Borderie? Et elle se réveillait, angoissée, en larmes, réclamant ce nom bien-aimé, comme ferait une reine dépossédée qui, dans son cœur, se sent toujours reine.

Un matin, une lettre lui fut remise qu'elle garda longtemps dans ses mains, puis, sans la lire, enfouit dans son sac.

Cependant Mme Virelade était surprise qu'Élisabeth prît aux travaux de la maison un intérêt qu'elle n'avait jamais montré. Le matin, descendant de bonne heure, elle s'inquiétait des vignes, des travaux et s'installait pour coudre sous les arbres. Il semblait qu'elle s'efforçât de faire l'apprentissage d'une vie nouvelle.

Un après-midi, ayant aperçu Cadiche Rouquey sur le port, prêt à s'embarquer, elle mit vivement un chapeau de paille et le rejoignit. Il y avait près d'un an qu'elle n'avait pas été dans l'île.

La marée montait. La petite barque péniblement poussée par les rames, à contre-courant, avançait à peine. Élisabeth, les yeux éblouis par la réverbération d'une eau pailletée, avait l'impression de s'enfoncer dans le royaume de la lumière. A s'éloigner un peu de la rive, elle la voyait mieux... la maison, les arbres, les coteaux pâlis par l'ardent été. De tout cela, qu'elle avait respiré depuis son enfance, Georges avait composé pour elle un domaine d'art, de rêve et de poésie dont la nostalgie la suivrait partout. Il n'y avait pas de plus beau pays. Celui-là, inondé d'une jeune gloire, restait son royaume.

Dans l'île, la barque aborda près d'un ponton, rasant l'épaisse ceinture des roseaux craquants. M. Virelade, sous un bouquet de saules pleureurs, dominait des épaules un petit inspecteur des Ponts et Chaussées, râblé, ruisselant, s'épongeant le cou. Il énumérait, d'une voix passionnée, ses plans de bataille contre le fleuve : l'été précédent, il avait bâti un « peyrat », coulé des cargaisons de graves et de moellons, puis entrepris d'enserrer son île dans un rempart de poteaux de mine. Derrière les arbres, on entendait le bruit sourd d'un bélier frappant, par coups réguliers, sur les piquets qui s'enfonçaient dans la vase molle.

Élisabeth était allée s'asseoir dans l'ombre d'une oseraie, à la pointe extrême de l'île. Elle se sentait là dans un immense vaisseau de feuillage que les marées s'efforçaient en vain d'emporter, sans que se rompissent ses racines prises comme des ancres. C'était par des journées pareilles que son jeune amour avait éclaté. Silencieux, comme absent du monde, Georges éveillait en elle un chant dans lequel s'exaltaient ses forces de joie. Et elle se rappelle ses premiers baisers si légers, l'effleurant à peine, leur lente marche dans les prairies, son cœur émerveillé et ce mot qu'elle lui avait dit : « Je ne croyais pas le monde aussi beau. »

Longuement, elle resta sous les feuillages engourdis, l'âme reprise par les images inoubliables. Les ombres et les doutes s'étaient effacés. Seul régnait, sur le monde clos de sa vie de femme, un rayonnement de foi merveilleuse.

Mais ses mains moites, cherchant un mouchoir au fond de son sac, ramenèrent, froissée, déjà vieille, la dernière lettre de Lucien. Ce fut alors qu'elle l'ouvrit, avec une profonde sensation de force. Cependant sa bouche se crispa. Ses yeux glissaient d'une page à l'autre, comme sur une chose brûlante qui lui faisait mal : quatre grands feuillets, couverts d'une écriture ronde et inégale, aux pleins

épais, sur lesquels un vieux stylo avait craché. Puis elle revint aux premières lignes. Une sensation aiguë lui déchirait l'âme. Cette fois l'orage depuis si longtemps amassé éclatait sur elle :

« Les jours passent, Élisabeth. Je sens que vous m'échappez toujours davantage. Ah ! je pleure l'homme que j'eusse pu être si vous m'y aviez aidé.

« Je vous revois dans votre retraite pleine du passé, où vous vous défendez de regarder vers une vie nouvelle. Pardonnez-moi si je vous blesse : vis-à-vis de ceux que j'aime, je ne peux souffrir ni complaisance ni timidité. Voilà assez longtemps que j'ai vécu, en face de vous, dans une atmosphère de mensonge. Il faut que cela finisse. Jusqu'à ce soir, j'avais l'intention de vous écrire enfin la vérité ; ce soir, c'est un besoin.

« Ne croyez pas que je méconnaisse la beauté de votre attitude. Ce qui est admirable dans votre vie, c'est qu'elle est votre œuvre. Je pense que plus vous prendrez conscience de cela, plus vous vous sentirez forte et heureuse (je parle du bonheur intérieur de ceux qui ne vivent que pour leur âme). J'envie ceux qu'une idée transfigure. Les fous n'ont aussi qu'une idée et on les dit parfois les plus sages. Mais je préfère encore ma conviction intime qu'ils s'enfoncent dans une erreur.

« Laissez-moi vous l'écrire, Élisabeth : je continue de croire que vous vous trompez. Vous me dites aimer la vie dans « les efforts qu'elle réclame » et pour « ces souffrances mêmes qui sont les raisons de notre orgueil ». Ce sont là des mots presque hostiles pour moi, parfois même privés de sens ; je devrais dire incompréhensibles.

« Pour moi, j'aime la vie quand elle exalte mon esprit, ou mon cœur, ou mes sens, — par élans, par flambées, et quand j'oublie *la vie*. Mais comment aimer les souffrances? Comment me défendre contre les joies? Je hais, j'insulte les premières, et lorsqu'elles m'envahissent, si j'essaie d'aller jusqu'au fond d'elles, c'est seulement par défection et en sentant ce qu'a de morbide ce goût de souffrir ; et je veux aussi aller jusqu'au fond des joies, goulûment.

« Vous me parlez en chrétienne. Je vous réponds en irréligieux. La seule réalité pour moi, ce sont ces quelques années pendant lesquelles je serai jeune encore, et vous aussi, Élisabeth. Personne ne m'a jamais aimé de l'amour que j'ai poursuivi. Mais si je vous avais serrée dans mes bras, si je vous avais infusé tout ce qu'il y a en moi de désirs, cette passion de l'absolu qui m'a jusqu'ici dévoré en vain, savez-vous si le passé à cet instant ne se fût pas détaché de vous comme un linceul où vous ne deviez pas si tôt vous ensevelir?

« Car la vérité, c'est de vivre... ce sont ces baisers dont vous ne

voulez pas, ce battement du cœur que vous étouffez, cette recherche ardente de l'être qui puise jusqu'au fond de l'être qu'il aime. Peut-être vous ai-je paru indécis, timoré, presque insignifiant? C'est que les mots que vous m'imposiez n'étaient pas les mots véritables. Chaque fois que je vous ai quittée, j'ai eu honte du rôle auquel vous me réduisiez. Je me suis trouvé plus tourmenté, plus seul qu'auparavant. Quant à borner ma vie à vous entourer de protestations mensongères, je n'en ai pas la force : il me faudrait un esprit de sacrifice que je ne conçois même pas.

« Peut-être ne me pardonnerez-vous pas ce que je vous écris? Mais j'aime mieux vous perdre que de vous mentir. A vous dire ceci, il me semble que je retrouve l'estime de moi-même. Ne me parlez pas de noblesse dans les sentiments. Tout cela est faux! Je ne suis qu'un cœur chargé de désirs qui hait ce qui est contraire aux lois de la vie.

« Si je vous fais horreur, ne me répondez pas, ne m'écrivez plus. Je préfère le pire aux formes vagues de votre pitié. Mon cœur n'en peut plus d'attente et d'indécision.

« Adieu, Élisabeth. Pardon, mon amie. Je couvre cette lettre de mes baisers. »

Un moment, elle resta assise, les yeux fermés, en proie à une agitation intérieure qui était comme un dernier sursaut de sa chair vaincue. Ce moment était dur, mais elle entrevoyait la rupture complète et l'aurore de sa liberté. Lucien, lui-même, de ses mains agitées par la jalousie, venait de rompre l'attache obscure qui les unissait. Son caractère, qu'elle n'avait pas su définir encore, se faisait jour à travers les lignes : sous des apparences de rêve et d'indécision, un si violent appétit de vivre! Une négation si sèche de tous les scrupules! L'avenir qu'il lui dévoilait n'eût été qu'aigreur et que luttes. Ne comprenait-elle pas maintenant qu'il voulait détruire jusqu'à l'ombre de son passé?

« Il m'accuse, pensait-elle, de m'enfoncer dans une idée fausse. Mais cette idée me donne une impression de noblesse, de paix infinie. Lui qui repousse le sacrifice, il me demande celui de ce qui relève le prix de ma vie. Que veut-il de moi? que je quitte ce pays plein de l'amour de Georges ; que je fasse confiance à sa nature qui me blesse... »

Les yeux d'Élisabeth se mouillaient de larmes. Elle, la femme d'un pur et admirable artiste dont l'amour avait été en elle orgueil, plénitude de joie magnifique, elle aurait accepté de se dépouiller jusqu'au fond de l'âme! C'était bien cela qui eût été pour elle méprisable et contre nature. C'était cela l'oubli des lois de sa vie...

— Tu es toute seule, tu voudrais partir, lui dit M. Virelade qui était arrivé près d'elle, son vieux « panama » baissé sur les yeux, par un petit sentier dans les vases séchées de l'oseraie, sans qu'elle l'entendît.

— Non, répondit-elle, je suis bien ici.

Elle étendit un peu sa robe pour lui offrir une place. De hauts panaches violets saignaient dans les herbes. M. Virelade, que le son de sa voix avait frappé, abaissa sur elle un de ces regards qui vont jusqu'à l'âme. En cet homme si intuitif, une grande lumière venait de se faire, la certitude que le danger latent était conjuré et qu'elle resterait. Sur son visage dévoré de barbe, un rayonnement montait, veloutant d'or ses profonds yeux bruns, ses yeux de père jaloux et sensible.

Il s'assit près d'elle, allongeant ses jambes nerveuses de campagnard. Le pantalon, maculé de cette boue épaisse qu'on racle au couteau, découvrait de forts souliers englués de vase. Tous deux, si semblables, le père et la fille, sentaient battre un cœur obscurément épris de choses magnifiques. Ils restèrent sans parler, gonflés d'une inexprimable confiance l'un dans l'autre, en face du fleuve.

Le retour se fit après la chute du soleil derrière l'horizon — un silencieux retour enchanté par un ciel de corail et d'or calciné. La barque glissait aisément sur l'eau presque étale, entraînée par les avirons qui berçaient des huiles merveilleuses.

Élisabeth regardait, au-dessus d'un bouquet d'arbres en velours noir, vu à contre-jour, une frêle étoile suspendue dans le bleu nocturne. Puis une autre pointa, plus petite encore, atome d'azur, qui lui rappela l'ami perdu dans la grande ville, s'efforçant de jeter sa mince lumière. Une prière profonde montait dans son âme, élevée vers Dieu qui voit toute peine, connaît seul l'envers éclatant de nos destinées et s'en sert pour enrichir mystérieusement la beauté du monde et du ciel.

La petite barque qui glissait sur des reflets d'or vert de plus en plus pâles entra doucement dans la pénombre.

JEAN BALDE.

FIN

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

AU PAYS DE LA « BÊTISE INFINIE »

Après la bataille pour la Ruhr, nous pourrions bien livrer *la bataille pour le Reich*. Quand les dépêches contradictoires s'accumulent, comme en ce moment, c'est un signe de grabuge majeur. Sans renoncer à la menue monnaie de l'information, il est nécessaire, dans des circonstances capitales comme celles-ci, de recourir à l'information perpétuelle et de s'appuyer sur des textes définitifs. Eux seuls permettent de voir clair.

Le plus significatif de tous, texte éternel, texte *ne varietur*, celui qui nous guidera le mieux, est le testament de Schopenhauer : « En prévision de ma mort, je fais cette confession que je méprise la nation allemande *à cause de sa bêtise infinie* et que je rougis de lui appartenir. » A cause de sa bêtise infinie... Quel peuple a jamais reçu pareil soufflet? Voyez-vous Descartes ou Cournot, Malebranche ou Ravaisson, Pascal ou Bossuet proclamer en termes tranquilles cette déchéance irréparable de la nation française? Vous me direz : il y a Voltaire. Il y a Voltaire, oui, mais pas comme ça, pas au bout de sa carrière, pas au moment de mourir, pas avec ce sentiment d'un devoir à remplir, d'une vengeance à exercer. Et puis, Voltaire, c'était notre vanité (comme si, lui... mais passons) qu'il raillait.

Aussi bien n'est-ce qu'en Allemagne que pareil spectacle nous soit offert d'une élite ayant tendance à renier sa mère. Songez à Gœthe, songez à Nietzsche, songez à Henri Heine. Schopenhauer n'est pas un isolé. Songez à Leibnitz. Songez encore aux craintes d'un Bis-

marck, aux inquiétudes, toutes fraîches, d'un Bülow, ce mélange de Balfour et de Charles Benoist, de Morny et de Cavour. Le *Reich* paraissait pourtant bien assis. L'expérience bismarckienne s'élargissait et ne se lézardait point. Du moins semblait-il.

Aujourd'hui les cataractes de l'abîme se sont renversées. Les visions de mort et de massacre dont les voyants d'outre-Rhin ont toujours été prodigues se réalisent. A cause de quoi? A cause de cette « bêtise infinie », de cette incommensurable stupidité, collective (voyez pangermanisme), individuelle (voyez Cuno), politique (conjungo Ebert-Stresemann), économique (la stinnisation de ce cadavre de *Reich*), militaire (le phénomène Hitler), intellectuel et sentimental (les préparatifs de revanche), que Schopenhauer avait « repérées » ou pressenties. En un an nous avons pu voir ce que produisait l'énergie française jointe à la « bêtise infinie » de nos voisins. Nous voilà revenus à une situation qui rappelle d'assez près le mois de novembre 1918.

Comme en novembre 1918, de profondes cassures sillonnent l'impossible bâtisse bismarckienne. En Rhénanie, notamment, la concentration des efforts donne au levier séparatiste une vigueur qu'il avait perdue depuis le replâtrage d'Erzberger. Les trois principales organisations antiprussiennes, celles de Dorten et de Smeets en première ligne, s'additionnent maintenant au lieu de se neutraliser. A cet égard, la perspective est même plus favorable qu'en 1918.

Comme en novembre 1918, plus qu'en novembre 1918, l'Allemagne a le sentiment de la défaite. Ce peuple puissamment imaginatif, mais qui n'a que l'imagination de ses désirs, n'avait pu réaliser ni la nature ni l'étendue de sa chute. Ce qui dépasse l'entendement, c'est qu'il soit parvenu à nous en imposer. Le rôle de l'Angleterre, dans cette conjoncture, ne fut pas très brillant. Par complaisance autant que par inquiétude, nous laissâmes croître le maléfice anglo-allemand. Notre souci d'ailleurs était moins à Berlin qu'à Londres. Aujourd'hui, grâce à M. Poincaré, il n'est ni à Londres ni à Berlin. Il est dans la Ruhr. Au lieu de regarder du côté des combinaisons politiques et diplomatiques, dont nous ne saurions avoir cure, possédant la force qui en tient lieu, nous regardons, sans loucher, du côté de nos gages. Et le froid de la petite mort passe dans le dos de Germania.

Plus qu'en novembre 1918, elle a peur. Il y a cinq ans elle comptait sur ses manigances, elle espérait dans son hypocrisie, elle tablait sur notre bonhomie, notre faiblesse, elle poursuivait, en dépit de l'arrêt de sa mécanique, son mouvement acquis de prestige et de bluff. Toutes ces constructions gisent par terre. Manquée l'expérience

de l'appui anglais, manqué l'expédient de l'inflation, manquée la politique d'intimidation, usées les manœuvres dilatoires, évanoui le recours moscovite, éventée la menace de suicide. L'Allemagne n'effraie plus, l'Allemagne n'illusionne plus, l'Allemagne n'égare plus. Et tout cela l'Allemagne le sait.

A certains égards, nous n'avons *jamais* été en meilleure posture, si du moins nous savons profiter du large spectacle que le dieu de l'histoire, qui est aussi le dieu de la politique, a daigné dérouler sous nos yeux depuis les fautes de l'armistice jusqu'à l'exécution de la Ruhr. En quatre ans, tous les esprits sincères, intelligents ou non (car l'empirisme est la complaisance de la nature à l'égard de tout le genre humain), ont pu, ont dû faire, une fois pour toutes, leurs classes de germanisme. Inutile d'opérer des recherches désormais ou d'avancer des hypothèses : inutile de consentir des crédits, à commencer par des crédits de temps. Nous savons de source certaine que tout cela n'est qu'esbrouffe. Réparations, sécurité, gages, il n'y a pas à sortir de là.

Placés aux endroits convenables, ces trois irréfutables barils de dynamite peuvent faire sauter le *Reich*, avec l'aide de la Bêtise Infinie, notre meilleure alliée depuis 1919. Faire sauter le Reich, retourner à la période antibismarckienne, jongler avec les Allemagnes, égrener le *Deutschtum*, tels doivent être nos buts, pour l'issue de cette nouvelle guerre que Berlin mène contre nous, plus sottement encore, s'il est possible, cette fois-ci que l'autre. S'il faut en croire les déclarations, qui ont l'air mûrement réfléchies, de M. Maginot, de M. Poincaré, la France est résolue à ne pas se contenter d'un demi-succès. Nous voulons aller jusqu'au bout. Notre existence même est en jeu. Quel crime ce serait en effet commettre contre la patrie que de ne pas extraire le maximum des possibilités si patiemment, si ingénieusement renouvelées de 1918 par la politique poincariste ! Si les mots ont un sens, si ces résolutions d'énergie, conjuguées avec la trilogie *sécurité*, *réparations*, *gages*, doivent s'incarner dans des attitudes et dans des faits, tout cela veut dire que :

1° L'Allemagne devra l'exécuter, non par des promesses, mais par des prestations positives ;

2° La politique de saisies-arrêts, de saisie-gagerie, et de saisie-brandon, pour user des termes mêmes de la basoche, inaugurée en janvier, sera poursuivie, affermie, étendue ;

3° La question du Rhin, — car il y a, de plus en plus, une question du Rhin que les fusillades de Dusseldorf remettent sur son véritable terrain, — sera réglée dans un sens occidental. L'esprit occidental, le *Westgeist*, comme ils disent, devra l'emporter sur l'*Ostgeist*, l'esprit oriental ;

4° Rien ne nous détournera de notre but, ni Angleterre, ni Italie, ni Amérique. Il est peu probable d'ailleurs que nous demeurions seuls désormais. Mais il vaudrait cent fois mieux demeurer seuls contre tous dans ces démêlés que d'abandonner un iota de notre programme.

Appliquée à l'Allemagne, cette combinaison du forceps, du scalpel et du bistouri, va provoquer une lutte insigne qui, franchissant les frontières écroulées de la Ruhr, gagnera le *Reich* dans son entier. Cette *bataille du Reich*, inévitable même si nous restions simples spectateurs, à raison du délabrement fiscal, d'où résultera, comme toujours en pareil cas dans ce pays grumeleux, une crise de séparatismes aigus, auprès desquels les phénomènes présents sont vraisemblablement peu de chose, quelle forme prendra-t-elle?

A première vue nous serions enclins à imaginer des incidents classiques et bien définis, avec émeutes de trois jours, sécession en règle, raids militaires, dictatures successives de droite et de gauche, un tableau sanglant et heurté qui rappelle les révolutions finlandaise, hongroise, bavaroise, mais avec éclatement final. Rien ne nous dit d'ailleurs qu'il n'en ira pas ainsi. Pour ma part j'ai un faible à l'égard de cette savoureuse anticipation, la liquidation tonitruante de l'œuvre bismarckienne, avec apurement définitif des comptes.

Mais quoi ! C'est peut-être faire bien de l'honneur au peuple allemand. Privé d'une direction homogène, il s'aplatit, s'écrase, n'aboutit à rien, pas même au suicide. C'est pourquoi, au lieu de la solution chirurgicale, verrons-nous plutôt :

Un immense gâchis tomber du Walhalla.

Sur les confins danois, franco-belges, polonais, autrichiens, la ruine du *Reich* affectera peut-être une forme moins insaisissable. On parle beaucoup des visées particulières d'un von Kahr ; la Rhénanie paraît également disposée à franchir le pas. Dans le Slesvig, il serait question aussi, dit-on vaguement, de revendications outrancières. Pour peu que l'un des « pays » ou fragments de « pays » (parler d'*Etats*, depuis la constitution de Weimar, c'est employer un terme désaffecté) se décide à fausser compagnie à ses confrères, le *Reich* courra le risque de s'égrener comme un collier de perles fausses. Supposons une Rhénanie nettement, délibérément sécessionniste. Est-ce que le Hanovre ne suivrait pas?

Notre sécurité aurait alors la partie belle. Plus belle, certes, que nos réparations. De pareilles manœuvres de dissociations opérées dans un milieu financier aussi anémié remettraient aux calendes grecques le paiement de notre créance. Il ne faudrait pas trop gémir : des deux, l'élément *sécurité* doit l'emporter — et de beaucoup

— sur l'élément *réparation*. Aussi bien l'absence de paiement ne serait-elle que relative et nous permettrait-elle de conserver par surcroît, sous des formes capables d'une infinité d'améliorations, une série de gages et de contrôles, tous plus amusants les uns que les autres, sur la peau, la vie et la carcasse de ce qui subsisterait du *Reich*.

Comment toucher le peu qui pourrait nous revenir? C'est poser, une fois de plus, la question de la monnaie. Grave problème s'il en fut, et à peu près insoluble. Si le mouvement actuel s'accentue, l'Allemagne en viendra à partager le sort des petits pays qui n'ont pas de monnaie à eux ou qui admettent sur leur territoire la circulation de la monnaie étrangère. Avant la guerre, si je ne me trompe, c'était le cas du Luxembourg, au moins pour la monnaie divisionnaire. Peu à peu remplacé par des francs, des florins, des dollars, des livres, le mark ne subsisterait plus que comme monnaie de compte. Une pareille hypothèse en sous-entend une autre, celle de la stabilisation, au moins provisoire, au moins par paliers, des changes. Elle n'est pas absolument indispensable, puisque les industriels, petits et gros, ne comptent plus entre eux depuis longtemps qu'en livres ou en dollars, puisque la première besogne de tout Allemand qui touche en marks une somme supérieure à sa dépense journalière est de la convertir en devises présentables. Depuis deux ans le *Reich* a ainsi absorbé des sommes considérables de monnaies étrangères. Combien en reste-t-il dans la circulation proprement dite? Personne ne le sait au juste. Si on le savait, le problème de la monnaie, qui fait travailler — bien inutilement — les inventeurs de marks-or ou de thalers-or, serait résolu, ou presque. On peut assurer en tout cas que le montant en est considérable, plusieurs milliards de francs-or, sans doute. Dans les régions d'occupation française, par exemple, on n'accepte plus que des francs, dans certains endroits, des francs dont on abuse, si j'en crois certains informateurs qui m'assurent avoir ingurgité, pour 20 francs, à Dusseldorf, un déjeuner de méchante guinguette.

Cette disparition de la monnaie nationale n'est qu'un aspect de la carence de l'État. Sur ce terrain, *la bataille pour le Reich* est déjà perdue, puisque son signe monétaire est déjà honni. Personne du reste, à proprement parler, ne l'a gagnée. Elle est perdue pour tout le monde. Wells, qui passait, avant la guerre, pour avoir de l'imagination, n'a songé jamais à cela. Pourtant, dans l'état de complication et de délicatesse où vivent les sociétés modernes, l'évolution financière prête à de singulières conformations, aujourd'hui encore où tout demeure en suspens. Une nouvelle phase de l'histoire du

crédit, ouverte avec la frappe garantie du premier lingot, s'ouvre peut-être sous nos yeux sans que nous nous en doutions. Ce qui est certain, c'est l'embarras de tous ceux qui, de près ou de loin, ont à s'occuper de cette terrible question de la monnaie germanique, qui, je le répète, est peut-être résolue à notre insu.

Quoi qu'il en soit, nous pénétrons dans une phase singulièrement critique de l'histoire européenne, de l'histoire franco-allemande notamment. Jusqu'à présent il s'est agi de dire *non* très fort, très résolument ; tâche relativement facile pour quelqu'un dont le parti était pris de dire *non* ou de s'en aller, si le *non* devenait intenable. On pouvait à la rigueur fermer les yeux.

Maintenant il s'agit de voir clair, plus clair que jamais. A la situation archi-simple de janvier succède une situation archi-compliquée, brodée des arabesques les plus captieuses. M. Poincaré n'a pas eu tort de dire que sa tâche devenait difficile. Je le crois bien ! Marchander n'est rien, mais marchander avec des alliés peu sûrs, pleins d'embûches, marchander avec un pouvoir instable, proche du néant, marchander sans bases, quelle besogne de titan !

Il ne faut plus penser avec des mots, mais avec des valeurs concrètes, usines, champs, mines. Que de traquenards possibles, même sur ce terrain. A quoi, par exemple, rimerait une remise entre nos mains d'actions industrielles, dont le dividende, s'il y en avait un, nous serait servi en marks? Cet exemple d'un beau marché de dupes à éviter crève les yeux. Il en est d'autres moins éclatants.

Tous nos vœux, toute notre résolution doivent se mettre plus que jamais au service de la patrie et du chef résolu qui a décidé de la sauver. L'affaire n'est pas encore conclue. Soyons patients. Sachons attendre. Ce sera long.

Abattue, traquée, prise à la gorge, Germania est capable de ruer comme un onagre et de mordre comme un fauve.

René Johannet.

LES LETTRES

L'ART DE MAURICE DU PLESSYS

Quand on se demande pourquoi le poète Maurice du Plessys, magnifique écrivain en vers et grand cœur lyrique, est resté confiné jusqu'à soixante ans dans un renom médiocre que deux ou trois cents personnes entretenaient, il serait trop simple de répondre : la poésie ne se vend pas, et il y a fort peu de poètes qui ne soient doublés d'un autre écrivain actif, chroniqueur, dramaturge, romancier au besoin. Trop simple aussi de reconnaître, une fois de plus, que la misère physique et pécuniaire est la fille de l'obscurité, et en est la mère aussi... Maurice du Plessys n'a jamais figuré, à proprement parler, comme un bohème pittoresque. Il a toujours eu dans certain faubourg que je connais, un foyer et une famille. C'est le plus grand exil que puisse subir un écrivain, l'exil de la vie appelée bourgeoise. La solitude au fond d'une province, la réclusion dans une maison des champs ne sauraient aussi bien vous séparer du monde littéraire et de son furieux tracas :

De toute ma hauteur séparé de mes frères,
Me ravis-tu, Pallas, dans un triomphe affreux?
Non, tu veux seulement en m'élevant m'abstraire
Du vacarme que font les fantômes entre eux.

Cela est dit dans l'*Ode à Pallas occidentale* en termes fort nobles. Il y a eu un très grand nombre de romantiques pour nous déshabituer de prendre ces accents au sérieux, ou du moins, ces mots au pied de la lettre. Mais le singulier, c'est qu'ici la fiction soit presque nulle.

Et voici une première remarque que du Plessys nous impose. Il est à la fois le poète qui a employé le plus naturellement et le plus passionnément les formes qui, aujourd'hui, passent d'habitude pour artificielles ou insincères.

Toute la tradition moderne est, en effet, pour lui, nulle et non avenue. Peu lui importe qu'il ait surgi au siècle dernier des poètes-pélicans ou des poétesses-ménades, et que le goût général soit blasé ou non touchant les cris du cœur et surtout les orchestrations de ces cris. Il ignore si complètement le romantisme qu'il ne lui a jamais emprunté une seule figure. Et c'est ce qui déçoit sans doute les lecteurs mal prévenus : la mythologie, le style sourcilleux sont aussi jeunes et ingénus pour du Plessys que pour un homme du seizième siècle. Il les emploie gaillardement sans penser que d'autres ont pu sembler les user et les affadir. On me dira que Moréas a donné le même exemple ; plus discrètement en tout cas ; et avec un sens plus chatouilleux de ce qui a l'air, devant le public, de pure et simple littérature. Si Moréas est un classique raisonné, du Plessys est une sorte de pré-classique et sans y penser. Il n'y a rien de si proche de du Bartas dans toutes nos lettres que certaines des *Etudes lyriques*, et rien, si j'ose dire, qui le fasse moins exprès. Plus il cède à son émotion, plus il lui donne ce vêtement, à ses yeux naturel et qu'il n'a garde de trouver clinquant et dérisoire. L'ode du *Buveur et la guerre* est la pièce la plus sincère du monde :

Goûtons, ô ravissement,
De ce vaste firmament
La tranquillité sublime :
Quelle paix! l'âme n'entend
Que ce silence chantant
Hôte éternel de l'abîme!

...Mais quel bruit! les éléments
Du Styx rués tout fumants
Vont-ils dévorer la terre?
Déesse qui le canon
Prends pour coursier, dis ton nom
Infernal? Je suis la guerre!

Comparez ce fragment d'un sonnet sur la *Sympathie universelle* où il semble justement nier et omettre tout ce que les modernes ont cru amener de neuf dans la sensibilité cosmique :

Tout le ciel à l'instant vient de descendre en moi;
Mon Dieu me remplit tout de sa grande lumière
...Et je m'étonne encore que si peu de poussière
Réponde de si bas au Très Haut que je vois.

Je goûte en ce moment de si pures délices
Que tout le fiel s'en va de toutes mes malices
Et que tout le vieil homme en est renouvelé!

Je siège, parfumé de la robe des roses,
Et je m'unis, aux yeux du grand site assemblé,
A la divine main qui caresse les choses!

On ne saurait retrouver si naïvement le ton des poèmes spirituels d'il y a trois cents ans. Les hardiesses nouvelles : « ce grand site assemblé », la « robe des roses » sont si parentes des abstractions et des concetti de la bonne époque, qu'elles n'empruntent rien au monde extérieur, tel que nos yeux se le croient aujourd'hui révélé. Si c'était là un exercice, ce serait déjà étonnant. Mais comme on peut jurer que rien n'est plus naturel que ce tour d'esprit poétique, cela tient du prodige. Certains diraient du monstre : ils auraient tort.

L'inspiration de du Plessys a du reste brillé dans toute son œuvre par une diversité que ce ton n'annonce point, et révèle même assez difficilement aux yeux mal exercés. On trouvera dans les *Etudes lyriques* des poèmes d'amour qui sont parmi les plus beaux qu'on puisse voir, encore qu'ils ne ressemblent pas plus à ceux de Musset que Lycophron à M. Paul Géraldy. Tout y est pour rendre accomplies ces élégies érotiques, la mélancolie hautaine, la vibration indéfinissable d'une pudeur charnelle et d'un frisson de l'esprit. Mais enfin, il faut le découvrir, et c'est l'objet d'un utile apprentissage :

Se peut-il que tant d'heur laisse en sorte un front sombre?
Dis-le-moi, mon amour, et saché-je à quoi tient
Que ton âme à tes yeux s'épaissit comme l'ombre
Qui tremble au pied d'un arbre à l'heure où la nuit vient.

L'art d'un du Plessys constitue, avant tout, une étrange réaction contre toutes les habitudes de ce temps ; une imagination s'y exerce, jamais soumise aux sens, mais toujours semi-abstraite, le langage s'y efforce constamment vers le plus haut degré de sérénité et de noblesse, les hardiesses mêmes, dont il est beaucoup, y sont voilées comme des prudences de style... On ne saurait trop recommander au lecteur ces poèmes d'amour et ceux qui seront, je crois, réunis sous le titre du *Temps d'aimer*. Dans l'histoire de l'élégie française, leur grâce, leur dignité, leur décence surtout, les met déjà hors de pair.

Trop privé des plaisirs qu'il nous rachète en peines,
Je ne connais d'amour que le mal qu'il m'a fait.
...O toi, dont un regard a fixé ma fortune
Ainsi, j'aime ton front mouvant comme la lune
Et ces beaux yeux qui sont de la fausse monnaie!
...Si loin que s'étendît autant la terre humaine,
Ciel, que vous êtes vide à mes yeux rebutés!

Jamais de rocaille dans ces vers si volontiers surprenants et difficiles, mais qui revêtent l'aspect coulant et naturel. Il faut prêter attention à leur naturel comme à leur difficulté, également mensongers. Et pour revenir à la querelle présente, ceci explique bien des choses, surtout à la défaveur de cet art ; ou tout au moins, l'impuissance qu'il a marquée jusqu'ici à toucher le public, infortune contre laquelle il faut réagir désormais. Le lyrisme proprement classique a été — avouons-le — si bien offusqué par le romantisme que le goût n'est plus du tout préparé à le goûter. Et j'entends par lyrisme classique celui qui ne livre les sentiments qu'à demi, et qui masque par le naturel suprême, la suprême subtilité.

Il est juste d'avouer à présent, pour décharger un peu notre époque, que Maurice du Plessys a porté la peine d'un autre travers. Ce fut de rester, dans l'école romane, au stade où Moréas avait écrit *Œnone* et le second *Pèlerin passionné*. Les réussites épurées dont nous avons donné un aperçu, n'illustrent qu'une part de son œuvre. Il a entretenu non pas seulement avec Malherbe, non pas seulement avec Ronsard des relations périlleuses : son époque d'élection est le temps des rhétoriqueurs. Or, l'école qu'illustrèrent Jean Marot et Lemaire de Belges, est bien difficile à ranimer pour nous. Elle a usé dans leur première vigueur et verdeur, des mots abstraits qu'un long usage a rendus à nos yeux prosaïques et pédantesques. Elle a gardé de ses prédécesseurs un goût continuel de l'Allégorie que depuis lors le Symbole détrôna, comme on sait. Ses tenants, où il faudrait presque ranger Maître Clément, ont été des écrivains admirables, mais non pas des poètes au sens généralement reçu. Mais par une affinité particulière que nul esprit de système n'aurait pu suppléer, du Plessys est allé précisément leur emprunter la majesté oratoire, le rythme bien souvent, et le vocabulaire. Imaginez Vigny nourri aux lettres de notre pré-Renaissance !

Il resterait à préciser l'influence que du Plessys, grand érudit et médiéviste, a pu exercer sur l'*Ecole romane*, dont il a certainement inspiré le chef. A la fois romaniste et humaniste, le poète du Plessys paraît déjà avoir réuni les deux éléments les plus particuliers de notre civilisation ; aux côtés des méditerranéens qu'étaient ses amis, ce trouvère d'Ile-de-France a contribué à la restauration d'un classicisme élargi et proprement national, celui qu'appelait à sa naissance le romantisme, ou plutôt le « romanticisme », et qui est avant tout une réconciliation des lieux et des temps de la France...

André Thérive.

L'HISTOIRE

LES JUIFS EN FRANCE AVANT LA RÉVOLUTION

On a tout dit, ces dernières années, de l'étonnante hardiesse de tels pseudo-historiens fabricateurs de légendes, de la facilité du grand public à accepter leurs contes bleus et de l'urgente nécessité de « refaire l'histoire ». Aussi n'ai-je d'autre prétention que de grouper des documents dispersés jusqu'ici dans des ouvrages spéciaux, dont la réunion et le rapprochement permettront de voir un peu clair dans une question fort embrouillée, fort ignorée et qui touche à l'un des problèmes les plus importants de l'heure présente : le problème juif.

La condition des Juifs en France avant 1789? — Ne ménageons point les termes, et marquons immédiatement que les historiens officiels et notamment les historiens juifs, premiers intéressés dans l'affaire, se sont « systématiquement efforcés d'obscurcir la vérité sur ce point ». C'est un talmudiste notoire qui le déclare, le savant docteur Jacob Fromer : et il proteste vivement contre « la fable des écrivains juifs modernes qui prétendent que le ghetto, qui est la séparation nécessaire pour le maintien du type juif, le ghetto, où les Israélites ont toujours vécu depuis leur entrée dans l'histoire, dans la terre de Goshen et dans la terre de Canaan, à Alexandrie, à Rome, en Espagne, en Portugal et ailleurs, est une invention des peuples au milieu desquels ils ont résidé, et que le martyre juif, l'inévitable conséquence de la séparation volontaire, a, en tous temps et en tous lieux, été dû à la brutalité des gentils ».

M. Marius André l'a pertinemment démontré pour l'Espagne, et M. Salomon Reinach lui donnait la réplique : il n'y a qu'à hausser les épaules lorsqu'on nous parle de la *persécution* des Juifs au moyen âge par les peuples chrétiens. Pour nous en tenir à la France, « il semble, écrit le rabbin Korb, que les Juifs y aient été attirés autant par le charme de ce pays riche et pittoresque que par le caractère ouvert et généreux de ses habitants, avec lesquels ils eurent, pendant plusieurs siècles, les relations les plus cordiales. Sans jouir de toutes les libertés, ils jouirent au moins d'une large tolérance... Des écoles israélites, fréquentées par beaucoup de disciples avides de s'instruire, se fondèrent dans nombre de villes et notamment à Paris, Orléans, Melun, Corbeil, Troyes, Narbonne. »

Certes, il y eut, dès le temps des croisades, des tumultes antijuifs. Mais ce ne furent jamais que des tumultes locaux, qu'il faut se garder d'exagérer, et qui s'expliquent par des raisons diverses. Des ordonnances royales étaient intervenues, par exemple, pour limiter le taux de l'intérêt ; mais les Juifs ne laissaient point de dépasser souvent le chiffre fixé ou de pratiquer l'anatocisme. — D'autre part, et sans l'accepter tout entier, car le moyen âge n'est point aussi barbare qu'il nous le présente, que l'on songe un peu à la part de vérité contenue dans le petit texte que voici, qui est de M. J.-H. Rosny aîné :

« Dans l'ensemble, parmi des barbares qui massacraient pour un oui ou un non, les Juifs eurent plutôt un traitement de faveur. Car ils purent vivre, ils eurent des garanties, souvent précaires — qu'est-ce qui n'était pas alors précaire? — mais enfin des garanties. Les chrétiens dissidents, Ariens, Albigeois, Vaudois, n'avaient, dans les milieux orthodoxes, qu'à se soumettre ou à périr...Ah ! non, en une période où l'extermination pesait si peu dans les balances de la miséricorde, il est excessif de dire que les Juifs, relativement épargnés, aient pu *justement* accumuler des haines contre tous les nôtres, plus excessif encore de dire qu'il est équitable qu'ils se vengent contemporainement de nos ancêtres (1). »

Encore un coup, il y a dans ces lignes des excès manifestes. Néanmoins, elles montrent assez que nous aurions tort de juger des choses

(1) *La Juive*, p. 9-10. — Toutefois, sur la barbarie des mœurs médiévales et le « progrès » moderne, il nous plaît de citer ces lignes toutes récentes — si judicieuses ! — de M. Gonzague Truc : « *Nous, c'est par millions que nous comptons les morts, et nous manions, au lieu du javelot ou du glaive, la torpille ou les poisons chimiques, en attendant d'asservir, pour un odieux usage, la peste, le typhus ou quelque étonnante plaie élaborée dans des éprouvettes. Les hommes sont devenus de si exécrables créatures, qu'il semble qu'un Dieu irrité veuille les détruire en les contraignant à s'entre-tuer.* » (*De l'amour à la mort*, p. 110-111.)

d'autrefois avec nos sentiments d'aujourd'hui. Nous devons aussi remarquer que ces actes de brutalité ne furent jamais l'œuvre ni de l'Église ni de la monarchie. On peut uniquement imputer à celle-ci les diverses lois d'exception qu'elle appliqua au peuple juif, et dont on lira le détail dans la remarquable étude de M. J. de Lataulade : *Les Juifs sous l'ancien régime*, thèse de doctorat soutenue devant la faculté de Bordeaux le 21 mars 1906. Mais, songeant à l'exclusivisme du peuple juif si justement marqué par le talmudiste Fromer, on ne sera surpris ni outré de ces mesures exceptionnelles et l'on pensera surtout que les Juifs n'en souffrirent point. Michelet, le délirant Michelet lui-même, a bien montré quelle fut la « faiblesse du peuple juif » : « Il est toujours resté lui, fort et borné, indestructible et humilié, ennemi du genre humain et son esclave éternel. » (*Histoire de France*, I, 1, 146.) Même lorsque saint Louis fit brûler le Talmud, il ne *persécutait* pas les Israélites, il ne portait point atteinte à leur religion : sa seule intention était de détruire ce livre misérable, qu'il regardait comme l'obstacle principal à la fusion des Juifs avec les sujets chrétiens de son royaume, et de supprimer ainsi cet élément hétérogène dont la dissidence s'accusait de plus en plus dans l'État et devenait un danger pour l'unité nationale. Les Juifs étant demeurés réfractaires à toute tentative d'assimilation et tendant, au contraire, à former un véritable État dans l'État, saint Louis dut bien s'incliner devant l'évidence du fait, et reconnaître à ce peuple exotique sa qualité d'étranger qu'il voulait conserver. C'est pour marquer d'un signe extérieur cet isolement volontaire où les Juifs se plaçaient obstinément, qu'il les obligea, par l'ordonnance de 1269, à porter la rouelle, non pas (il y faut insister, car ce sujet a fait couler des flots d'encre) pour les humilier, mais bien pour les distinguer, pour les empêcher de dissimuler, quand ils croiraient avoir intérêt à le faire, leur qualité d'étranger.

Il en est sensiblement de même de toutes les mesures d'exception. Qu'il ait pu y avoir parfois des abus dans certaines expulsions provisoires, il serait niais de le contester. Mais on remarquera que l'expulsion de 1394 dont on fait grand cas et toutes celles qui l'ont suivie, n'eurent jamais rien de définitif : commandés par l'intérêt national, ces arrêtés successifs, généralement très sévères dans la lettre, ne furent jamais appliqués avec rigueur. Les Juifs continuèrent, jusqu'à la Révolution, d'être accueillis en France avec la plus grande tolérance. Sans parler même des Juifs portugais, dont la situation était privilégiée et qui, fixés à Bordeaux dès le règne de Henri II, acquirent les plus grandes richesses dans le commerce maritime, la communauté des Juifs d'Alsace était fort considérable, et Bernard

Lazare a souligné la large indulgence administrative qui permit aux Juifs d'élire domicile et de se fixer soit à Paris, soit ailleurs. Lazare insiste même sur « *l'excellence de leur situation* ».

« Dans les diverses circonstances où l'autorité de Louis XIV fut directement invoquée par les descendants d'Israël, le grand roi se montra chevaleresque et animé des sentiments d'une justice impartiale et d'un esprit de tolérance *qui étonne.* » Ainsi parlent les *Archives israélites.* Et ailleurs : « Le grand roi a été juste, bienveillant, impartial, équitable à l'égard des Juifs. » — Lorsqu'en 1681 les négociants de Marseille réclament l'expulsion des Juifs de la ville, Colbert charge l'intendant, M. de Rouillé, d'enquêter en secret, et il ajoute : « Vous devrez prendre garde que la jalousie du commerce portera toujours les marchands à être d'avis de les chasser. » — C'est Louis XIV encore qui écrivait au gouverneur de la Martinique, où les Juifs avaient introduit la culture de la canne à sucre :

« Ayant été informé que les Juifs qui se sont établis à la Martinique et les autres isles habitées par mes sujets ont fait des dépenses assez considérables pour la culture des terres, qu'ils continuent de s'appliquer à fortifier leurs établissements, en sorte que le public en recevra de l'utilité, je vous fais cette lettre pour vous dire que mon intention est que vous teniez la main à ce qu'ils jouissent des mesmes privilèges dont les autres habitants desdites isles sont en possession et que vous leur laissiez une entière liberté de conscience. »

Au grand siècle, du reste, de nombreux Juifs habitaient Paris. Tels Joseph Athias, l'imprimeur ; Cohen, qui était pensionné comme savant étranger ; Samuel Bernard, probablement Juif, qui fut reçu à Versailles.

Sous Louis XV, l'écrivain Isaac Pinto, les médecins Astruc (des facultés de Montpellier et de Paris) et Sylva, l'ami de Voltaire, sont reçus avec grande faveur à la cour ; il y a à Paris une importante communauté juive, dont les membres exercent les professions les plus diverses. Ce ne sont point seulement, comme on pourrait le croire, des quincailliers, bijoutiers, merciers ou fripiers, mais des marchands de denrées alimentaires, des liquoristes, des munitionnaires, des graveurs, dessinateurs, peintres en miniature, des filateurs, des employés de l'État ou de la police, des professeurs pour sourds-muets, — et trois banquiers seulement.

Paul d'Estrées a publié sur ce sujet un rapport de police très précieux. C'est un extrait de l' « état des Juifs domiciliés à Paris au 13 juin 1775 » (donc tout au début du règne de Louis XVI). Sur huit familles inscrites sur cette page, on trouve quatre familles de commerçants, une d'industriels, une de professeurs, puis : Salomon Benjamin

(et Cerf Benjamin, son fils et sa femme) *à la manufacture de tabac, à la tête de laquelle il est par ordre de M. le Fermier général*, et Israël Bernard de Valabrègue, *faisant fonction de conseiller, secrétaire et interprète de la Bibliothèque du Roi*. Les commerçants ont des passeports ; pour les autres familles, on lit les mentions : « connu du magistrat — connu du ministre et du magistrat — le magistrat a décidé qu'il n'avait pas besoin de passeports. » D'autres familles que cite Paul d'Estrées, qui a étudié de très près tous les registres de police du temps, sont : *à observer*, ou bien : *à renvoyer*, selon les cas. — Dans sa brochure sur *les Juifs de Paris sous Louis XV*, M. Léon Kahn, secrétaire adjoint du Consistoire de Paris et (comme on devine) peu tendre pour la monarchie, note que la communauté israélite comprenait des « industriels et fabricants d'importance » et même « des petits-maîtres, qui portaient l'épée et faisaient les libertins, couraient les ruelles et emplissaient Paris de leurs bruyantes et folles équipées ».

Notons, d'ailleurs, que de tous temps, des lettres de naturalité furent accordées pour services rendus. Abraham Cahen (*Les Juifs à la Martinique au XVIII^e siècle*, dans la « Revue des Études juives ») remarque qu'elles furent « fréquentes ». Et elles le furent de plus en plus : « De jour en jour, écrit Bernard Lazare, une plus large tolérance se manifestait à l'égard des Juifs. » Un jour vint où le roi Louis XVI, parachevant l'action patiente et généreusement prudente de ses ancêtres, entreprit de mener à bien l'œuvre où saint Louis avait échoué par la faute de l'obstination des Juifs : l'assimilation totale, encore que progressive, réglée et rationnelle, de tous les bons éléments d'Israël. Dès 1787, Louis XVI, qui avait déjà aboli le péage corporel subsistant dans quelques villages (édit de janvier 1784), préparait un système d'émancipation graduelle, « un régime de préparation et d'initiation, faisant des services rendus à la patrie et à la société la condition de l'admission à la communauté des citoyens ». (Hallez, *les Juifs en France.*)

Il y aurait toute une étude à faire sur ce sujet si peu connu. L'abbé Joseph Lémann (*l'Entrée des Israélites dans la société française*, p. 444 et suiv.) en a réuni les éléments.

On sait que Louis XVI avait chargé une commission du Conseil d'État d'examiner la question. La commission travailla fort sérieusement ; elle entendit les délégués des diverses communautés juives ; puis elle établit un mémoire que M. de Malesherbes présenta au roi. « Le gouvernement de Louis XVI, écrit Léon Halévy dans son *Histoire des Juifs modernes*, allait rendre un édit en faveur des Juifs, quand arriva la Révolution. » Comme l'exprime si bien le grand rabbin Émile Cahen, « l'action énergique et décisive allait passer entre les

mains des glorieux représentants de la nation ! » et aboutir à l'étonnante et désastreuse fiction légale du 27 septembre 1791, qui naturalisa *en bloc* tous les Juifs campés, ne fût-ce que du jour même, sur le territoire français.

« Nous ne croyons pas, écrit l'abbé Lémann, que l'édit de Louis XVI eût permis aux Israélites l'occupation indistincte de tous les postes, de toutes les administrations... Jamais Louis XVI n'eût consenti à porter à son comble l'exaspération de l'Alsace en y émancipant tous les Juifs à la fois... Les Juifs n'eussent pas été appelés tous à la fois, en masse, au bienfait du nouveau régime. Les plus dignes eussent été appelés les premiers ». Tous les écrivains juifs, Graëtz dans son *Histoire des Juifs*, Halphen dans son *Recueil des lois concernant les Israélites*, Bédarride dans l'*Histoire des Juifs en France*, les rédacteurs des *Archives* et de *l'Univers* reconnaissent explicitement que les Juifs avaient besoin de la Révolution pour échapper à l'émancipation graduelle. La Révolution s'est substituée à l'action royale pour brusquer les choses, mais remarque l'abbé Lémann (juif converti) « un jour le monde constatera : nous nous sommes trompés en émancipant Israël. »

Somme toute, lorsqu'il étudiait l'affranchissement des Juifs, Louis XVI ne laissait pas de se préoccuper de l'avenir de la France, mais la Révolution n'a eu qu'un seul souci en cette affaire : appliquer la doctrine des droits de l'homme et du citoyen ! Dans un très beau chapitre de son livre, par ailleurs d'un ton prophétique qui agace un peu, l'abbé Lémann a montré, par des faits et des textes, comment deux modes d'émancipation se trouvaient en présence : l'émancipation graduelle et l'émancipation globale et immédiate. La Révolution, dit-il, « a dévoré les intermédiaires. Mais cette suppression des intermédiaires a-t-elle été un bien?... »

A cette question que lui-même il pose, l'abbé Lémann répond négativement. Nous souscririons volontiers à cette négation, que Bernard Lazare n'eût point désavouée. Mais nous préférons laisser au lecteur le soin de conclure. En un problème complexe et peu connu, nous n'avons voulu apporter que des documents. Qu'on nous laisse seulement observer qu'ils semblent colorer de teintes fort inattendues l'histoire d'un passé trop souvent dénaturé par les passions des partis.

René Groos.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. SACHA GUITRY

Un visiteur, un jour, rencontra M. Sacha Guitry au théâtre, à l'heure de la représentation. Ce soir-là, M. Guitry ne jouait pas. C'était son père qui était en scène, et la pièce qu'on représentait n'était pas de lui. Le rideau venait de tomber et, dans la salle, les applaudissements saluaient, comme de coutume, le plus grand acteur de notre temps. M. Sacha Guitry était assis près d'un portant. Il dit au visiteur : « Voyez, ce n'est pas à moi que vont ces applaudissements, mais je les écoute quand même. Ils me font du bien. Je ne peux pas vivre sans eux. » Dans le filigrane de cette mince anecdote, on lira déjà tous les défauts et la moitié des qualités de M. Sacha Guitry.

Les défauts sont aisément lisibles, ils sautent aux yeux : homme de théâtre autant qu'il est permis de l'être, M. Guitry a tous les péchés mignons du métier. Lui qui pourrait n'aimer que la gloire, il a la vanité d'aimer le succès. Quand on aime trop les applaudissements, on les cherche. Et quand on les cherche, on suit un mauvais guide. A cause de cette faiblesse, M. Guitry s'abaisse à être parfois le flatteur du public. Mais cet amour du métier, qui tient M. Sacha Guitry près d'un portant les jours où il ne joue pas, c'est déjà un sentiment fort et nourricier.

On fait toujours quelque chose de bien quand on aime à ce point sa profession. M. Guitry aime passionnément la sienne. Une grande passion, disait Brunetière, est aussi rare qu'un grand génie. Une passion est toujours belle quand son objet n'est pas vil.

Dès qu'il vit le jour, M. Guitry était déjà un dauphin dans le royaume

de Thalie : il était le fils de Lucien Guitry. Comme il est naturel à un prince héritier, il eut avec ce puissant souverain des démêlés qu'il est bien permis d'évoquer, car ils ont été retentissants. Puis, un jour, ils se terminèrent par une réconciliation publique, et théâtrale, ainsi qu'il sied. A la fin d'une pièce de Sacha Guitry, jouée par Lucien Guitry pour sceller l'alliance, on vit le fils tomber aux bras du père ainsi qu'Enée aux bras d'Anchise :

Da jungere dextram,
Da, genitor.

Et depuis lors, on voit aux devantures des grands photographes le masque impérial du père conjugué avec le visage consulaire du fils et l'agréable minois de Mme Yvonne Printemps.

Sacha Guitry commença à écrire pour la scène à l'âge où nous faisions encore des compositions françaises sur les bancs de la rhétorique. Ses pareils à deux fois ne se font pas connaitre : il était célèbre aux environs de dix-sept ans. Depuis lors, il produit des pièces de théâtre comme un pommier porte des pommes, avec l'aisance et la fécondité d'une fonction naturelle. A trente sept ans, l'an passé, il a donné sa cinquantième pièce.

Deuxième trait à sa louange, c'est un grand travailleur. Son activité est remarquable. Tel Molière, auquel il ne lui déplairait point d'être comparé, il est à la fois directeur, auteur et acteur. Suivons la comparaison, sur tous les points où elle est légitime : M. Guitry est, par certains côtés, le Molière de la démocratie.

Molière aussi pensait au public, et il l'a proclamé, dans la préface des Précieuses, « *juge absolu* ». *Mais il disait encore, dans la* Critique de l'École des femmes : « C'est une étrange entreprise que de faire rire les honnêtes gens ». *Voilà une différence : il n'y a peut-être plus, au temps de M. Guitry, une minorité suffisante d'honnêtes gens au sens ancien.*

Dans le petit monde des théâtres, étroit et trop souvent peu éclairé, M. Guitry a été célèbre pour ses mots d'auteur. C'est une faiblesse qu'on ne lui eût point passée au temps de Molière. Le maître du comique savait aussi la puissance d'un trait et d'un bon mot. Mais il la dédaignait. C'est lui-même qui dit encore, dans cette Critique de l'École des Femmes *où se trouve exposée en jouant la doctrine de l'école de* 1660 *en matière de comique :* « L'auteur n'a pas mis cela pour être de soi un bon mot, mais seulement pour une chose qui caractérise l'homme. » *M. Guitry eût cherché plus souvent à caractériser l'homme au lieu de faire des mots, s'il avait eu auprès de lui une cour et des juges tels que Boileau.*

Boileau qui apprenait à Racine l'art de faire difficilement des vers

faciles, eût mis M. Guitry en garde contre la facilité. Louis XIV appelait Molière et lui commandait de composer une comédie en quelques jours, et Molière improvisait. M. Guitry, lui aussi, improvise pour plaire à son souverain. Mais il « bâcle », parce que ce n'est plus que le public d'une démocratie.

On disait jadis qu'il écrivait ses pièces en quelques jours, voire en un seul. Ce dut être vrai, et ce doit l'être beaucoup moins. Certains de ses derniers ouvrages sentent le travail longuement repris et, faute peut-être d'habitude, pas toujours bien ressoudé. Le Blanc et le Noir, *par exemple, donnait l'impression d'être fait de deux morceaux insuffisamment articulés. M. Guitry a changé sur bien d'autres points. Au temps de sa jeunesse, il passait pour un cynique et, comme on disait alors, pour un « amoral ». Et puis l'âge est venu, il s'est aperçu que la vie méritait qu'on la prît avec gravité. Des événements si prodigieux bouleversaient le monde qu'on en entendait causer même au théâtre. M. Guitry, comme le bon vin, s'est amélioré en vieillissant — s'il est permis de parler d'âge à propos d'un homme de trente-huit ans. Il a écrit une pièce qui portait ce titre, symbole d'une évolution dont on ne peut que le louer :* Mon père avait raison. *Il a même une légère tendance à l'excès inverse, une sentimentalité qui montre à quel point ceux qui le prenaient pour un cynique ignorent la véritable nature du comique, cet état d'indignation voilée contre les vices et les ridicules de l'humanité. Molière — toujours lui — disait dans* l'Impromptu de Versailles : « *L'affaire de la comédie est de représenter en général tous les défauts des hommes de notre siècle.* » *Pas pour les approuver, bien sûr.*

Or, le doute sur ce point est superflu, M. Guitry est né auteur comique. C'est la part des qualités que ne laissait pas pressentir l'anecdote du portant, et qui sont le meilleur, de son talent et de sa renommée.

Des qualités, M. Guitry en possède à revendre, les unes brillantes, les autres solides. Au nombre des brillantes, nous avons déjà vu sa facilité, son esprit; il convient d'ajouter son habileté. Elle tient du prodige. Personne comme lui ne sait mener son public par le bout du nez. Il a déjà fait à peu près de tout : des comédies légères ou graves, bonnes ou moins bonnes, des vaudevilles, des farces, des fantaisies en vers, un drame, une opérette et des pièces auxquelles il serait difficile de trouver un nom, comme ses suites de scènes taillées dans la vie d'un homme célèbre, Pasteur ou Béranger. Quel que soit le genre qu'il aborde avec plus ou moins de bonheur et un succès toujours égal, il ne manque jamais d'inventer une jolie trouvaille fantaisiste qui empaume le public et qui arrache aux délicats un sourire de plaisir, tant c'est vif, imprévu et jaillissant. On parle à tort et à travers de fantaisie : la vraie fantaisie, l'imagination ailée, le coup d'aile d'Ariel, M. Guitry possède ces dons.

On disait à Athènes que les grâces avaient trouvé un refuge dans le cœur du puissant Aristophane; la fantaisie, dans notre démocratie qui ressemble davantage à Thèbes qu'à Athènes, a certainement un refuge dans le cœur du plaisant M. Guitry.

Et ce n'est pas encore le plus beau de ses dons. Le grand, le don majeur, comment le définir d'un mot? Ce qu'il y a de meilleur en M. Guitry fait penser aux excellents auteurs comiques de notre dix-huitième siècle. Né en un temps heureux, il les eût sans doute dépassés. Nul comme lui ne sait aujourd'hui mener une scène à un tel train qu'on a juste tout le temps de discerner sous le papillotement l'exactitude et la profondeur de la vérité : en ces rapides déjeuners de soleil, improvisés pour le plaisir d'une foule moins délicate que Louis XIV, ce sont nos mœurs qui revivent, saisies et fixées avec la rapidité de touche des maîtres. M. Sacha Guitry serait en droit de nous dire qu'après tout, Molière n'en était encore qu'aux Précieuses ridicules *à son âge. M. Guitry ne nous a pas donné les* Précieuses. *Mais plus on le connaît, plus on s'attache à ce talent séduisant, si aisé et si souple, plus on se dit que c'est peut-être dans ces pièces légères conduites d'une main nonchalante, que la postérité ira chercher le tableau, fragmentaire et incomplet, certes, mais pétillant de vie, des mœurs d'une époque à laquelle il faudrait deux peintres, l'un pour la grandeur horrible de la guerre, l'autre pour la légèreté avec laquelle la démocratie a vu venir le cataclysme et l'a traversé.*

***

Notre attitude sur le Rhin.

Si l'on cherchait un exemple pour instruire notre esprit public des traits essentiels sous lesquels se présente pour nous la question rhénane, on le trouverait avec le relief voulu dans les douloureux épisodes qui ont marqué de sang la journée du 1er octobre, à Dusseldorf. Dans cette journée funeste, trois caractères principaux sont à noter : l'importance grandiose de la manifestation autonomiste, la sauvagerie de l'agression policière contre les manifestants pacifiques, la lenteur de l'intervention de nos autorités.

Depuis combien de temps redisait-on, non seulement dans la presse de nos anciens alliés ou des neutres, mais dans beaucoup de nos organes et dans plus d'un de nos cercles officiels : « Où veut en venir cette poignée de Rhénans? Des enfants perdus sans cohésion et sans programme, des chefs sans personne qui les suive ou des rassemblements éphémères et sans lendemain! »

A ces jugements, les assemblées retentissantes d'Aix-la-Chapelle, de Bonn, de Trèves, de Mayence, de München-Gladbach, de Duis-

bourg, de Wiesbaden, pour ne citer que celles de ces derniers temps, sont venues opposer le démenti de leurs flots réguliers et sans cesse grossis déferlant l'un après l'autre contre les remparts du militarisme prussien. Des chefs ardents et convaincus, Smeets, autodidacte populaire, dont le courage égale la ténacité et qui faillit payer son zèle de sa vie désormais vouée à l'infirmité, le docteur Dorten, en liaison étroite, de par son origine et son passé, avec les milieux les plus relevés, d'autres figures nouvelles comme il en surgit toujours quand un mouvement prend de l'ampleur, Mathes, l'abbé Kraemer dont l'aspect d'ascète seconde le verbe puissant et animateur, d'autres encore dont l'image se précise, forment un groupe capable et résolu, qui n'ignore pas ce que peut lui coûter l'affranchissement de son peuple, qui sait que la menace de Berlin est partout, et qui n'en a pas peur.

Cette menace, on a vu ce qu'elle représente quand la police prussienne est chargée de la réaliser. Les trois ou quatre cents victimes de la « schupo », mise en branle par l'ex-préfet Gruntzner, attestent à la fois la rage du Reich devant la vague montante des revendications rhénanes et sa crainte de les voir aboutir. Il sait trop bien que, par le simple retranchement de ses florissantes provinces du Rhin, le syndicat centralisateur des forces germaniques perdrait la moitié au moins de son pouvoir de rayonnement et d'attraction dans les deux mondes. Aussi, emploie-t-il pour mater les rebelles, les procédés du maréchal Paskievitch, quand il faisait régner l'ordre à Varsovie. C'est par contre, à la suite de héros comme les protagonistes rhénans, que l'Helvétie parvint jadis à s'affranchir d'un régime tyrannique où, détail curieux, se rencontrait déjà, comme dans le régime actuel, le nom d'un Gessler.

Mais, les pistolets-mitrailleurs ne sont pas les seules armes dont se servent les agents du Reich contre ceux qui prétendent se soustraire au joug prussien ou qui sont simplement soupçonnés de désaffection à son égard. Le crime d'espionnage, aussitôt invoqué contre le dissident, avant toute preuve ou procédure, provoque mille mesures immédiates et sans appel, confiscations, inscription sur les listes noires, représailles sur tout ce qui peut tenir à l'inculpé, notamment dans les régions de l'Allemagne non occupée où l'arbitraire n'a plus aucun contrepoids. C'est devant ces sanctions sans nombre, prodiguées par une bureaucratie policière d'autant plus rude qu'elle est presque sans attaches de race ou de famille avec le milieu qu'elle administre, c'est devant ces méthodes d'un caporalisme toujours en éveil que les populations rhénanes, dont le ressort n'est pas sans avoir subi l'influence amollissante de la douce vallée du Rhin, ont longtemps hésité, rongé leur frein, dévoré leurs rancœurs. Quand aujourd'hui des milliers de Rhénans se lèvent de toutes parts à l'appel de leurs guides, quand 30 000 manifestants se massent sur la promenade d'Hindenburg, à Dusseldorf, malgré les perspectives d'une

répression implacable et les allées et venues significatives d'une police aux aguets, c'est que ces tribuns qu'on disait isolés ont vraiment des légions derrière eux, c'est qu'ils ont vraiment un programme et que ce programme a l'assentiment d'une large part du pays.

Sans doute, il y a quelques mois encore, les adhésions à l'autonomisme rhénan n'étaient ni aussi étendues, ni aussi compactes qu'elles se révèlent aujourd'hui. L'aggravation rapide de la crise provoquée par les monstrueux excès de l'inflation monétaire, les symptômes de désorganisation qui se sont multipliés dans tout l'Empire comme conséquence de la résistance passive, les méfaits croissants, gaspillage, démoralisation, de la politique socialiste qui a son foyer à Berlin, l'extension du communisme en Saxe et en Thuringe, les progrès du particularisme bavarois, autant de phénomènes qui, en réagissant les uns sur les autres, n'ont pas manqué d'avoir leur répercussion en Rhénanie et d'y servir tantôt de stimulant, tantôt d'épouvantail, tantôt d'exemple. L'étoile du Reich pâlit. L'unité germanique créée par Bismarck n'est plus le fétiche qui, après avoir assuré à l'Allemagne un demi-siècle d'une prospérité inouïe, lui avait presque fait gagner la guerre et avait, du moins, atténué sa défaite en réussissant jusqu'à ces derniers temps à lui épargner les plus dures sanctions du Traité de Versailles. L'idée unitaire perd de son crédit parce qu'elle n'a plus sa vertu : les clients s'éloignent et sentent remuer dans leurs fibres de vieux levains traditionnels et ataviques que le Chancelier de fer n'avait pu entièrement étouffer.

Le signe par excellence de l'unité politique, n'est-ce pas le signe monétaire? Depuis que la plus humble commune a sa planche aux assignats, depuis que trillions et quatrillions se suivent sans limite et sans contrôle, déroulant la spirale interminable de leurs zéros et que la somme qui le matin paraissait encore suffire pour un repas, ne vaut plus le soir qu'un verre de bière ou une place de tramway, les liasses de marks sont tournées en dérision par ceux qui les manient et les risées atteignent le Reich lui-même. Beaucoup de ces billets portent en exergue des maximes, des proverbes, des vers de mirliton, qui les ridiculisent d'avance et notre petite pièce de 50 centimes se voit préférée aux piles de millions d'une monnaie que chacun bafoue...

Tous ces faits sont connus de nos autorités dans les pays rhénans. Elles suivent dans l'âme des populations le cheminement accéléré des idées libératrices. Elles savent que cette libération, s'il ne leur appartient pas de la susciter ni de l'accomplir, s'élabore pourtant dans le sens de la sécurité française. Elles savent que l'État-tampon appelé à en sortir est notre unique sauvegarde, parce que le temps travaillera pour cet État-tampon, tandis qu'il travaillera contre les garanties d'ordre purement militaire que nous pourrions prendre et dont nous serions aveugles de nous contenter. A quoi bon, dès lors, ces affectations de pudeur devant un mouvement qui porte en lui la préservation de la France? « Il est si facile, disait Théophile Gautier,

de ne pas faire une tragédie en cinq actes !... » Il est aussi facile de ne pas prendre des attitudes qui, sans nous valoir les bonnes grâces ni de Berlin, ni de Londres, nous mettent en fâcheuse posture auprès des Rhénans.

La France a pu, a dû peut-être, ignorer le mouvement autonomiste, quand ce mouvement semblait se chercher lui-même, et qu'elle aurait risqué de se donner, à de certains yeux, le mauvais air de le créer. Aujourd'hui, ce mouvement est né non seulement sans notre aveu, mais, dans une large mesure, malgré nos résistances officielles et nos chicanes. Il est né, il s'étend, il a reçu le baptême du feu, il est consacré par le sang innocent. Les multitudes le grossissent et le saluent de leurs ovations. Des chefs acclamés l'encadrent et le guident. Il est un peu tard pour lui contester l'existence et il devient puéril de le désavouer.

Les manifestations autonomistes et les perspectives qui s'y rattachent sont, au contraire, assez sérieuses pour avoir été considérées au cours du récent entretien de M. Poincaré avec M. Stanley Baldwin. Pas plus que d'autres, nous ne savons au juste les impressions remportées par le premier ministre britannique de cette entrevue. Nous doutons fort, cependant, qu'elles aient été aussi conformes que le prétendent certains organes d'outre-Manche aux vues des politiques anglais pour lesquels la nécessité souveraine est que la France sente toujours la baïonnette prussienne lui menacer le flanc, sur la frontière où l'ont placée les traités de 1815. Quand les journaux anglais tiennent pour assuré que M. Poincaré « ne projette pas le démembrement du Reich », ils ont parfaitement raison. Sans que M. Poincaré ait projeté ce démembrement, le Reich se désagrège tout seul. Mais ce n'est point comploter le démembrement du Reich que de le prévoir devant les symptômes, qui l'annoncent et de s'attendre aujourd'hui à la formation d'une République ou d'une Confédération rhénane, en veillant à ce que cette solution ne revête pas une forme qui, à nos anciennes préoccupations, en substituerait de nouvelles. C'est là une politique de simple prudence à laquelle il est impossible que le premier ministre britannique ait demandé à M. Poincaré de renoncer gratuitement en sa faveur.

Aussi, tenons-nous à exprimer ici le vœu que les directives de Paris ne prescrivent plus avec la même rigueur, à nos agents sur le Rhin, tant militaires que civils, une neutralité dont ils n'inclinent que trop à accentuer les témoignages. Quand on constate qu'il a suffi, à Dusseldorf, de quelques chasseurs alpins pour désarmer, dans leur caserne, des centaines de « schupos » encore échauffés par leur fusillade sur une foule sans défense, on se demande s'il n'aurait pas été vraiment plus *neutre*, plus habile et plus digne, d'utiliser deux heures plus tôt l'ascendant de nos chasseurs. De semblables retards engendrent les plus tristes équivoques. La preuve en est dans le désarroi des Rhénans, parmi lesquels plus d'une voix nous

jette les reproches les plus durs. On en fait des gorges chaudes à Berlin et à Londres. Nous savons par là ce qu'il faut en penser à Paris ; quand d'un bout de l'Allemagne à l'autre on ne parle que de représailles et de revanche, est-il si indifférent que, sur les bords du Rhin, l'âme des populations nous soit favorable ou hostile?

En fait, les consignes spécifiant une neutralité absolue sont devenues pour nous d'une application trop scabreuse. En évitant d'avoir l'air d'être *pour*, on se donne l'apparence d'être *contre* auprès des Rhénans, tandis que la presse allemande et la presse libérale anglaise continuent d'affirmer que tout a été machiné par les Français. Devant les événements qui se produisent ou se préparent, ces consignes doivent être prudemment orientées dans un sens différent.

D'autre part, on sait que le statut des services interalliés pour les pays rhénans s'est trouvé formulé en 1919, dans une atmosphère saturée des points de vue les plus faux : dévotion aux influences anglo-saxonnes ; foi superstitieuse dans les vertus providentielles de la Société des Nations ; culte de l'unité du Reich consacrée par le Traité de Versailles ; optimisme imperturbable concernant la volonté et la capacité de paiement de l'Allemagne ; confiance dans les pactes de garantie promis à la France par l'Angleterre et les États-Unis ; enfin, confusion systématique des Rhénans avec ceux qu'on traite de boches. C'est en stricte harmonie avec ces notes dominantes que fut recrutée une large portion du personnel réparti dans ces services, après avoir été trié sur le volet par certains hauts fonctionnaires de chez nous auxquels, du reste, leur anglophilie n'a pas porté bonheur. Quoi qu'il en soit, depuis le rappel du général Mangin, qui fut un signe historique et une résultante de ces diverses erreurs, le temps a marché, les choses ont évolué, la question rhénane a mûri. Si le Reich tombe en déliquescence, peu d'inquiétudes sont à concevoir pour les États qui seront rendus à eux-mêmes avec la jouissance de réseaux routiers ou ferroviaires de premier ordre, avec un outillage industriel hors de pair, avec un budget allégé des dépenses militaires et du lourd *item* des fonds secrets. Ces États ne tarderont pas, malgré leur train réduit, à reprendre sur le marché international une bonne part de leur ancienne valeur.

Paul Le Faivre

LES FAITS DE LA QUINZAINE

L'Allemagne renonce a la résistance passive. — *Il est évident que la « résistance passive » a épuisé les forces de l'Allemagne et que le gouvernement du Reich a démontré son impuissance. Le million de marks tombe à deux sous* (19 *septembre*). *En même temps, les manifestations séparatistes se multiplient : A Aix-la-Chapelle* (16 *septembre*), *à Wiesbade et à Mayence* (23 *septembre*). *En Bavière, M. von Knilling, président du Conseil, s'élève contre toute entente ou négociation avec la France* (17 *septembre*).

MM. Poincaré et Stanley Baldwin se rencontrent à Paris, le 19. *Ils sont, dit le communiqué, « heureux d'établir leur commune manière de voir ». Sur aucun point, il n'existe entre eux de divergences de but ni de principes. C'est le dernier espoir de l'Allemagne qui s'évanouit.*

En vain, le Reich suggère-t-il encore une fois qu'il est prêt à effectuer des paiements immédiats, et à abandonner la résistance passive, sous la seule réserve que les Allemands arrêtés seront remis en liberté et que les fonctionnaires expulsés seront admis à rentrer (20 *septembre*).

Dans un discours au Bois-le-Prêtre, M. Poincaré répond qu'il est temps que l'Allemagne s'exécute et que nous n'accepterons aucune condition (23 *septembre*).

Le mardi 25 *septembre, les présidents du Conseil des Etats allemands tombent d'accord que, pour des motifs de politique intérieure et surtout d'ordre financier, la résistance passive doit être cessée.*

Nous voilà donc revenus au point où nous étions, au début de l'année, quand nous avons occupé Essen, en raison des manquements de l'Allemagne à ses engagements. Le Reich abandonne la résistance parce qu'il est impuissant. Mais cela ne veut pas dire qu'il compte payer les réparations.

On annonce aussitôt un redoublement de l'agitation nationaliste en Bavière. L'état de siège est proclamé dans tout le pays. L'ancien président du Conseil, M. von Kahr, ami intime du prince Ruprecht, est nommé commissaire général pour la Bavière (26 *septembre*). *Le gouvernement bavarois adresse en même temps une proclamation expliquant qu'il s'est rallié à l'abandon de la résistance passive seulement sous la pression de la nécessité. Il maintient l'opinion que le traité de Versailles n'engage plus l'Allemagne.*

M. Stanley Baldwin, dans un discours prononcé, le 27 *septembre, à Northampton, déclare que l'atmosphère de méfiance qui existait entre l'Angleterre et la France est maintenant changée en une atmosphère de confiance. Le victoire de la Ruhr a retourné les sentiments du Premier anglais. Le voici prêt à voler au secours de la victoire.*

A peine les Allemands ont-ils signé qu'ils recommencent à chicaner et à essayer d'obtenir quelque avantage en échange de l'abandon forcé

de la résistance. Le 28 septembre, l'ambassadeur allemand à Londres, au cours d'une visite à lord Curzon, esquisse cette manœuvre.

M. Poincaré (discours au bois d'Ailly, le 30 septembre) définit sa politique envers l'Allemagne : « Nous attendons l'Allemagne à l'œuvre... Il lui appartient maintenant de nous montrer qu'elle est réellement disposée à nous faciliter, dans les territoires occupés, la mise en valeur des gages saisis. »

— Le 1er octobre, la « schupo » de Dusseldorf fait feu sur des séparatistes rhénans qui manifestaient paisiblement. Il y a des morts et des blessés en grand nombre.

Le conflit italo-grec. — La question de Fiume. — *La Grèce exécute la décision de la conférence des ambassadeurs. Elle présente ses excuses officielles aux légations alliées. La flotte grecque, réunie à Phalère, salue les drapeaux alliés (18 septembre).*

Le 26 septembre, la Conférence des ambassadeurs liquide le conflit italo-grec. Elle prend acte des réparations d'honneur accordées à la Grèce, et reconnaît que les autorités helléniques ne sont pas à l'abri de tout reproche en ce qui concerne la conduite de l'enquête. Conformément à la résolution du 1er septembre, l'Italie reçoit l'indemnité de 50 millions de livres, et elle évacuera Corfou le 27 septembre.

L'évacuation de Corfou est commencée aussitôt.

Quant à la question de Fiume, elle continue à donner lieu à des négociations entre Rome et Belgrade. Le 17 septembre, M. Depoli, vice-président de l'Assemblée constituante de Fiume, donne sa démission. Le gouvernement italien nomme le général Giardino gouverneur de Fiume, en signifiant toutefois que cette nomination n'implique aucun changement juridique à la situation existante.

Les troubles de Bulgarie. — *Des troubles fomentés par les communistes éclatent, le 20 septembre, dans plusieurs villes de la Bulgarie du Sud. Le gouvernement proclame l'état de siège, ferme les clubs et fait arrêter les principaux chefs communistes.*

En même temps, un échange de notes a lieu, entre Sofia et Belgrade, concernant le passage de bandes bulgares armées sur le territoire yougoslave. Le gouvernement bulgare donne l'assurance qu'il ne tolèra ni la formation ni le passage de ces bandes (10 septembre).

Des forces yougoslaves importantes sont concentrées le long de la frontière. A une note bulgare du 15 septembre, le ministre yougoslave à Sofia répond que les mesures prises n'ont aucun caractère agressif (17 et 19 septembre).

Le 27 septembre, l'insurrection communiste en Bulgarie est définitivement écrasée. Les troupes se rendent maîtresses de la petite ville de Ferdinandavo que tenaient encore les insurgés.

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 29959.